

**Un nouveau
nom.**

**Un nouveau
début.**

Groupe Capital RF Inc.

Bilan annuel

2020

Patrimoine
RICHARDSON

La renaissance d'une époque révolue

Les cabinets indépendants à travers le Canada connaissent une renaissance d'une époque révolue où le nom sur la porte était important, captant l'imagination d'un nombre croissant de conseillers et de familles fortunées qui choisissent de quitter les cabinets appartenant à des banques pour l'expérience directe et personnalisée d'un cabinet spécialisé. Nous avons fait des pas de géant au cours des dernières années pour positionner notre entreprise de manière à tirer profit de cette tendance, notamment en nous associant aux 90 ans d'histoire de la puissante marque Richardson dans le domaine des services financiers.



Contenu

Croissance ambitieuse	1	Coup d'œil sur l'entreprise	16	Rapport du vérificateur indépendant	47
Message du chef de la direction	2	Notre engagement communautaire	20	États financiers consolidés	50
Le pouvoir du travail d'équipe	6	Notre engagement envers la culture	24	Notes sur les états financiers consolidés	55
Message du président	8	Rapport de gestion	26	Informations pour les actionnaires	80
Réussite chez Patrimoine Richardson	10	Responsabilité de la direction en matière de communication de l'information financière	46		
Plan de croissance ambitieux	12				

*Imaginer un avenir meilleur.
Prendre les mesures nécessaires pour y parvenir.
Réaliser une croissance ambitieuse.*

Grâce à la clarté en matière de propriété complète et à l'apport considérable de nos équipes consultatives exceptionnelles, notre société entame maintenant la phase de croissance passionnante d'une réinitialisation transformationnelle pluriannuelle. Nos plans de croissance sont audacieux. Ils sont fondés sur un plan quinquennal complet et réalisable reposant sur trois objectifs clés pour libérer le plein potentiel de la société.

Initiatives organiques



Investir dans nos équipes de conseillers talentueuses

Fournir un soutien et des outils pour aider les conseillers et leurs clients fortunés à prospérer ici mieux que partout ailleurs.



Accélérer le recrutement de conseillers

S'efforcer d'être la marque de choix pour les meilleurs conseillers du Canada et leurs clients fortunés.

Initiatives inorganiques



Acquérir et des entreprises partageant les mêmes idées et collaborer avec elles

Surveiller continuellement la dynamique du marché afin de déceler les occasions de prendre rapidement de l'expansion ou d'améliorer les capacités.

Un nouveau nom. Un nouveau début.

Chers actionnaires,

Nous entamons maintenant une réinitialisation transformationnelle pluriannuelle. Notre objectif est de libérer le plein potentiel et la pleine valeur de notre activité de gestion de patrimoine.

KISH KAPOOR
Président et chef de la direction



En collaboration avec notre conseil d'administration, et avec l'apport considérable de nos équipes de conseil en placement exceptionnelles, nous nous dirigeons vers un avenir audacieux en élaborant ensemble une nouvelle stratégie de croissance ambitieuse.

Afin d'assurer notre succès, nous avons mis sur pied un cabinet de conseil mondial possédant une grande expertise en matière de gestion de patrimoine et de transformation organisationnelle à grande échelle. Nous avons achevé cet engagement à la mi-mars 2021 et nous dévoilerons notre stratégie de croissance globale lors de notre prochaine assemblée annuelle, le 26 mai 2021.

Préparez-vous à vivre des moments passionnants.

Une rétrospective

Nous nous sommes lancés dans cette aventure il y a deux ans, avec la décision de céder notre activité sur les marchés financiers et de nous concentrer sur la gestion de patrimoine. Le dessaisissement était difficile, mais nous y sommes parvenus, et nous avons ensuite consolidé notre participation dans Patrimoine Richardson. Au cours de cette période, nous avons reversé 79 millions de dollars à nos actionnaires.

Au moment où j'écris cette lettre, nos 159 équipes de conseillers gèrent un montant record de 33 milliards de dollars pour 31 000 clients dans tout le pays. C'est 4,6 milliards de dollars de plus que lorsque nous avons commencé la transformation au début de 2019.

Si l'on considère la croissance des actifs attribuable uniquement aux conseillers qui sont restés avec nous ou qui nous ont rejoints au cours des deux dernières années, la croissance que nous avons réalisée est encore plus impressionnante; sur cette mesure, les actifs ont augmenté de 8 milliards de dollars. Par ailleurs, nous nous réjouissons du fait que de nombreux conseillers aient réalisé des records personnels mois après mois.

Rien ne nous a dissuadés, pas même la pandémie. Nous avons réussi à placer la majorité de nos employés au télétravail dans les semaines qui ont suivi le début de la pandémie, avec un minimum de perturbations pour les conseillers et les clients. Nos professionnels talentueux ont continué à soutenir et à conseiller pleinement leurs clients pendant cette période éprouvante.

Tous ces facteurs expliquent pourquoi nous pensons qu'après un parcours difficile de plusieurs années pour transformer l'entreprise, nous l'avons positionnée pour un succès à long terme dans le secteur dynamique et en pleine expansion de la gestion de patrimoine au Canada.



MIKE ANKERS
Croissance et expérience
des conseillers



SARAH WIDMEYER
Stratégies de gestion de patrimoine



JAMES PRICE
Stratège en placement



TIM WILSON
Finances et trésorerie

CROISSANCE

ENTREPRISE

Un nouveau nom sur la porte

Notre nouveau départ était l'occasion idéale pour adopter les noms Groupe Capital RF pour notre société publique et Patrimoine Richardson pour notre activité de gestion de patrimoine.

**GROUPE
CAPITAL RF**

**Patrimoine
RICHARDSON**

Ces noms reflètent notre nouvelle orientation stratégique en matière de gestion de patrimoine et notre association étroite avec la puissante marque Richardson ainsi que son héritage de 90 ans de succès dans le secteur des services financiers. Cet alignement constitue une carte de visite inégalée pour nos conseillers et leurs clients fortunés.

Miser sur la renaissance d'une époque révolue

Patrimoine Richardson a vu le jour il y a près de 20 ans sous la forme d'une idée dessinée au dos d'une serviette de table. À l'époque, nous n'avions pas de conseillers, pas de clients et pas de revenus. Nos fondateurs avaient prévu à juste titre que les Canadiens souhaitaient un écosystème florissant de gestionnaires de patrimoine indépendants comme alternative aux banques, afin de répondre aux besoins holistiques des clients.

Cette idée a inspiré bon nombre des meilleurs conseillers du pays à se joindre à notre société entrepreneuriale, où leur voix compte, où les diverses perspectives sont valorisées, où la culture et l'architecture sont axées sur leur réussite et où le nom sur la porte est synonyme d'intégrité et d'excellence.

Pas mal comme résultat d'une idée conçue sur une serviette de table.

Imaginer un avenir meilleur

Forts du soutien total et de la surveillance de notre conseil d'administration solide et indépendant, nous avons élaboré un plan quinquennal complet et réalisable comportant trois objectifs clés :

- Doubler notre investissement dans toutes nos équipes de conseillers exceptionnels pour stimuler la croissance organique;
- Optimiser nos processus de recrutement;
- Tirer profit de ces initiatives organiques au moyen de partenariats et d'acquisitions groupées d'entreprises partageant les mêmes idées avec capacités complémentaires.

Faits saillants du rendement de Patrimoine Richardson en 2020 :

268 M\$

(Total des revenus pour 2020)

208 M\$

(Revenu d'honoraires record en 2020)

43,5 M\$

(BAIIA ajusté en 2020)

Prendre des mesures pour atteindre nos objectifs ambitieux

Pour atteindre nos objectifs ambitieux, nous avons réorganisé notre équipe de direction en une seule structure de gouvernance et d'exploitation pour tous nos secteurs d'activité. Cette structure élimine les redondances et permet d'établir une feuille de route claire pour la définition des priorités et la mesure du rendement opérationnel à l'échelle de l'entreprise.

Notre nouvelle équipe de direction, « une seule entreprise », est composée de trois groupes distincts : l'équipe chargée de la croissance, l'équipe chargée de l'entreprise et notre équipe chargée de l'habilitation. Chacun de ces groupes a son propre énoncé de mission, ceci pour renforcer notre culture d'entreprise à fort rendement, centrée sur le conseiller. Cela comprend la création d'un « concierge-conseil » et d'un « comptoir d'action » ainsi qu'un « centre d'excellence ». Grâce à la clarté de nos objectifs et à la mentalité de clientèle privée, et avec l'aide d'un bureau de croissance et d'habilitation et d'un conseil d'administration très engagé, je suis convaincu que nous prenons les bonnes mesures pour notre avenir.

Il y a quelques semaines, nous avons présenté nos nouveaux dirigeants, notre nouvelle structure organisationnelle et notre nouveau plan stratégique à l'ensemble de l'entreprise dans le cadre de 12 assemblées publiques virtuelles et nous avons reçu des réactions enthousiastes et un soutien pour nos plans audacieux.

Nous sommes ravis de ces réactions et nous partagerons plus de détails sur cet enthousiasme lors de notre prochaine assemblée des actionnaires.



KRISTA COBURN
Avocate générale



SCOTT STENNETT
Technologie et opérations



LYNNE BREJAK
Ressources humaines



MICHAEL WILLIAMS
Gestion des risques d'entreprise

MISE EN ŒUVRE

Énoncé de vision : Être la marque de choix des meilleurs conseillers du Canada et de leurs clients fortunés.

Attirer des leaders et des cadres supérieurs talentueux

Au début de l'année, nous avons considérablement renforcé nos capacités de direction en embauchant Tim Wilson au poste de directeur financier de Capital RF et Julie Burnham au poste de vice-présidente, Communications stratégiques, de Patrimoine Richardson.



TIM WILSON
Directeur
financier

Tim nous vient d'Equitable Bank, où il a été directeur financier pendant neuf ans. Avant cela, il était président de Visa Canada, où il a dirigé la transformation et la rationalisation de leurs opérations canadiennes. Ses antécédents en matière de

croissance rentable et d'amélioration du rendement opérationnel sont particulièrement pertinents au moment où nous traçons la voie de notre succès futur.



JULIE BURNHAM
Vice-présidente
des
communications
stratégiques

Julie nous vient de BMO Private Wealth (anciennement BMO Nesbitt Burns), où elle occupait le poste de conseillère principale, Communications et expérience des conseillers en placements. Julie nous aidera à créer des

occasions de rehausser la marque et à exprimer notre culture et notre proposition de valeur, tant à l'interne qu'à l'externe.



DEAN MANJURIS
Vice-président
du conseil
d'administration
de Patrimoine
Richardson

Plus récemment, nous avons accueilli Dean Manjuris, vétéran du secteur, à titre de vice-président du conseil d'administration de Patrimoine Richardson. Dean a près de trois décennies d'expérience en tant que cadre supérieur dans le

secteur des services financiers, notamment en tant que chef mondial des services complets d'investissement de BMO, puis vice-président du conseil d'administration de BMO Nesbitt Burns pendant plus de dix ans. Au cours de cette période, Dean était responsable de l'établissement et de l'exécution de l'orientation stratégique d'une entreprise de 3 000 personnes. Sous sa direction, l'entreprise a connu une croissance de 90 milliards de dollars.

Tirer parti des partenariats pour accélérer la croissance

En juin dernier, nous avons établi un partenariat stratégique avec Cormark Securities, l'une des principales banques d'investissement du Canada, après que nos conseillers nous aient demandé un meilleur accès à des recherches exceptionnelles, à des idées de placement, à de nouvelles émissions de titres, à des fonds de placement et à d'autres produits de placement.

Cette relation s'est déjà traduite par :

- une multiplication par six de notre participation aux transactions menées par Cormark;
- une augmentation substantielle du nombre de transactions que Cormark a présentées à notre société;
- un accès accru à la recherche de Cormark, qui couvre plus de 280 sociétés;
- l'ajout récent de capacités immobilières par Cormark en réponse à la demande de nos conseillers.

Au début de 2021, nous avons signé une entente de partenariat stratégique similaire avec les spécialistes en soins de santé Bloom Burton & Co. Nous nous attendons à ce qu'elle apporte une valeur supplémentaire.

Offrir une expérience exceptionnelle aux conseillers

Comme vous pouvez le constater, beaucoup de choses ont changé, et pour le mieux. Cependant, une chose qui ne changera jamais est l'accent que nous mettons sur notre culture d'entreprise à fort rendement et centrée sur les conseillers.

En simplifiant, en personnalisant et en rendant agréable le fait de travailler ici, nous sommes convaincus que nos conseillers réussiront mieux ici que partout ailleurs. Cela nous aidera également à attirer un plus grand nombre des meilleurs conseillers du Canada et leurs clients fortunés. Notre bassin de recrues n'a jamais été aussi important, ce qui prouve clairement que les meilleurs conseillers du Canada reconnaissent notre potentiel.

Pour rendre tout cela possible, nous investissons encore plus dans la bonne infrastructure, la meilleure technologie et les produits les plus avant-gardistes. Vous trouverez des informations sur ces investissements plus loin dans ce rapport.

L'essentiel : apporter une expérience exceptionnelle aux conseillers est ce qui nous distingue.

AMBITION DE CROISSANCE EN MATIÈRE DE BIENS ADMINISTRÉS

De **~33 B\$** à **100 B\$**

Le pouvoir du travail d'équipe

Nos clients seraient heureux de savoir que notre approche axée sur le client imprègne tous les niveaux de l'organisation.



McMillan Wealth Solutions

Calgary (Alberta)

McMillan Wealth Solutions est une équipe véritablement intergénérationnelle et collaborative qui se concentre sur le maintien du patrimoine de ses clients et la croissance de leur héritage. L'équipe assure la liaison avec des conseillers externes tout en tirant parti du soutien de l'équipe interne de professionnels de la fiscalité et de la planification successorale de Patrimoine Richardson. En termes simples, McMillan Wealth Solutions est un ardent défenseur de l'avenir des clients. Ils le font grâce à une combinaison de placements, d'assurance, de planification successorale, de planification fiscale, de philanthropie, de retraite et de stratégies de gestion de trésorerie propres aux besoins des clients. L'équipe de McMillan aide ses clients à penser à long terme tout en gérant la complexité de toutes les transitions de la vie.

DEPUIS LA GAUCHE : **Bill Green**, associé, Planification de patrimoine, **Summer Driscoll**, associée, **Mona Schoenfeld**, conseillère en placement associée, **Keith Button**, conseiller en placement associée, **Kathy McMillan**, directrice, Gestion de patrimoine, gestionnaire de portefeuille, conseillère en placement, **Heather McDiarmid**, adjointe, **Karla Sampson**, associée, **Debra Husband**, associée, **Jesse Leonard**, associée

AUCUNE PHOTO DISPONIBLE : **Zak Smith**, associé, Planification de patrimoine

Des gens exceptionnels à tous les niveaux qui souhaitent réellement faire progresser l'organisation.



Équipe de Valerie Wowryk

Winnipeg (Manitoba)

Depuis 25 ans, Valerie Wowryk offre un service hautement personnalisé à un nombre restreint de clients afin d'établir des relations authentiques et durables et de s'assurer que les décisions d'investissement sont bien réfléchies et font l'objet de recherches approfondies. Sa vaste expérience l'amène à travailler avec des conseils d'administration, des cadres, des entrepreneurs et des familles éminentes. L'équipe Wowryk travaille avec ses clients pour comprendre leurs objectifs et leurs priorités. Elle personnalise les stratégies d'investissement et met en œuvre des solutions conçues pour maximiser les rendements tout en minimisant les impôts et les risques. Dans le cadre de l'équipe de conseillers de ses clients, l'équipe Wowryk fait appel aux professionnels de la planification fiscale et successorale de Patrimoine Richardson, qui élaborent un plan patrimonial global pour les clients afin de répondre à leurs besoins en matière de succession, de fiscalité, de philanthropie, d'assurance et de relève d'entreprise et d'exploitation agricole.

DEPUIS LA GAUCHE : Jaimie Kehler, associée, Valerie Wowryk, directrice CFA®, Gestion de patrimoine, gestionnaire de portefeuille, conseillère en placement

Nous entrons dans une nouvelle phase de croissance passionnante

Chers actionnaires,

2020 a été une année de changements importants pour Groupe Capital RF.

DONALD A. WRIGHT
Président du conseil d'administration



Votre conseil d'administration a réalisé plusieurs priorités clés :

- il a conclu l'acquisition transformationnelle de Patrimoine Richardson;
- il a engagé un dialogue continu avec des conseillers afin d'éclairer l'orientation stratégique future de notre société; et
- il a renforcé les compétences et la diversité du conseil.

Nous avons également renforcé notre équipe de direction en nommant Kishore Kapoor au poste de président et chef de la direction, supprimant ainsi son titre intérimaire. Kishore a mené avec succès la transformation de notre entreprise et a réuni une équipe de direction très compétente composée de cadres chevronnés pour mettre en œuvre notre ambitieuse stratégie de croissance.

La transaction Patrimoine Richardson

La pièce maîtresse de notre transformation est la transaction Patrimoine Richardson, qui a été réalisée par un échange d'actions le 20 octobre 2020. Nous avons acquis toutes les actions ordinaires de Patrimoine Richardson (anciennement connue sous le nom de Richardson GMP) que nous ne possédions pas déjà.

À la suite de la transaction et de notre rachat d'actions connexe, environ 31 % des actions de Capital RF sont maintenant détenues par des conseillers en placement de Patrimoine Richardson. Richardson Financial Group Ltd. détient maintenant environ 44 % des actions de Capital RF, en hausse par rapport à 24 % auparavant.

Parmi les 100 millions d'actions ordinaires que nous avons émises dans le cadre de la transaction à 2,42 \$ par action, 10 % sont devenues librement négociables en novembre dernier. Les 90 % restants sont entiercés et seront libérés en montants égaux aux trois anniversaires du 20 octobre suivant la clôture. Les actions entiercées émises aux conseillers en placement de Patrimoine Richardson sont sujettes à une confiscation totale si un conseiller quitte pour faire concurrence à tout moment au cours des trois premières années suivant la transaction.

Dialogue avec les conseillers

L'une des priorités stratégiques essentielles du conseil d'administration est de donner aux conseillers une voix forte dans le processus de prise de décision et dans la définition de la voie à suivre par la société. Nos collaborateurs sont nos plus grands atouts et ils sont au cœur de notre culture d'entreprise performante, centrée sur les conseillers. À cette fin, chaque membre du conseil d'administration s'est engagé dans de nombreuses conversations individuelles avec des conseillers et Kish lui-même a participé à des assemblées publiques, des enquêtes et des conversations individuelles dans tout le pays. Ce dialogue nous a informés et a renforcé notre opinion selon laquelle notre nouvelle stratégie de croissance, qui intègre les perspectives de nos conseillers, est la meilleure voie à suivre pour créer de la valeur pour les actionnaires.

Nouveaux administrateurs indépendants

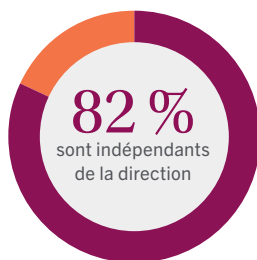
Après la clôture de la transaction Patrimoine Richardson, deux nouveaux administrateurs indépendants, David Leith et Nathalie Bernier, se sont joints au conseil. Cela nous a permis d'élargir nos capacités tout en veillant à ce que le conseil continue de répondre aux objectifs en matière de diversité. Ces nominations ont également renforcé notre engagement à avoir une majorité d'administrateurs indépendants.

David apporte plus de 25 ans d'expérience dans le domaine des services bancaires d'investissement, notamment une grande expertise en matière de fusions et d'acquisitions, tout récemment en tant que chef des activités de banque d'investissement, d'entreprise et de services bancaires aux commerçants de Marchés mondiaux CIBC. Il est également un administrateur de sociétés expérimenté et très recherché.

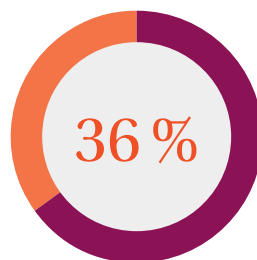
Nathalie, ancienne associée directrice chez KPMG (région du Québec), possède une vaste expérience dans la mise en œuvre de stratégies de croissance novatrices. Elle a également été directrice financière de l'Office d'investissement des régimes de retraite du secteur public, où elle a mené une stratégie de transformation sur cinq ans qui a permis d'augmenter de 50 % l'actif net sous gestion, qui est passé de 112 milliards de dollars en 2015 à 168 milliards en 2019.

Nous bénéficions déjà de leurs points de vue, de leur jugement et de leur vaste expertise commerciale.

Indépendance du conseil



Diversité du conseil d'administration



Indépendance de la majorité du conseil

En regardant vers l'avenir, lors de notre prochaine assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires le 26 mai 2021, le conseil a l'intention de proposer trois candidats supplémentaires au poste d'administrateur, dont deux sont indépendants. Il s'agit de Sandy Riley, Jane Mowat et Vincent Duhamel.

Sandy est l'un des fondateurs de notre société, chef de la direction de Richardson Financial Group et ancienne chef de la direction d'Investors Group. Sandy connaît exceptionnellement bien nos conseillers et apporte à la société une importante expertise en matière de gestion de patrimoine.

Jane était l'ancienne directrice principale de Via Rail Canada Inc. et directrice générale d'IBM Americas, IBM Global Financing et IBM Canada. Jane est une directrice d'entreprise chevronnée qui apporte une grande expertise en matière de financement d'entreprise et d'acquisitions.

Vincent est un dirigeant très accompli qui possède une expertise internationale en gestion d'actifs, notamment en tant qu'ancien président mondial et vice-président de Fiera Capital.

Après ces ajouts, qui demeurent assujettis à votre vote en tant qu'actionnaires, le conseil sera composé de onze administrateurs, la majorité étant indépendante de la direction et du Groupe Financier Richardson.

Un dévouement et un engagement inébranlables

Les nombreuses réalisations décrites dans ce rapport annuel n'ont été rendues possibles que grâce au dévouement et à l'engagement inébranlables de chacun de nos 800 conseillers et employés talentueux au cours de notre réinitialisation transformationnelle. Je suis fier de la façon dont ils se sont mobilisés au milieu d'une pandémie mondiale et de la façon dont ils ont aidé à préparer notre nouvelle phase de croissance passionnante.

Je remercie nos collaborateurs d'avoir continué à répondre aux besoins des clients au milieu de la pandémie mondiale, et je remercie Kish pour son leadership et sa vision sur la meilleure façon de dégager une valeur significative à long terme pour toutes les parties prenantes.

Je remercie mes collègues du conseil d'administration pour leur perspicacité, leur bon jugement et leur courage dans ce voyage de transformation. Enfin, au nom du conseil d'administration, je vous remercie, vous, nos fidèles actionnaires, pour votre soutien continu.

Votre conseil d'administration s'engage à fournir des conseils stratégiques et à superviser la direction qui s'apprête à mettre en œuvre un programme de croissance ambitieux.

D.A. Wright

Donald A. Wright
Président indépendant

A renforcé le conseil d'administration en ajoutant des dirigeants de haut calibre possédant un sens considérable des finances et de la stratégie, ainsi qu'une expertise en transformation organisationnelle.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Donald Wright
Président indépendant



Nathalie Bernier
Membre indépendante du conseil
d'administration



David Brown
Membre indépendant du conseil
d'administration



Marc Dalpé
Membre du conseil
d'administration



David Ferguson
Membre indépendant du conseil
d'administration



Julie Lassonde
Membre indépendante du conseil
d'administration



David Leith
Membre indépendant du conseil
d'administration



Kish Kapoor
Membre du conseil
d'administration



Vincent Duhamel
Candidat au poste
d'administrateur



Jane Mowat
Candidate au poste
d'administrateur



H. Sanford Riley
Candidat au poste
d'administrateur

Il s'agit d'un moment inspirant pour se joindre à Patrimoine Richardson



Faciliter la réussite des conseillers et la croissance de leurs pratiques avec la clientèle fortunée



Le conseiller est axé sur le client

Nous faisons passer vos intérêts et ceux de vos clients en premier dans tout ce que nous faisons.



Recrutement

- Culture de partenariat
- Équipe de transition solide
- Offre financière concurrentielle
- Intégration numérique des clients



Expérience exceptionnelle

- Leadership et partage des pratiques exemplaires
- Service haut de gamme
- Conciergerie pour les conseillers
- Sièges à la table de prise de décision



Soutien aux conseillers

- Accès à des experts internes en fiscalité, en droit et en planification successorale
- Stratégies de marketing hautement efficaces
- Planification financière complète
- Programmes de prospection de clients, présentations et événements clients



Plateforme technologique

- Accès et outils à distance transparents
- Investissement considérable dans la technologie :
 - Construction d'une plateforme CGU à la fine pointe de la technologie
 - Outil de planification financière exclusif MyNextGen Plan
 - Portail client amélioré « MonPatrimoineRichardson »
 - Signature électronique
 - Logiciel CRM
 - Nouveaux relevés de compte des clients
- Des sous-comités de conseillers assurent des investissements technologiques éclairés



Partenariats stratégiques

- Cormark Securities
- Bloom Burton & Co.
- Autres – génération de prospects numériques, assurance, banque, technologie et marchés financiers



Fondation solide

- Très rentable
- Revenu record basé sur les honoraires
- Revenu record de biens administrés
- Dynamique de croissance : 4,8 milliards de dollars de biens administrés supplémentaires depuis octobre 2020
- Plateforme nationale
- Une richesse holistique axée sur les solutions



Alignement sur un nom très respecté

- 90 ans d'histoire du nom Richardson dans les services financiers
- Partenaires à long terme
- Richardson Financial détient 44 % de la société publique
- Les noms des conseillers sont affichés à côté des nôtres

C'est notre moment. Jouons pour gagner!

Plus les objectifs sont grands, plus l'opportunité est grande.

Il s'appuie sur un plan quinquennal complet et réalisable reposant sur les objectifs clés suivants.



Se concentrer sur le soutien et les outils destinés aux conseillers pour les aider à développer plus rapidement leurs pratiques en les traitant comme notre atout le plus précieux.



Ce plan aide les conseillers à réussir davantage chez Patrimoine Richardson que partout ailleurs.



Accroître le recrutement en déployant rapidement des capitaux pour attirer davantage de conseillers qui voient les avantages de ce que nous faisons pour nos conseillers actuels et leurs clients.



Suivre la croissance organique par l'acquisition stratégique de sociétés de gestion de patrimoine et d'actifs qui partagent les mêmes idées et qui ont des capacités complémentaires.

Être la marque de choix pour les meilleurs conseillers du Canada et leurs clients fortunés

AMBITION DE CROISSANCE DES BIENS ADMINISTRÉS

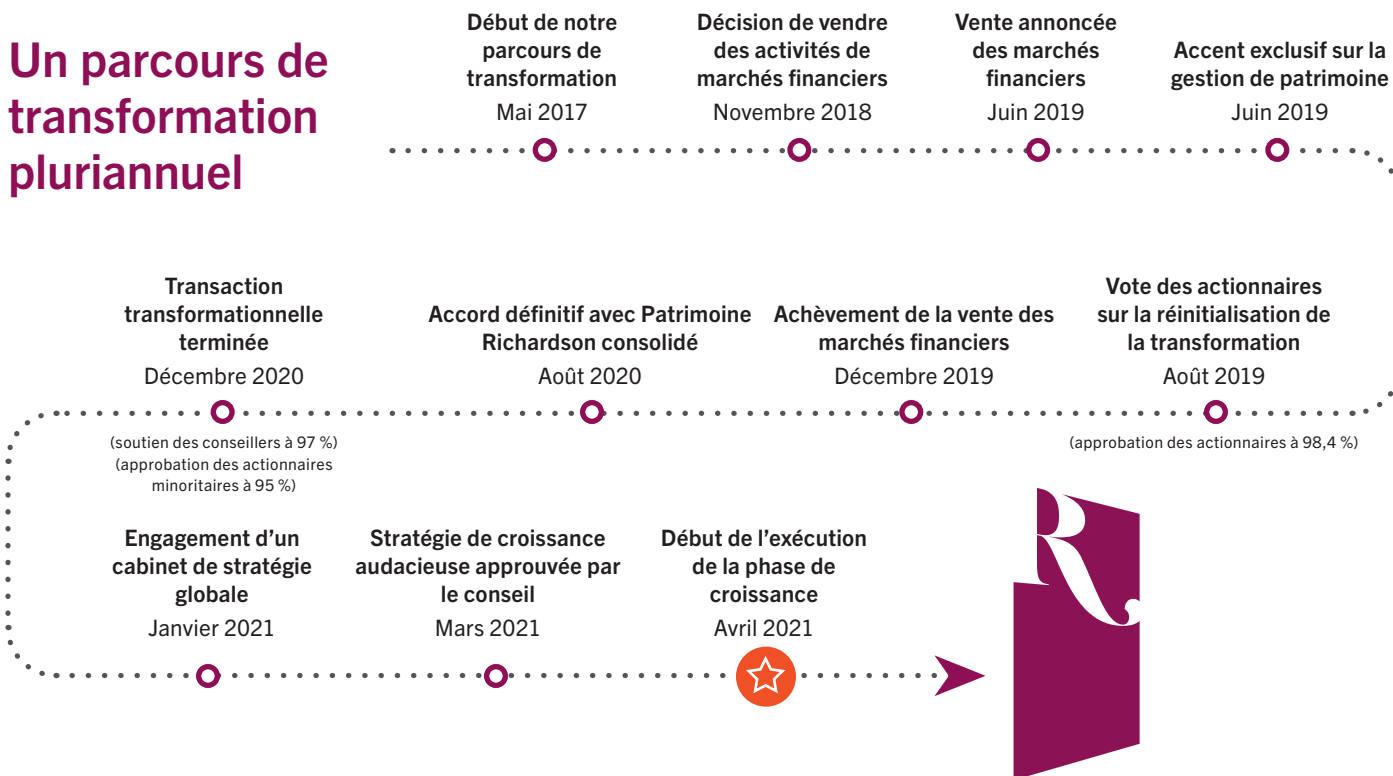
De ~33 B\$

à 100 B\$

Tous les détails du plan de croissance complet de la société, y compris les objectifs financiers, seront dévoilés lors de son assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 26 mai 2021.

Ne vous méprenez pas, nos objectifs de croissance sont audacieux.

Un parcours de transformation pluriannuel



À chaque étape, inspirer confiance Investir dans nos capacités

Aller de l'avant avec détermination

- Nouveau nom sur la porte
- Nouveau logo, nouvelle marque
- Nouveau conseil d'administration et nouveau directeur financier
- Nouvelle structure organisationnelle
- Nouvel accent exclusif sur la gestion de patrimoine
- Nouvelles récompenses
 - Un endroit où il fait bon travailler
 - Meilleur lieu de travail pour les femmes
 - Les 50 meilleurs lieux de travail

Investir dans nos capacités

- 23 millions de dollars de projets en cours pour améliorer l'expérience des conseillers, dont 10 millions de dollars pour une plateforme CGU de pointe.
- Transition sans heurts vers le travail à domicile
- Campagne sur les médias sociaux
- Communication proactive avec les médias
- Élargissement de l'équipe de planification fiscale et successorale
- Planification de la succession
- Célébration des réussites – Une table ronde inaugurale pour les conseillers aura lieu à Québec

Afficher une forte croissance

- Éléments records :
 - 33 milliards de dollars d'actifs
 - Moyenne de l'équipe des biens administrés (201 M\$)
 - Revenus moyens par équipe
 - Nombre de ménages fortunés
- 4,8 milliards de dollars de croissance organique depuis la transaction
- Ajout de notre client le plus important (1 B\$)
- De nombreux conseillers réalisent des records personnels
- Un bassin de recrutement plus solide que jamais

Et en cours de route...

- Obtention de l'engagement à long terme de RFG, y compris 75 millions de dollars pour financer les initiatives de croissance.
- Nouveaux bureaux à Vancouver, Edmonton et Charlottetown
- Magasin phare sélectionné de 20 millions de dollars à Toronto
- Retour de 79 millions de dollars aux actionnaires
- Achèvement de la transaction RGMP avec soutien IA de 97 %
- Investissement de 36 millions de dollars dans nos équipes de conseillers en placement
- Faire une différence
 - Partenaires du programme de dons à la communauté
 - Fonds d'aide pour les entrepreneurs noirs

Une pensée indépendante. Des collaborateurs de grande qualité.



O'Connor Engelbert Investment Group

Vancouver (Colombie-Britannique)

Le O'Connor Engelbert Investment Group comprend que les gens fortunés mènent des vies occupées et complexes. L'équipe s'attache à prendre en charge tous les aspects du patrimoine d'entreprise et personnel de leurs clients et, tel un directeur financier personnel, coordonne avec d'autres conseillers professionnels l'élaboration de stratégies personnalisées pour préserver le capital, gérer le risque, obtenir des rendements dans toutes les conditions de marché, minimiser les impôts sur le capital investi et donner accès à des occasions d'investissement innovantes et exclusives. L'équipe de O'Connor et Engelbert conseille certains des individus, familles, propriétaires d'entreprises, entrepreneurs, fondations et organismes de bienfaisance les plus riches du Canada.

DEPUIS LA GAUCHE : Jennic Vegelahn, associée, Ryan Ha, associé en analyse de portefeuille, Danielle O'Neill, conseillère en placement associée, Tim Englebert, vice-président principal et gestionnaire de portefeuille, conseiller en placement, Rory O'Connor, vice-président principal et gestionnaire de portefeuille, conseiller en placement

Le modèle d'entreprise le plus créatif,
et la liberté d'être le meilleur.



Rosemary Horwood Wealth

Toronto (Ontario)

Comme le ferait un bon professionnel de la santé, l'équipe recueille un historique complet pour diagnostiquer la santé financière du client avant de commencer toute planification financière ou tout investissement. En collaboration avec l'équipe, les clients comprendront toujours les options financières disponibles et seront bien informés lorsqu'ils choisiront celles qui conviennent le mieux à leur vie et à leur cabinet ou entreprise. Après avoir recueilli toutes les informations personnelles de ses clients et appris ce qu'ils veulent que leur patrimoine accomplisse, l'équipe crée un document de vision personnalisé pour guider toutes ses actions. Un portefeuille personnalisé est construit de A à Z en fonction de ces objectifs. Chez Patrimoine Richardson, l'équipe est libre de choisir parmi un vaste univers d'investissements, sans parti pris pour tout produit ou toute plateforme.

DEPUIS LA GAUCHE : Sharbari Chakraborty, adjointe, Andrea Ivasecko, associée, Rosemary Horwood, directrice, gestion de patrimoine, gestionnaire de portefeuille, conseillère en placement

Coup d'œil sur l'entreprise

Groupe Capital RF Inc, anciennement GMP Capital Inc, est une société ouverte cotée à la Bourse de Toronto (TSX) qui se concentre exclusivement sur la croissance de ses activités de gestion de patrimoine (Patrimoine Richardson). Les actions ordinaires et privilégiées de la société se négocient à la TSX sous les symboles boursiers (TSX : RCG, RCG.PR.B). Patrimoine Richardson est l'une des principales sociétés indépendantes de gestion de patrimoine au Canada. Elle se concentre exclusivement sur la fourniture de conseils stratégiques en matière de patrimoine et de solutions de placement holistiques et novatrices adaptées aux familles ou aux entrepreneurs fortunés.

Plateforme nationale. Évolutif. Lauréate de prix.



Reconnue pour son excellence fiduciaire

CEΦEX[®]
CENTRE FOR FIDUCIARY EXCELLENCE

Notre histoire en chiffres

En date du 31 décembre 2020, sauf indication contraire

+33 B\$

Biens administrés (mars 2021)

208,5 M\$

Revenus de commissions record en 2020

4,8 B\$

Croissance des biens administrés des équipes de conseillers actuelles au cours des 6 derniers mois

19

Bureaux à travers le Canada

285 M\$

Revenus annuels consolidés pro forma

79 M\$

Capital retourné aux actionnaires depuis le début de 2019

97 %

Soutien des conseillers pour la transaction RGMP

159

Équipes de conseillers

208 M\$

Moyenne de biens administrés par équipe de conseillers (mars 2021)

31 000

Relations avec des ménages

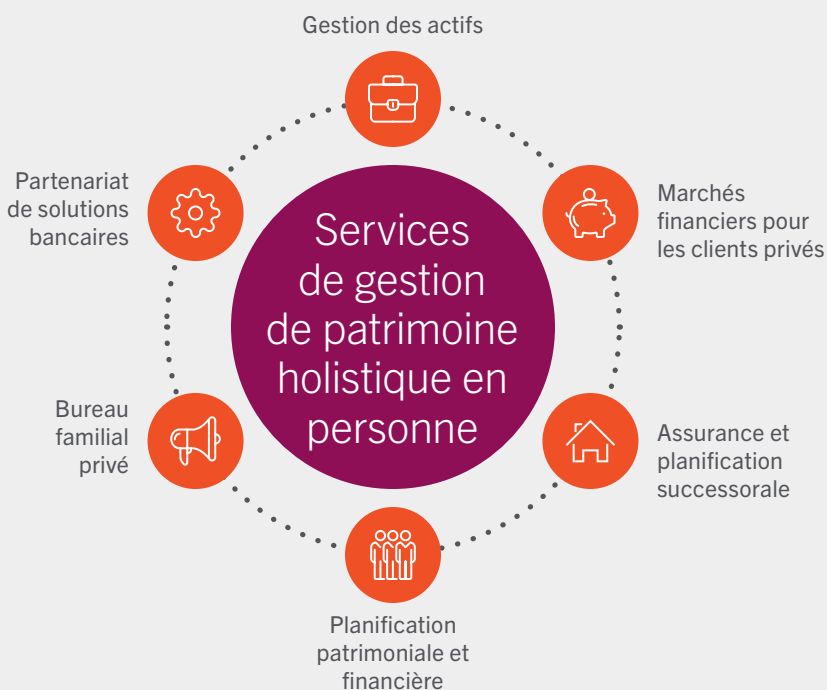
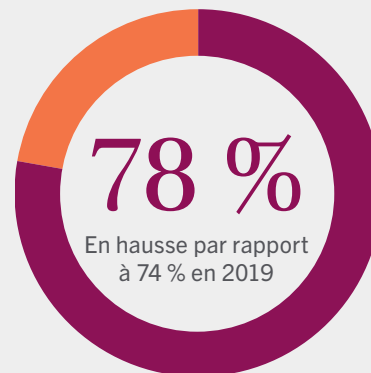
90 ans

Association avec la marque Richardson et son héritage de 90 ans dans les services financiers

Trois piliers de la réussite

**Meilleurs conseillers.
Un bilan solide.
Une marque puissante.**

Revenus récurrents basés sur des honoraires en % du revenu total



Un élément essentiel de notre culture unique est la reconnaissance et la célébration du succès.



L'équipe des Bakish

Pointe-Claire (Québec)

Patrimoine Richardson compte bon nombre des meilleurs conseillers du pays, y compris des professionnels émergents dont le dynamisme, le dévouement, les qualités personnelles et professionnelles et les réalisations ont apporté une distinction au secteur des placements. Cette année, Joseph Bakish a remporté le prestigieux Prix du leader de moins de 40 ans de l'ACCVM.



DEPUIS LA GAUCHE : Siwei Liu, associé, Chris Stamatakos, assistant, Gord Kennedy, conseiller en placement associé, Joseph Bakish, directeur, gestion de patrimoine, gestionnaire de portefeuille, conseiller en placement, Max Nykanorov, gestionnaire de portefeuille, conseiller en placement associé, Connie Gallant, développement des affaires

C'est comme une grande famille qui travaille ensemble.

La complexité et la sophistication croissantes du patrimoine soutiennent la proposition de valeur à long terme pour les conseils en personne. Les conseillers de Patrimoine Richardson fournissent un éventail de conseils stratégiques en matière de patrimoine à travers une large gamme de solutions de gestion de patrimoine traditionnelles et non traditionnelles, innovantes et exclusives. Rencontrez quelques-unes des équipes de conseillers exceptionnelles qui sont fières de faire partie de Patrimoine Richardson.



The Wronski Cann Group

Toronto (Ontario)

Des gestionnaires de portefeuille ciblés et des fournisseurs de solutions holistiques de gestion de patrimoine qui aident les clients et leurs familles à prendre des décisions prudentes pour constituer leurs placements et protéger leurs actifs. L'équipe y parvient en mettant en œuvre un ensemble de processus et de techniques éprouvés acquis grâce à plus de 60 ans d'expérience combinée.

DEPUIS LA GAUCHE : **Corey Eccles**, associé, **Jorge Saban Jr**, conseiller en placement associé, **Michael Cann**, directeur, gestion de patrimoine et gestionnaire de portefeuille, conseiller en placement, **Kathleen Wronski**, directrice, gestion de patrimoine et gestionnaire de portefeuille, conseillère en placement

Notre engagement communautaire

Nos valeurs sont profondément ancrées. Nous les accompagnons, que ce soit dans des moments difficiles comme aujourd'hui ou dans des jours meilleurs. Cela commence par des personnes qui font preuve de la plus grande intégrité dans leur approche, tant au travail que dans la vie. Toujours faire ce qui est juste pour nos clients s'étend au-delà des murs de nos bureaux à nos communautés, où nous nous efforçons d'être des leaders qui cherchent à améliorer les conditions pour les autres.

Au niveau de l'entreprise, nous apportons notre soutien à des causes louables qui répondent à des besoins cruciaux ou non satisfaits dans nos communautés à travers le Canada, qui bénéficieront vraiment de notre soutien. Nos employés et nos conseillers vont encore plus loin grâce à leur énergie et à leur dévouement incroyables, ainsi qu'à leurs propres initiatives soutenues par le Programme de dons de bienfaisance « Partenaires communautaires » de Patrimoine Richardson. Cette initiative a été créée pour aider à soutenir nos organismes de bienfaisance et nos fondations pendant la pandémie de COVID-19 en faisant en sorte que chaque don fait par un employé soit égalé à 50 % en contrepartie. Même si nous restons physiquement séparés pendant cette période de confinement, le fait de donner ensemble aura une incidence bien plus importante que les dons de bienfaisance à eux seuls.

Nous avons toujours donné la priorité au développement d'une culture d'entreprise qui permet à chaque employé de s'épanouir et de se sentir pleinement engagé dans la communauté où il vit et travaille. Notre culture reflète les valeurs et les croyances fondamentales de tous nos employés et adopte audacieusement le pouvoir de la diversité, de l'équité et de l'inclusion. Nous valorisons chaque voix et recherchons et accueillons activement des points de vue diversifiés.

Nous sommes fiers de nos initiatives stratégiques en matière de diversité

En 2020, nous avons fièrement renouvelé notre soutien et notre parrainage de nombreuses initiatives de diversité différentes qui comptent pour notre personnel et nos clients afin de renforcer nos communautés. Nous aimerions profiter de l'occasion pour souligner la contribution de deux de nos hauts dirigeants qui sont des champions de la diversité et de l'inclusion chez Patrimoine Richardson.

Fonds d'aide pour les entrepreneurs noirs

Michael est l'un des fondateurs du **Fonds d'aide pour les entrepreneurs noirs**. Il a joué un rôle déterminant dans la conversation au sein de notre société sur les questions liées au racisme systémique et sur la façon dont nous pouvons soutenir en particulier la communauté noire de manière holistique pour construire un patrimoine générationnel substantiel et durable. Patrimoine Richardson soutient fièrement le Fonds d'aide pour les entrepreneurs noirs et d'autres organisations dans leurs efforts pour développer une stratégie de croissance économique nationale durable à long terme pour la communauté noire, parmi d'autres initiatives importantes et connexes au fonds.

Le Fonds d'aide pour les entrepreneurs noirs donne la priorité aux initiatives concernant l'éducation, les soins de santé, les jeunes, les femmes, la justice sociale, l'immigration, la technologie, l'entrepreneuriat et la politique qui ont une incidence sur la qualité de vie de la communauté noire.



Michael Williams
Gestion des risques
d'entreprise

Soutien renouvelé aux femmes sur le marché du travail

Sarah a dirigé le soutien de l'entreprise aux initiatives visant à l'autonomisation financière des femmes, ainsi qu'à leur santé et leur bien-être. En l'honneur de la **Journée internationale de la femme**, nous avons fièrement soutenu le Conseil consultatif des jeunes de Plan International Canada au cours de chacune des deux dernières années. Ce partenariat représente un choix clair pour défier les préjugés et les inégalités entre les sexes. Il reflète également notre engagement à aider la prochaine génération de jeunes femmes à devenir des leaders.

Nous avons été heureux de renouveler notre soutien pour la deuxième **Journée annuelle de la santé cérébrale des femmes** le 2 décembre 2020, organisée par l'Initiative de santé cérébrale des femmes. Cette initiative concentre les ressources sur la recherche pour lutter contre les troubles du vieillissement cérébral qui touchent les femmes de manière disproportionnée.



Sarah Widmeyer
Stratégies de gestion
de patrimoine

Partenariat avec Fierté au travail Canada

Nous vivons selon une notion fondamentale : la tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination, qu'elle soit fondée sur le sexe, la race ou l'orientation sexuelle. C'est sur cette base que nous avons décidé de formaliser notre engagement envers la diversité et l'inclusion en nous associant à **Fierté au travail Canada**. Cette organisation organise des événements partout au Canada, en conseillant, en célébrant et en mettant en relation les employeurs canadiens les plus inclusifs, dont Patrimoine Richardson fait maintenant partie!

En tant qu'employeur, notre objectif est de créer un milieu de travail plus sûr et plus inclusif qui reconnaît les compétences de tous nos employés. Nous voulons que chaque personne puisse réaliser son plein potentiel au travail, sans égard à l'expression ou à l'identité sexuelle et à l'orientation sexuelle. Nous restons engagés à développer des stratégies internes ciblées pour améliorer les politiques et les pratiques qui soutiennent les employés LGBTQ2+.



Patrimoine Richardson – Un endroit où il fait bon travailler

Patrimoine Richardson a été certifiée au Canada comme une Great Place to Work® (Un endroit où il fait bon travailler) pour la troisième année consécutive. Il n'y a vraiment pas de meilleur ou de plus puissante reconnaissance que celle de nos employés et conseillers de Patrimoine Richardson.

Voici ce que nos employés ont à dire :

Nous avons une organisation qui met l'accent sur la croissance, la progression et l'apprentissage à partir de nos erreurs. Il est passionnant de faire partie de cette culture qui rend le travail quotidien très agréable.

Des gens exceptionnels à tous les niveaux qui sont réellement intéressés à faire progresser l'organisation de manière positive. La société a une excellente image sur le marché.

Nous sommes une société indépendante et nous en sommes fiers. La société dispose d'une certaine flexibilité et peut fonctionner librement pour faire de son mieux pour nos clients.

Nos clients seraient heureux de savoir que notre approche axée sur le client est présente à tous les niveaux de l'organisation. C'est un élément fondamental de notre culture qui nous distingue de nos concurrents et nous permet de réussir.

Ce qui est unique, c'est que les dirigeants ont vraiment donné l'exemple du sens réel de la famille, du travail d'équipe et de ses vertus, contrairement aux autres organisations.

Les gens se soucient de la réussite des autres. Les gens veulent aider. À bien des égards, c'est différent ici.

Excellentes communications bilatérales et honnêtes.

Commentaires choisis des employés sur la réponse à la pandémie de COVID-19 :

Pendant la pandémie, notre entreprise a fait preuve de résilience en effectuant cette transition entre le bureau et la maison. C'était incroyable et j'étais impressionné de voir à quel point tout le monde était prêt à travailler lundi matin malgré les circonstances incroyablement difficiles auxquelles tout le monde était confronté à ce moment-là. Cela montre bien la capacité d'adaptation de la société et la volonté des employés de relever tous les défis, grands ou petits.

L'ordre de travail à domicile liée à la COVID-19 a été rapidement mis en œuvre, et la perturbation du flux de travail a été minime, voire nulle. Cela m'a permis de travailler efficacement à domicile tout en m'occupant de mes jeunes enfants.

Le soutien apporté pendant la pandémie a été incroyable et tout le monde s'est mobilisé pour faire un excellent travail pour nos clients.

La direction a été particulièrement efficace en matière de communication et de leadership pendant la pandémie.

La capacité à s'adapter rapidement en cas de besoin. Lorsque les bureaux ont dû fermer en raison du COVID-19, l'équipe de direction a rapidement pris des mesures. Les employés ont été tenus au courant et encouragés à demander des conseils, du soutien et à partager leurs idées.

Notre culture d'entreprise performante et axée sur les conseillers est passionnante.



L'équipe Richie/Feindel

Toronto (Ontario)

Les connaissances, la passion et la capacité de Kyle Richie à communiquer avec clarté, des stratégies complexes à la planification avancée, font de lui l'un des professionnels les plus recherchés du secteur. Avant de se joindre à Patrimoine Richardson, Kyle a été classé conseiller numéro un d'une grande société canadienne de services financiers pendant dix années consécutives.

Au cours des 20 dernières années, Kyle a acquis une compréhension approfondie des complexités financières uniques auxquelles sont confrontés les médecins et les dentistes.

Andrew Feindel a bâti sa carrière autour de la compréhension à la fois des nuances de la richesse et, peut-être plus important dans sa profession choisie, des nuances des personnes lorsqu'il s'agit de patrimoine.

L'équipe a rejoint Patrimoine Richardson en 2019, attirée par la nature entrepreneuriale de la société et l'accès à un large éventail de conseils, de services et de produits qu'il offrirait aux clients.

DEPUIS LA GAUCHE : Jennifer Olvet, assistante, Yola Guo, associée, Kyle Richie, vice-président principal, conseiller en placement, Andrew Feindel, vice-président principal, conseiller en placement, Lisa Johnson, assistante, Alex Loh, assistant

La possibilité de développer votre pratique et votre style de vie personnel, sans être enfermé dans un moule.

Francis Sabourin Gestion de patrimoine

Montréal (Québec)

L'équipe de gestion de patrimoine Francis Sabourin se concentre exclusivement sur le service et la collaboration avec les familles et les entrepreneurs qui ont accumulé une grande richesse et qui recherchent un service personnalisé de haut niveau. La simplification de la vie de ses clients est au cœur de sa culture axée sur le client. L'équipe adopte une approche unique en matière de gestion de patrimoine fondée sur trois piliers : Vision, planification et orientation. Cette approche lui permet d'approfondir et de renforcer ses relations ainsi que d'anticiper les besoins de ses clients afin d'être en mesure d'y répondre avec souplesse et créativité. La philosophie de l'équipe est simple : faciliter la vie de ses clients.



DEPUIS LA GAUCHE : Francis Sabourin, directeur, gestion de patrimoine et gestionnaire de portefeuille, conseiller en placements, Hossein Ghaffari Aram, assistant en analyse de portefeuille, Kristopher Quesnel-Bedard, associé, Michael Houry, associé

Notre engagement envers la culture



En 2020, alors que tout le monde passait en douceur au travail à domicile, nous avons demandé à nos employés de nous montrer des photos de leurs bureaux à domicile amusants, ingénieux ou improvisés.

Nous avons reçu un grand nombre de photos étonnantes qui ont offert un soulagement humoristique bien nécessaire dans une situation autrement difficile et sérieuse.

Les gagnants!!!



« J'adore travailler à domicile! Je m'entends avec tout le monde au bureau, je peux me présenter dans mon pyjama et je suis toujours employé du mois ».

Mentions honorables!!!



Rapport de gestion

Pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2020

CONTENU

À propos de ce rapport de gestion	26
Répercussions de la COVID-19 et réponse	27
Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux PCGR	27
Énoncés prospectifs	29
À propos de l'entreprise	29
Transaction RGMP	29
Stratégie pour l'avenir	30
Faits saillants financiers de 2020	32
Résultats découlant des activités poursuivies	33
Résultats trimestriels	38
Rendement financier du quatrième trimestre 2020 des activités poursuivies	39
Situation financière	40
Liquidités et ressources en capital	41
Données sur les actions en circulation et les dividendes	42
Opérations entre apparentés	43
Méthodes comptables et estimations critiques	43
Instruments financiers	44
Modifications futures des conventions comptables ou des estimations	44
Contrôles et procédures	44
Gestion des risques	45
Facteurs de risque	45

À propos de ce rapport de gestion

Le rapport de gestion est fourni pour permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de Groupe Capital RF Inc. (Capital RF ou la société) au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

Ce rapport de gestion a été préparé avec une date d'entrée en vigueur du 4 mars 2021 et doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés ayant fait l'objet d'une vérification et les notes connexes au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date (états financiers annuels 2020). Ces documents ainsi que d'autres informations relatives à la société peuvent être consultés sur www.rfcapgroup.com et sur www.sedar.com. Certains montants comparatifs ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

Toutes les références à Capital RF font référence à la société ainsi qu'aux opérations consolidées qu'elle contrôle. Toutes les références aux actionnaires renvoient collectivement aux porteurs d'actions ordinaires (actions ordinaires), aux porteurs d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série B de la société (actions privilégiées de série B) et aux porteurs d'actions privilégiées à taux variable et à dividende cumulatif, série C de la société (actions privilégiées de série C). Les références aux actions privilégiées renvoient aux actions privilégiées de série B et aux actions privilégiées de série C, collectivement.

Le comité de vérification de la société (comité de vérification) a examiné le présent document et, avant sa publication, le conseil d'administration de la société (conseil d'administration) l'a approuvé, sur la recommandation du comité de vérification.

Certains chiffres contenus dans le présent rapport de gestion sont susceptibles d'être arrondis.

Répercussions de la COVID-19 et réponse

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie mondiale, ce qui a amené les gouvernements du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures ont entraîné des perturbations importantes pour les entreprises du monde entier et ont provoqué un stress considérable sur les marchés boursiers mondiaux au début de la pandémie. Les marchés boursiers se sont rapidement et considérablement redressés par rapport à leur point bas initial en mars et ont terminé l'année en territoire positif. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 sont actuellement inconnues, et la force de la reprise économique finale dépendra de la vitesse à laquelle un vaccin pourra être administré à grande échelle. Il n'est pas possible d'estimer de manière fiable la trajectoire de la reprise ou l'incidence sur les résultats financiers et la situation de la société dans les périodes futures.

La réponse de la société a été d'agir rapidement pour protéger la santé et la sécurité de son personnel et le bien-être de l'entreprise en permettant à chacun, à l'exception d'une poignée de personnel essentiel, de travailler de manière transparente depuis son domicile. Grâce à la technologie numérique, et avec un minimum de perturbations, les professionnels de la société ont continué à apporter leur soutien total et à offrir des conseils personnalisés à leurs clients respectifs pendant cette période particulièrement éprouvante. Alors que le pays commence à rouvrir prudemment, la société poursuivra un processus planifié de manière réfléchie pour aider les employés à retourner au travail, tout en protégeant leur santé et leur sécurité ainsi que celles des autres.

Pour une description plus détaillée des facteurs de risque associés à la société, y compris liés à la COVID-19, veuillez consulter la section « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société datée du 4 mars 2021 et de la circulaire d'information, qui sont toutes deux disponibles sous le profil de la société sur SEDAR à l'adresse sedar.com.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux PCGR

Sauf indication contraire dans les présentes, les résultats financiers, y compris les comparaisons historiques connexes, contenus dans le présent rapport de gestion, sont fondés sur les états financiers annuels 2020 de la société, qui ont été préparés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société aux fins de la préparation de ses états financiers consolidés et, par conséquent, toutes les références en dollars dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, sauf indication contraire dans les présentes.

IFRS 5 – Activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5, les résultats d'exploitation des entreprises de marchés financiers cédées par la société sont comptabilisés comme des activités abandonnées dans le présent rapport de gestion. Par conséquent, certains chiffres publiés précédemment ont été retraités rétroactivement afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies.

Pour de plus amples renseignements concernant l'activité abandonnée, veuillez vous reporter à la note 9 des états financiers annuels 2020.

Mesures non conformes aux PCGR

La société utilise certaines mesures pour évaluer son rendement financier qui ne sont pas des principes comptables généralement reconnus (PCGR) selon les normes IFRS. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La société estime également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les sociétés, dont un grand nombre présentent des paramètres similaires dans la communication de leurs résultats. La société croit également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment ces mesures non conformes aux PCGR dans l'évaluation des sociétés, dont plusieurs présentent des mesures similaires lors de la présentation de leurs résultats. Les mesures non conformes aux PCGR sont présentées en complément et ne doivent pas être considérées comme des alternatives ou des substituts au revenu net ou à des mesures comparables déterminées conformément aux normes IFRS en tant qu'indicateurs du rendement, de la liquidité, des flux de trésorerie et de la rentabilité de la société.

Ces mesures financières non-PCGR comprennent les éléments suivants :

Biens administrés

Les biens administrés sont une mesure financière non conforme aux PCGR des actifs des clients qui est commune aux activités de gestion de patrimoine. Les biens administrés représentent la valeur marchande des actifs des clients gérés et administrés par Patrimoine Richardson, sur lesquels elle perçoit des commissions et des honoraires. Cette mesure comprend les fonds détenus dans les comptes des clients ainsi que la valeur marchande globale des titres à court et à long terme. La méthode de calcul de Patrimoine Richardson peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, peut ne pas être comparable à d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel de Patrimoine Richardson.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est la principale mesure non conforme aux PCGR de la société qui mesure son rendement d'exploitation de base en ajustant le bénéfice net afin d'exclure :

- les charges d'intérêts enregistrées principalement dans le cadre des accords de financement de prêts subordonnés;
- la charge (l'économie) d'impôt sur le revenu enregistrée;
- les charges de dépréciation et d'amortissement comptabilisées principalement en rapport avec les baux, le matériel et les améliorations locatives; et
- l'amortissement des prêts d'aide à la transition dans le cadre des programmes de prêts aux conseillers en placement. La société considère ces prêts comme un outil efficace de recrutement et de rétention pour les conseillers dans ses activités de gestion de patrimoine, dont le coût est évalué par la direction au moment où le prêt est accordé plutôt que sur sa durée.

La société présente également le BAIIA1 ajusté qui exclut certains coûts de rémunération en actions comptabilisés en lien avec certaines attributions accordées aux employés et aux conseillers en placement et les coûts ponctuels engagés dans le cadre de la transaction RGMP, y compris ceux indiqués ci-dessous :

- *Coûts d'acquisition* : les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2020 ont été affectés par 1,2 million de dollars et 4,3 millions de dollars, respectivement, en honoraires professionnels et de conseil supplémentaires (les coûts de transaction RGMP) dans le cadre de la transaction RGMP, contre 1,1 million de dollars enregistrés au quatrième trimestre et à l'exercice 2019, respectivement. L'exercice 2020 comprenait également 2,4 millions de dollars en coûts supplémentaires engagés dans le cadre de l'assemblée annuelle et extraordinaire contestée des actionnaires ordinaires de la société qui s'est tenue le 6 octobre 2020 (les coûts du concours de procuration). Les coûts de transaction de RGMP et les coûts de contestation des procurations (collectivement, les coûts d'acquisition) ont été comptabilisés dans le secteur corporatif.
- *Unités d'action restreintes (UAR) et primes de maintien en poste* : dans le cadre et avant la clôture de la transaction RGMP, Patrimoine Richardson a encouru une dépense unique de 3,0 millions de dollars et 0,4 million de dollars liée à l'acquisition accélérée de toutes les UAR en circulation (les

coûts d'UAR accélérées) au troisième trimestre et au quatrième trimestre 2020, respectivement, pour un total de 3,4 millions de dollars. En lien avec le plan de reconnaissance et d'autres primes de rétention fournies avant la clôture de la transaction RGMP, Patrimoine Richardson a encouru des coûts supplémentaires de 3,7 millions de dollars au quatrième trimestre 2020.

- *Amortissement des immobilisations incorporelles acquises* : la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est élevée à 2,6 millions de dollars au quatrième trimestre 2020. Cet élément hors trésorerie est considéré par la direction comme ne faisant pas partie du rendement opérationnel de base de la société. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimée selon la méthode linéaire.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les résultats déclarés de la société et ses mesures ajustées, y compris la composition des mesures ajustées pour la période présentée.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	Période de douze mois terminée le		Période de trois mois terminés le	
	31 décembre 2020	2019	31 décembre, 2020	2019
Résultats déclarés				
Résultat avant impôts lié aux activités poursuivies	32 137	(6 900)	42 295	(2 278)
Résultat net lié aux activités poursuivies	29 408	(13 710)	39 992	(5 288)
Résultat net	28 747	(53 158)	39 992	(8 463)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires provenant des activités poursuivies	25 218	(18 111)	37 985	(6 388)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	24 557	(57 559)	37 985	(9 563)
Mesures déclarées				
Résultat net par action ordinaire (en dollars) provenant des activités poursuivies				
De base	0,35	(0,26)	0,52	(0,09)
Dilué	0,27	(0,26)	0,26	(0,09)
Résultat net par action ordinaire (en dollars) :				
De base	0,34	(0,82)	0,52	(0,13)
Dilué	0,26	(0,82)	0,26	(0,13)
Impact avant impôt des éléments d'ajustement :				
Gain sur la participation dans une entreprise associée	(45 734)	–	(45 734)	–
Coûts d'acquisition	6 664	1 077	1 201	64
Part proportionnelle de Capital RF des coûts accélérés des UAR et des paiements de maintien en poste	2 419	–	1 396	–
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	2 589	–	2 589	–
Frais de restructuration	–	1 975	–	–
Répercussions de l'ajustement des éléments sur le résultat avant impôts	(34 062)	3 052	(40 548)	64
Répercussions après impôt des ajustements d'articles :				
Gain sur la participation dans une entreprise associée	(45 734)	–	(45 734)	–
Coûts d'acquisition	6 664	1 077	1 201	64
Part proportionnelle de Capital RF des coûts accélérés des UAR et des paiements de maintien en poste	2 419	–	1 396	–
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	1 903	–	1 903	–
Frais de restructuration	–	1 975	–	–
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	–	8 031	–	–
Incidence des éléments d'ajustement sur le résultat net	(34 748)	11 083	(41 234)	64
Résultats ajustés¹				
Résultat avant impôt sur le revenu des activités poursuivies	(1 925)	(3 848)	1 747	(2 214)
Perte nette découlant des activités poursuivies	(5 340)	(2 627)	(1 242)	(5 224)
Perte nette	(6 001)	(42 075)	(1 242)	(8 399)
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires des activités poursuivies	(9 530)	(7 028)	(3 249)	(6 324)
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(10 191)	(46 476)	(3 249)	(9 499)
Mesures ajustées¹				
Perte nette par action ordinaire (dollars) découlant des activités poursuivies :				
De base	(0,13)	(0,10)	(0,04)	(0,09)
Dilué	(0,10)	(0,09)	(0,02)	(0,08)
Perte nette par action ordinaire (dollars) :				
De base	(0,14)	(0,67)	(0,04)	(0,14)
Dilué	(0,11)	(0,62)	(0,02)	(0,13)

Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs tels que définis par les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces informations comprennent, sans s'y limiter, des déclarations concernant les objectifs, les stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que des déclarations concernant les convictions, les plans, les estimations, les projections et les intentions de la direction et les déclarations similaires concernant les événements, les résultats, les circonstances, le rendement ou les attentes futurs anticipés qui ne sont pas des faits. Les informations prospectives peuvent généralement être identifiées par l'utilisation de termes prospectifs tels que « perspectives », « objectif », « peut », « sera », « s'attendre », « avoir l'intention », « estimer », « anticiper », « croire », « devrait », « planifier » ou « continuer », ou d'autres expressions similaires suggérant des résultats ou des événements futurs. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et sont fondées sur les informations actuellement à la disposition de la direction. Les énoncés prospectifs contenus dans les présentes sont expressément qualifiés dans leur intégralité par la présente mise en garde.

Les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, y compris les énoncés concernant la nature de la stratégie de croissance future de la société et l'exécution de ses plans éventuels, ne garantissent pas les résultats futurs et comportent de nombreux risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats potentiels discutés ou prévus dans les énoncés prospectifs, y compris ceux décrits dans le présent rapport de gestion et dans la dernière notice annuelle de la société. Ces risques et incertitudes comprennent, sans s'y limiter, les risques de marché, de crédit, de liquidité, d'exploitation et les risques juridiques et réglementaires, ainsi que d'autres facteurs de risque, notamment les variations de la valeur marchande des titres, la dépendance à l'égard du personnel clé et la durabilité des honoraires. D'autres facteurs, tels que les conditions économiques générales, y compris les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, peuvent également influencer les résultats d'exploitation de la société. Pour une description des risques supplémentaires qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante des attentes actuelles, voir les sections « Gestion des risques » et « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion et la section « Facteurs de risque » de la dernière notice annuelle de la société.

Bien que la société ait tenté d'identifier les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux contenus dans les énoncés prospectifs, il peut y avoir d'autres facteurs de risque dont la société n'a pas actuellement connaissance ou que la société croit actuellement ne pas être significatifs qui pourraient également faire en sorte que les résultats réels ou les événements futurs diffèrent sensiblement de ceux exprimés dans cet énoncé prospectif.

Bien que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion soient fournies sur la base de la confiance de la direction dans certaines hypothèses qu'elle juge raisonnables, rien ne garantit que ces attentes se révéleront exactes. Certains énoncés inclus dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » aux fins des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et, à ce titre, les perspectives financières peuvent ne pas convenir à d'autres fins que celles du présent rapport de gestion. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs et aux renseignements contenus dans le présent rapport de gestion. Lorsqu'ils s'appuient sur des énoncés prospectifs pour prendre des décisions, les lecteurs doivent examiner attentivement les facteurs susmentionnés, dont la liste n'est pas exhaustive.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés à la date du présent rapport de gestion et ne doivent pas être considérés comme représentant l'opinion de la société à toute date ultérieure à la date du présent rapport de gestion. Sauf si la loi applicable l'exige, la direction et le conseil d'administration de la société ne s'engagent pas à mettre à jour ou à réviser publiquement les informations prospectives, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autres.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont expressément qualifiés dans leur intégralité par les mises en garde qui précèdent.

À propos de la société

Groupe Capital RF Inc., anciennement GMP Capital Inc, est une société publique cotée à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions ordinaires et privilégiées de la société ont commencé à se négocier à la Bourse de Toronto sous son nouveau nom et ses nouveaux symboles boursiers (TSX : RCG, RCG.PR.B, RCG.PR.C) le 24 novembre 2020.

Les principales filiales de la société sont Richardson Wealth Limited (Patrimoine Richardson) et Compensation de titres RF LP. Sur le marché francophone, l'activité de gestion de patrimoine de la société est exploitée sous le nom de Patrimoine Richardson.

Patrimoine Richardson est l'un des principaux gestionnaires de patrimoine indépendants au Canada et compte 31,4 milliards de dollars de biens administrés (au 28 février 2021) et 19 bureaux à travers le Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de la société à l'adresse www.rfcapgroup.com.

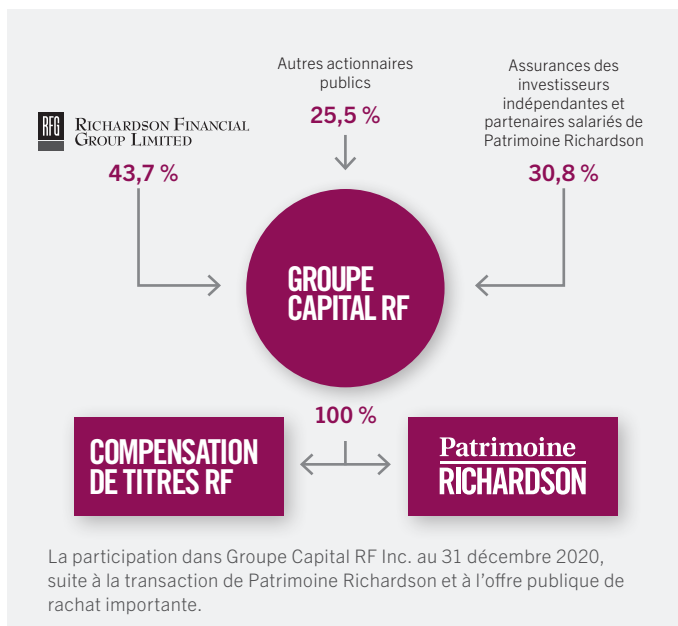
Patrimoine Richardson a été reconnue comme une Great Place to Work® (Un endroit où il fait bon travailler) au cours des trois dernières années.

Transaction RGMP

Le 20 octobre 2020, après avoir reçu le vote de 95 % des actionnaires en faveur de la transaction transformatrice, la société a conclu :

- l'acquisition de toutes les actions ordinaires de Richardson GMP qui n'étaient pas détenues par la société pour un prix d'achat de 1,76 action ordinaire de la société (actions ordinaires) pour chaque action ordinaire de Richardson GMP (la transaction RGMP). En contrepartie, la société a émis 100 517 533 actions ordinaires aux anciens actionnaires de Richardson GMP à la clôture (l'émission). De ce montant, 10 % de l'émission est librement négociable peu après la clôture de l'offre publique de rachat substantielle mentionnée ci-dessous et les 90 % restants seront détenus en mains tierces et libérés en montants égaux aux trois premiers anniversaires suivant la clôture; et
- le rachat, dans le cadre d'une offre publique de rachat importante, de 16 528 926 d'actions ordinaires en circulation de la société à 2,42 \$ l'action ordinaire, pour un prix d'achat total d'environ 40 millions de dollars.

L'illustration ci-dessous montre le pourcentage de participation pour les trois groupes d'actionnaires communs de la société après la clôture de la transaction RGMP et la réalisation de l'offre publique d'achat.



Dans le cadre de la transaction RGMP, Richardson Financial Group Limited a démontré son engagement ferme envers la stratégie de croissance de la société en acceptant, entre autres :

- d'accepter des actions ordinaires au lieu de la portion en espèces du prix d'achat de 43 millions de dollars à laquelle ils avaient autrement droit en vertu de la convention entre actionnaires de Richardson GMP (à un prix de référence de 2,42 \$ par action ordinaire);
- le report du rachat immédiat des 32 millions de dollars d'actions privilégiées de Richardson GMP qu'ils détenaient et qui devaient autrement être rachetées à la clôture de la transaction RGMP; et l'utilisation sans redevance de la marque Richardson pour les activités de gestion de patrimoine de la société.

Collectivement, ces concessions ont été conçues pour garantir que la société dispose d'un capital suffisant pour poursuivre sa stratégie d'avenir et tirer parti d'une marque riche de 90 ans d'histoire dans le domaine des services financiers pour accélérer la croissance.

Stratégie pour l'avenir

La transaction RGMP est l'aboutissement d'un parcours de plusieurs années visant à transformer la société en une société de gestion de patrimoine indépendante dominante au Canada. Le marché du patrimoine financier de détail au Canada devrait passer de 4,4 billions de dollars à 7,7 billions de dollars d'ici 2028 (source : Investor Economics), créant ainsi une opportunité considérable pour un concurrent indépendant d'envergure nationale. La société croit que les tendances démographiques qui entraînent un changement générationnel dans le patrimoine ont créé un degré croissant de complexité et de sophistication des solutions de patrimoine, soutenant la proposition de valeur à long terme des conseils en personne.

En réalisant la transaction RGMP et en s'associant à la marque Richardson qui a une histoire fructueuse de 90 ans dans le domaine des services financiers, la mission de la société est d'être la destination de choix pour :

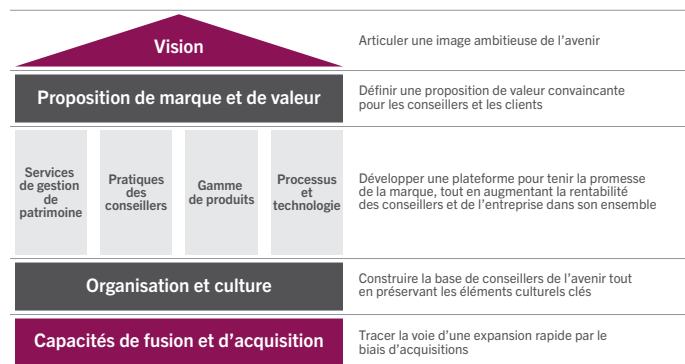
- les meilleurs conseillers en placement du Canada, qui partagent l'esprit d'entreprise, la culture d'indépendance et la philosophie de la société, afin d'offrir des conseils en personne inégalés aux Canadiens qui recherchent des points d'accès non bancaires pour des solutions de gestion de patrimoine holistiques pour l'ensemble du bilan des ménages; et

- pour les fournisseurs tiers de solutions innovantes de gestion de patrimoine de marque et co-marquées pour les conseillers et les clients de la société.

Pour réaliser sa mission, la société a l'intention de faire croître les 160 équipes de conseillers en placement de Patrimoine Richardson, ses 31,4 milliards de dollars de biens administrés actuels, ses 268 millions de dollars de revenus pour l'exercice 2020 et ses bénéfices grâce à trois programmes clés :

Patrimoine Richardson détient une part de 0,7 % du patrimoine des particuliers canadiens. Saisir 1,4 % supplémentaire du marché existant ou 2 % de la croissance prévue du marché permettrait à la société de tripler ses biens administrés.

La direction et le conseil d'administration, avec l'aide considérable des équipes de conseillers en placement et le soutien d'une société de conseil mondiale possédant une grande expertise en gestion de patrimoine, ont commencé à élaborer une stratégie visant à obtenir une plus grande part du secteur de la gestion de patrimoine, qui représente plusieurs milliards de dollars. Cette stratégie s'appuiera sur l'orientation résolue de la société sur la gestion de patrimoine, sur les meilleures équipes de conseillers, ainsi que sur la plateforme et l'envergure nationales. Cet exercice consistera à valider la vision de la société sur le marché externe, à évaluer les capacités actuelles, à définir la vision et la proposition de valeur de l'état final souhaité et à élaborer un plan directeur d'exécution. La société a l'intention de terminer l'examen d'ici le deuxième trimestre de 2021 et communiquera les éléments clés de son plan d'ici la mi-année.



Pour en savoir plus sur la stratégie de croissance de la société, veuillez consulter le dernier rapport annuel de la société et la circulaire de sollicitation de procurations de la société datée du 8 septembre 2020. Les deux documents se trouvent à l'adresse <https://gmppcapital.com/Investor-Relations/Shareholder-Meetings>.

Secteurs d'activité

La société exerce ses activités par le biais de trois secteurs d'activité : Gestion de patrimoine, compensation des opérations et entreprise.

Gestion de patrimoine

Patrimoine Richardson est la marque de gestion de patrimoine de la société. Elle compte 160 équipes de conseillers qui s'efforcent de fournir des conseils stratégiques en matière de patrimoine et des solutions de placement novatrices à leurs clients fortunés partout au Canada. La société offre aux conseillers travaillant sous sa marque une plateforme – comprenant la technologie, une gamme de produits et un soutien opérationnel – qui leur permet d'offrir de la valeur à leurs clients existants et d'en attirer de nouveaux. Elle met également à la disposition des conseillers une équipe d'experts en fiscalité, en succession et en planification du patrimoine, la meilleure de sa catégorie, pour les aider à répondre aux besoins complexes de leurs clients.

Les conseillers de la société partagent un esprit d'entreprise et le désir de fournir un service exceptionnel à leurs clients. Il n'existe pas de formule standard pour leur réussite; grâce aux limites du régime de conformité de la société, ils ont la possibilité de déterminer individuellement la meilleure façon de servir leurs clients. La direction se concentre intensément sur la création d'un environnement qui maximisera la rétention des conseillers existants et attirera de nouveaux talents.

Le tableau ci-dessous met en évidence les principales sources de revenus du secteur de la gestion de patrimoine :

Sources de revenus	Description
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	Honoraires perçus pour la prestation de services de gestion des investissements et du patrimoine
Commissions	Honoraires perçus sur le volume des transactions et par le réseau de distribution de détail sur les émissions sur les marchés financiers
Intérêt	Honoraires perçus sur les prêts et les soldes de trésorerie
Autre	Honoraires perçus pour la fourniture de produits d'assurance, de services de change et d'autres services divers

Les revenus de gestion de placements et d'honoraires constituent la source de revenus la plus importante et la plus régulière et sont déterminés par les biens administrés. Ils représentent environ 78 % des revenus du secteur de la gestion de patrimoine en 2020. Les revenus tirés des honoraires sont fortement corrélés aux évaluations des marchés boursiers, aux conditions économiques mondiales et à la demande des investisseurs pour des services et des solutions de gestion de patrimoine.

Compensation des opérations

Le secteur de compensation des opérations fournit des services de courtage comptable, y compris l'exécution des opérations, la compensation, le règlement, la garde et certains autres services d'arrière-guichet et d'intermédiaire, à Patrimoine Richardson. Elle fournit également de tels services à Stifel Nicolaus Canada Inc. (Stifel), parallèlement à la vente de ses activités de marchés financiers à Stifel (la transaction de vente). Ce secteur comprend également les activités d'emprunt et de prêt de titres de la société.

Le maintien d'une entreprise de compensation en propriété exclusive permet à la société de mieux contrôler la qualité du service fourni à ses conseillers. Elle crée également une valeur d'option dans le cas où les conditions du marché changeraient et où il deviendrait intéressant de fournir ces services à des tiers.

Entreprise

Le secteur de l'entreprise comprend principalement les fonctions corporatives et les coûts des sociétés ouvertes.

Faits saillants de l'entreprise

La société a fait de grands progrès en 2020, notamment :

- terminé l'acquisition transformationnelle de Patrimoine Richardson le 20 octobre 2020, axée exclusivement sur les opportunités dans le secteur dynamique et en pleine croissance de la gestion de patrimoine;
- remis 79 millions de dollars aux actionnaires depuis le début de 2019 via une offre publique de rachat substantielle, une distribution de retour de capital et des dividendes ordinaires et privilégiés;
- a conservé, inspiré et aligné les intérêts des conseillers de Patrimoine Richardson (propriétaires d'environ 31 % de la société) avec la stratégie tournée vers l'avenir de la société axée sur la gestion de patrimoine;
- a renforcé de son conseil d'administration par l'ajout de deux nouveaux administrateurs indépendants, qui sont tous deux des leaders de haut calibre possédant un sens aigu des finances et de la stratégie et une expertise considérable en matière de transformation organisationnelle :
 - » le 21 janvier 2021, la société a annoncé la nomination de Nathalie Bernier; et
 - » le 3 décembre 2020, la société a annoncé la nomination de David Leith;
- a déclaré des revenus trimestriels et annuels records en matière de gestion de placements et d'honoraires dans Patrimoine Richardson, ce revenu récurrent passant à 78 % du revenu total en 2020, contre 74 % en 2019;
- a accru les biens administrés de 2,9 milliards de dollars depuis le début de 2019 jusqu'à la fin de 2020 avec 30,3 milliards de dollars;
- à la fin de 2020, le fonds de roulement net s'élevait à 88 millions de dollars, après le SIB de 40 millions de dollars, les paiements de rétention de 33 millions de dollars, les dividendes privilégiés de 2 millions de dollars et les coûts liés à l'acquisition de 1,2 million de dollars;
- conclu une alliance stratégique avec Valeurs mobilières Cormark Inc. qui a permis aux conseillers de Patrimoine Richardson et à leurs clients d'avoir un accès privilégié aux recherches de pointe de Cormark et aux nouvelles émissions et idées de placement. Cela a permis de multiplier par six la valeur en dollars de la participation aux opérations dirigées par Cormark;
- a élargi l'offre de solutions patrimoniales de la société dans le secteur des soins de santé par la conclusion d'une alliance stratégique avec Bloom Burton & Co; et
- a renforcé son équipe de direction en nommant Kish Kapoor au poste de président et chef de la direction et Tim Wilson au poste de chef des finances.

Faits saillants financiers de 2020

Informations financières sélectionnées

Sauf indication contraire, tous les résultats figurant dans le présent rapport de gestion, y compris les résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Compensation des opérations et Siège social de la société, ne reflètent que les activités poursuivies.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	2018	2020 par rapport	2019 par rapport
				à 2019	à 2018
				Augmentation/(diminution) en pourcentage	
Revenus					
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	42 427	–	–	n.s.	–
Commissions	6 127	–	–	n.s.	–
Services bancaires d'investissement et transactions pour compte propre	1 742	3 984	5 588	(56)	(49)
Intérêt	12 550	18 683	10 978	(33)	70
Autre	21 273	14 172	14 665	50	(3)
	84 119	36 840	31 231	128	18
Dépenses					
Rémunération variable des conseillers	23 726	–	–	n.s.	–
Amortissement des prêts aux conseillers	3 490	–	–	n.s.	n.s.
Rémunération et avantages sociaux des employés	23 674	14 241	12 764	66	12
Frais non liés à la rémunération	35 208	30 694	26 756	15	15
Coûts d'acquisition	6 664	1 077	–	n.s.	n.s.
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	2 589	–	–	n.s.	n.s.
	95 351	46 012	39 520	107	16
Part des résultats de l'entreprise associée	(2 365)	2 272	2 949	(204)	(23)
Gain sur la participation dans une entreprise associée	45 734	–	–	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt sur le revenu	32 137	(6 900)	(5 340)	n.s.	(29)
Résultat net lié aux activités poursuivies	29 408	(13 710)	(2 386)	n.s.	n.s.
Résultat net lié aux activités abandonnées	(661)	(39 448)	4 931	n.s.	n.s.
Résultat net	28 747	(53 158)	2 545	n.s.	n.s.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires provenant des activités poursuivies	25 218	(18 111)	(6 668)	n.s.	(172)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	24 557	(57 559)	(664)	n.s.	n.s.
Résultat net par action ordinaire provenant des activités poursuivies :					
De base	0,35 \$	(0,26)\$	(0,10)\$	235	(160)
Dilué	0,27 \$	(0,26)\$	(0,10)\$	204	(160)
Résultat net par action ordinaire					
De base	0,34 \$	(0,82)\$	(0,03)\$	141	n.s.
Dilué	0,26 \$	(0,82)\$	(0,03)\$	132	n.s.
Total des actifs	2 119 919	1 357 862	1 723 420	56	(21)

n.s. = non significatif

La part du résultat net de l'associé reflète la part de la société du résultat net de Patrimoine Richardson attribuable aux actionnaires ordinaires avant la Transaction de PMGR.

Rendement financier

2020 par rapport à 2019

Activités poursuivies

Revenus

Les revenus provenant des activités poursuivies de 84,1 millions de dollars en 2020 ont augmenté de 128 % par rapport aux 36,8 millions de dollars déclarés en 2019. Cette augmentation a été menée en grande partie par :

- les revenus de gestion de placements et d'honoraires liés à l'acquisition de Patrimoine Richardson. les résultats financiers consolidés comprennent 100 % des résultats d'exploitation de Patrimoine Richardson pour la période du 20 octobre 2020 au 31 décembre 2020.
- les revenus liés à la fourniture de services de courtage de portage à Patrimoine Richardson (avant le 20 octobre 2020) et à l'activité des marchés financiers canadiens de Stifel; et
- les revenus des opérations de change.

Ces augmentations ont été partiellement compensées par une baisse des revenus d'intérêts en lien avec la baisse des activités d'emprunt et de prêt d'actions et par une baisse des revenus de services bancaires d'investissement et de transactions pour compte propre. L'année 2019 comprenait 2,4 millions de dollars de revenus de banque d'investissement et de transactions pour compte propre dans l'ancienne activité Marchés émergents.

Dépenses

Les dépenses se sont élevées à 95,4 millions de dollars en 2020, contre 46 millions de dollars en 2019. Cette augmentation s'explique en grande partie par la consolidation des dépenses de Patrimoine Richardson à la suite de son acquisition le 20 octobre 2020, par la hausse de 5,6 millions de dollars des coûts d'acquisition en 2020 et par l'amortissement de 2,6 millions de dollars des immobilisations incorporelles acquises enregistrées au quatrième trimestre 2020.

Bénéfice net

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 29,6 millions de dollars en 2020, comparativement à une perte nette de 13,7 millions de dollars en 2019. L'augmentation de 43,3 millions de dollars est due à plusieurs facteurs, notamment :

- un gain comptable de 45,7 millions de dollars sur la participation dans une entreprise associée dans le cadre de la transaction RGMP;
- une baisse de 4,1 millions de dollars de la charge fiscale qui reflète principalement une charge fiscale différée hors trésorerie de 8,0 millions de dollars enregistrée en 2019 relative à une réduction de valeur des actifs d'impôt différé (une charge d'impôt de 0,4 million de dollars enregistrée au cours des neuf premiers mois de 2020 en grande partie liée à l'impôt de la partie VI.1 relatif aux dividendes versés sur les actions privilégiées de la société, contre une charge d'impôt de 3,8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2019); et
- L'inclusion de 100 % des résultats financiers de Patrimoine Richardson pour la période du 20 octobre 2020 au 31 décembre 2020.

Ces augmentations ont été partiellement compensées par :

- une hausse de 5,6 millions de dollars des coûts d'acquisition en 2020 (6,7 millions de dollars en 2020, contre 1,1 million de dollars en 2019);
- une diminution de 4,6 millions de dollars de la part proportionnelle de la société de la perte nette de Patrimoine Richardson du 1^{er} janvier 2020 au 19 octobre 2020, en grande partie attribuable à la part proportionnelle de la société des coûts liés aux UAR accélérées et aux paiements de fidélisation engagés immédiatement avant la clôture de la transaction RGMP; et
- 2,6 millions de dollars (1,9 million de dollars après impôts) de charges d'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (acquises dans le cadre de la Transaction RGMP).

Activités abandonnées

Les activités abandonnées reflètent la quasi-totalité de l'ancienne activité des marchés financiers de la société en 2019.

Pour de plus amples renseignements concernant l'activité abandonnée, veuillez vous reporter à la note 9 des états financiers annuels 2020.

Résultats consolidés

Le bénéfice net en 2020 s'est élevé à 28,9 millions de dollars, contre une perte nette de 53,2 millions de dollars en 2019. La variation de 82,1 millions de dollars s'explique en grande partie par le gain de 45,7 millions de dollars sur la participation dans une entreprise associée dans le cadre de la transaction RGMP et par une diminution de 38,8 millions de dollars de la perte nette liée aux activités abandonnées en 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette augmentation a été en partie compensée par une hausse de 5,6 millions de dollars des coûts d'acquisition enregistrés en 2020 par rapport à 2019.

Résultats sectoriels des activités poursuivies

La section suivante met en évidence les résultats financiers des trois secteurs d'activité de la société, sur une base continue, pour 2020 par rapport à 2019. Ces secteurs sont basés sur les produits et services fournis et les types de clients desservis, et reflètent la manière dont les informations financières sont évaluées par la direction.

Gestion de patrimoine

Le tableau suivant présente un aperçu des résultats financiers du secteur de la gestion de patrimoine pour les périodes présentées et comprend 100 % des résultats financiers de Patrimoine Richardson.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Augmentation (diminution) en pourcentage
Revenus			
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	42 427	—	n.s.
Commissions	6 127	—	n.s.
Intérêt	2 096	—	n.s.
Autres revenus	5 934	2 384	149
	56 584	2 384	n.s.
Dépenses			
Rémunération variable des conseillers	23 726	—	n.s.
Amortissement des prêts aux conseillers	3 490	—	
Rémunération et avantages sociaux des employés	12 469	—	n.s.
Frais de vente, frais généraux et frais administratifs	9 595	61	n.s.
Intérêt	886	—	n.s.
Dépréciation et amortissement	2 608	—	n.s.
	52 774	61	864
Part du résultat de l'entreprise associée¹	(2 365)	2 272	(204)
Résultat avant impôt sur le revenu – déclaré	1 445	4 595	(69)
Ajusté :			
Part proportionnelle de Capital RF des coûts accélérés des UAR et des paiements de maintien en poste ²	2 419	—	n.s.
Résultat avant impôt sur le revenu – rajusté³	3 864	4 595	(16)

1. La quote-part du résultat net de l'entreprise associée représente la participation proportionnelle de la société aux résultats financiers de Patrimoine Richardson du 1^{er} janvier 2020 au 19 octobre 2020, période pendant laquelle Patrimoine Richardson a été considérée comme une entreprise associée de la société en vertu des IFRS. Après la conclusion de la transaction RGMP le 20 octobre 2020, Patrimoine Richardson est devenue une filiale en propriété exclusive de la société.
2. Représente la part proportionnelle approximative de 34,1 % de la société dans les coûts d'unités d'action restreintes accélérées enregistrés par Patrimoine Richardson avant la réalisation de la transaction RGMP.
3. Considéré comme une mesure financière non conforme aux PCGR. Cette mesure n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR en vertu des IFRS et il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces données doivent être lues conjointement avec la section « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Immédiatement avant la transaction RGMP, Patrimoine Richardson avait 2,6 millions d'unités d'action restreintes en circulation, qui ont été accélérées dans le cadre de la clôture de la transaction RGMP. Patrimoine Richardson a donc enregistré une dépense unique de 3,4 millions de dollars liée aux coûts des unités d'action restreintes accélérées. Patrimoine Richardson a également engagé 3,7 millions de dollars en paiements de maintien en poste, en grande partie dans le cadre de son plan de reconnaissance. La participation non majoritaire de la société dans Patrimoine Richardson immédiatement avant la transaction RGMP était de 34,1 %, et la part proportionnelle de la société de ces coûts de 7,1 millions de dollars est reflétée dans la quote-part du résultat net de l'entreprise associée dans l'état des résultats de la société dans les états financiers annuels 2020 et le tableau des faits saillants financiers du présent rapport de gestion.

Rendement financier

2020 par rapport à 2019

La gestion de patrimoine a déclaré un bénéfice avant impôts de 1,4 million de dollars en 2020, contre un bénéfice avant impôts de 4,6 millions de dollars en 2019. Cette diminution reflète en grande partie une réduction de la part proportionnelle de la société dans le résultat net de Patrimoine Richardson attribuable aux actionnaires ordinaires. Cette diminution a été en partie compensée par la consolidation des résultats de Patrimoine Richardson

à compter du 20 octobre 2020, pour laquelle il n'existe aucune période comparable. En ajustant pour tenir compte de la part proportionnelle de la société des coûts des unités d'action restreintes accélérées et des paiements de maintien en poste enregistrés par Patrimoine Richardson immédiatement avant la clôture de la transaction RGMP, le bénéfice avant impôts s'est élevé à 3,9 millions de dollars en 2020, contre 4,6 millions de dollars en 2019. Cette diminution a été entraînée par la baisse des dividendes reçus sur les investissements en actions privilégiées de la société dans Patrimoine Richardson dans le cadre de la conclusion de la transaction RGMP.

L'augmentation des revenus et des charges est attribuable à la consolidation des résultats de Patrimoine Richardson du 20 octobre 2020 au 31 décembre 2020. Les dividendes sur les actions privilégiées reçus sur les investissements en actions privilégiées de la société dans Patrimoine Richardson avant la réalisation de la transaction RGMP se sont élevés à 1,7 million de dollars et 2,4 millions de dollars, respectivement, en 2020 et 2019.

Faits saillants :

- Patrimoine Richardson a généré des revenus de gestion de placements et d'honoraires records.
- Les biens administrés ont augmenté de 1,7 milliard de dollars pour atteindre 30,3 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2019.

Information financière supplémentaire – Patrimoine Richardson

Le tableau suivant présente un aperçu des résultats financiers consolidés de Patrimoine Richardson pour les périodes indiquées, sur une base de 100 %; notons toutefois que Patrimoine Richardson est devenue une filiale en propriété exclusive le 20 octobre 2020 et que ses résultats financiers sont inclus dans les résultats financiers de la société à compter de cette date.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Augmentation (diminution) en pourcentage
Revenus			
Commissions	30 552	30 402	–
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	208 464	201 575	3
Intérêt	14 382	25 471	(44)
Autre	13 845	14 486	(4)
Transactions pour compte propre	732	348	110
	267 975	272 282	(2)
Dépenses			
Rémunération variable des conseillers	117 206	113 007	4
Amortissement des prêts aux conseillers	11 263	8 132	39
Rémunération et avantages sociaux des employés	62 290	60 657	3
Frais non liés à la rémunération	67 263	73 013	(8)
Coûts accélérés des unités d'action restreintes et paiements de maintien en poste	7 094	–	n.s.
	265 116	254 809	4
Bénéfice avant impôt sur le revenu	2 859	17 473	(84)
Résultat net – déclaré	(3 263)	11 294	(129)
Incidence avant impôt des éléments d'ajustement			
Intérêt	6 137	8 095	(24)
Impôt sur le revenu	6 122	6 179	(1)
Dépréciation et amortissement	12 137	13 127	(8)
Amortissement des prêts d'aide à la transition	11 263	8 132	39
BAIIA¹	32 396	46 827	(31)
Rémunération en actions	3 999	3 431	17
Coûts accélérés des unités d'action restreintes et paiements de maintien en poste	7 094	–	n.s.
BAIIA ajusté¹	43 489	50 258	(13)
Nombre d'équipes de conseillers	162	162	–
Biens administrés ¹ à la fin de la période (en millions de dollars)	30 320	28 564	6

1. Considéré comme une mesure financière non conforme aux PCGR. Cette mesure n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR en vertu des IFRS et il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Compensation des opérations

Le tableau suivant présente les résultats financiers du secteur de compensation des opérations pour les périodes présentées.

(en milliers de dollars)	2020	2019	Augmentation (diminution) en pourcentage
Revenus	27 546	32 031	(14)
Dépenses			
Rémunération et avantages sociaux des employés	6 381	6 921	(8)
Frais de vente, frais généraux et frais administratifs	10 386	12 015	(14)
Intérêt	7 003	13 716	(49)
Dépréciation et amortissement	541	1 557	(65)
	24 311	34 209	(29)
Résultat avant impôt sur le revenu	3 235	(2 178)	249

Rendement financier

2020 par rapport à 2019

Le secteur de compensation des opérations a déclaré un revenu avant impôts de 3,2 millions de dollars en 2020, contre une perte avant impôts de 2,2 millions de dollars en 2019.

Revenus

Les revenus en 2020 se sont élevés à 27,5 millions de dollars, soit une baisse de 14 % par rapport aux 32,0 millions de dollars enregistrés en 2019. Cette diminution est due en grande partie à la baisse des revenus d'intérêts liée à la réduction de l'activité d'emprunt et de prêt d'actions, avec une compensation proportionnelle des charges d'intérêts. Cette diminution a été en partie compensée par :

- un volume plus élevé de services de courtage comptables fournis à la fois à Patrimoine Richardson, ainsi qu'à l'activité des marchés financiers canadiens de Stifel, suite à la réalisation de la transaction de vente;
- des gains non réalisés sur les transactions de capital; et
- des revenus de change plus élevés par rapport à la même période de l'année précédente.

Dépenses

Les dépenses de 24,3 millions de dollars en 2020 ont été inférieures de 29 % aux 34,2 millions de dollars enregistrés en 2019. Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution de 49 % des charges d'intérêts en 2020 par rapport à 2019 en lien avec la réduction de l'activité d'emprunt et de prêt d'actions (largement compensée par la baisse des autres revenus) et par une diminution de 14 % des frais de vente, frais généraux et frais administratifs par rapport à 2019.

Entreprise

Le secteur de l'entreprise comprend principalement les fonctions d'entreprise et les coûts des sociétés ouvertes.

Le tableau suivant présente les résultats financiers du secteur de l'entreprise pour les périodes présentées.

(en milliers de dollars)	2020	2019	Augmentation (diminution) en pourcentage
Revenus	(11)	2 425	(100)
Dépenses			
Rémunération et avantages sociaux des employés	4 824	7 320	(34)
Frais non liés à la rémunération	4 189	3 345	25
Coûts d'acquisition	6 664	1 077	519
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	2 589	–	n.s.
	18 266	11 742	56
Gain sur la participation dans une entreprise associée	45 734	–	n.s.
Résultat net avant impôt sur le revenu – déclaré	27 457	(9 317)	n.s.
Impact avant impôt des éléments d'ajustement :			
Gain sur la participation dans une entreprise associée	(45 734)	–	n.s.
Coûts d'acquisition	6 664	1 077	n.s.
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	2 589	–	n.s.
Frais de restructuration	–	1 975	n.s.
Perte avant impôt sur le revenu – rajustée¹	(9 024)	(6 265)	(44)

n.s. = non significatif

1. Considéré comme une mesure financière non conforme aux PCGR. Cette mesure n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR en vertu des IFRS et il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La plupart des revenus du secteur de l'entreprise reflètent l'ancienne activité Marchés émergents de la société qui n'a pas été acquise dans le cadre de la transaction de vente.

Rendement financier

2020 par rapport à 2019

Le bénéfice avant impôt des sociétés s'est élevé à 27,5 millions de dollars en 2020 par rapport à une perte avant impôts de 9,3 millions de dollars en 2019. Cette variation s'explique en grande partie par un gain comptable de 45,7 millions de dollars sur la participation dans une entreprise associée dans le cadre de la réalisation de la transaction RGMP. Sur une base ajustée, la perte avant impôts sur le revenu était de 9,0 millions de dollars en 2020, contre 6,3 millions de dollars en 2019.

Revenus

Les revenus de 2020 ont diminué de 2,4 millions de dollars par rapport à 2019. Les revenus de 2019 comprennent 2,4 millions de dollars de revenus de services bancaires d'investissement et de transactions pour compte propre dans l'ancienne activité Marchés émergents.

Les dépenses de 18,3 millions de dollars en 2020 ont augmenté de 56 % par rapport à 2019. Cette augmentation est due en grande partie aux 6,7 millions de dollars de coûts d'acquisition et aux 2,6 millions de dollars de charges d'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les coûts d'acquisition de 2019 se sont élevés à 1,1 million de dollars. Cette augmentation a été en partie compensée par la baisse de la rémunération variable dans l'ancienne activité Marchés émergents, qui correspond à la baisse de la génération de revenus dans cette activité. En excluant les éléments d'ajustement, les dépenses se sont élevées à 9,0 millions de dollars en 2020, contre 8,7 millions de dollars en 2019.

Résultats trimestriels

Le tableau suivant fournit des informations financières trimestrielles sélectionnées pour les huit trimestres financiers les plus récents clos au plus tard le 31 décembre 2020. Les comparaisons des résultats financiers d'un trimestre à l'autre ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme des indications de rendement futur. Compte

tenu du pourcentage élevé de revenus basés sur des honoraires de la société, les revenus de son activité de gestion de patrimoine sont plus récurrents et de nature plus prévisibles. À compter du 20 octobre 2020, le rendement de la société comprend les résultats de l'entreprise Patrimoine Richardson acquise et, à ce titre, la plupart des revenus et des dépenses de la société provenant des activités poursuivies seront générés par le secteur de la gestion de patrimoine.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus								
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	42 427	—	—	—	—	—	—	—
Commissions	6 127	—	—	—	—	—	—	—
Services bancaires d'investissement et transactions pour compte propre	—	—	—	—	533	999	1 527	926
Intérêt	4 271	2 463	2 177	3 639	4 575	6 360	4 007	3 741
Autres revenus	7 890	5 043	4 893	5 189	3 259	3 199	3 203	4 513
	60 715	7 506	7 070	8 828	8 367	10 558	8 737	9 180
Dépenses	62 563	12 846	8 566	11 376	11 248	14 220	10 383	10 162
Part de la perte de l'associé	(1 591)	(415)	(473)	114	603	587	137	945
Gain sur la participation dans une entreprise associée	45 734	—	—	—	—	—	—	—
Résultat avant impôts lié aux activités poursuivies	42 295	(5 755)	(1 969)	(2 434)	(2 278)	(3 075)	(1 509)	(37)
Résultat net lié aux activités poursuivies	39 992	(5 760)	(1 787)	(3 037)	(5 288)	(8 123)	(464)	165
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	(217)	(564)	120	(3 175)	(17 284)	(3 345)	(15 645)
Résultat net	39 992	(5 977)	(2 351)	(2 917)	(8 463)	(25 407)	(3 809)	(15 480)
Résultat net par action ordinaire provenant des activités poursuivies :								
De base	0,52	(0,08)	(0,04)	(0,06)	(0,09)	(0,13)	(0,02)	(0,01)
Dilué	0,26	(0,08)	(0,04)	(0,06)	(0,09)	(0,13)	(0,02)	(0,01)
Résultat net par action ordinaire provenant des activités poursuivies :								
De base	0,52	(0,08)	(0,05)	(0,06)	(0,13)	(0,38)	(0,07)	(0,23)
Dilué	0,26	(0,08)	(0,05)	(0,06)	(0,13)	(0,38)	(0,07)	(0,23)

Tendance et analyse trimestrielles

Éléments spécifiques affectant les résultats déclarés des activités poursuivies

La direction estime qu'il est nécessaire de mettre en évidence ces éléments pour présenter un état fidèle des résultats des activités poursuivies pour les périodes présentées. Les coûts d'acquisition liés à la transaction RGMP ont affecté les dépenses trimestrielles. Ces coûts se présentent comme suit :

(en millions de dollars)	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Coûts d'acquisition	1,2	3,9	–	1,6	1,1	–	–	–

Voici d'autres éléments importants ayant une incidence sur les résultats trimestriels :

- Le quatrième trimestre 2020 comprend une charge d'amortissement de 2,6 millions de dollars pour les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.
- Le premier trimestre 2020 et le quatrième trimestre 2019 comprennent une charge fiscale de 0,5 million de dollars et de 1,8 million de dollars, respectivement, en lien avec l'impôt de la partie VI.1 relatif aux actions privilégiées en circulation de la société.
- Le troisième trimestre 2019 comprenait une charge d'impôt différé hors trésorerie de 8,0 millions de dollars liée à une réduction de valeur des actifs d'impôt différé et incluait 2,0 millions de dollars de charges de restructuration enregistrées dans le secteur de l'entreprise.

Les revenus d'intérêts du secteur de compensation des opérations ont généralement bénéficié de l'augmentation des activités d'emprunt et de prêt d'actions en 2019 et au premier trimestre de 2020. Les autres revenus

reflètent en grande partie les frais de courtage et de soutien administratif facturés en grande partie à Patrimoine Richardson, et à partir du 6 décembre 2019, à Stifel.

Le total des charges des cinq derniers trimestres reflète les charges engagées dans le cadre de l'acquisition de Patrimoine Richardson le 20 octobre 2020. À compter du 6 décembre 2019, les charges reflètent également les coûts supplémentaires de compensation et de règlement des transactions liés à la fourniture de services de courtier chargé de comptes aux activités des marchés financiers canadiens de Stifel (compensés par une augmentation proportionnelle des autres revenus). Le gain sur la participation dans une entreprise associée est également lié à la transaction RGMP.

La part du résultat net de l'entreprise associée reflète la part de la société du résultat net de Patrimoine Richardson attribuable aux actionnaires ordinaires avant la réalisation de la transaction RGMP.

Résultats financiers du quatrième trimestre 2020 des activités poursuivies

Les résultats du quatrième trimestre 2020 incluent les résultats financiers de Patrimoine Richardson du 20 octobre 2020 au 31 décembre 2020 suite à l'acquisition de cette entreprise.

Quatrième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019

Le bénéfice net s'est élevé à 40 millions de dollars au quatrième trimestre 2020, contre une perte nette de 5,3 millions de dollars pour la même période de l'année précédente. La variation de 45,3 millions de dollars est en grande partie attribuable au gain comptable de 45,7 millions de dollars sur la participation dans une entreprise associée dans le cadre de la transaction RGMP et de l'inclusion de 100 % des résultats de Patrimoine Richardson à compter du 20 octobre 2020. La part de la société de la perte nette de l'entreprise associée au quatrième trimestre 2020 a été menée en grande partie par la part proportionnelle de la société des 4,1 millions de dollars de coûts d'unités d'action restreintes accélérés et de paiements de maintien en poste enregistrés par Patrimoine Richardson au quatrième trimestre 2020 immédiatement avant la clôture de la transaction RGMP.

Revenus

Les revenus se sont élevés à 60,7 millions de dollars au quatrième trimestre 2020, contre 8,4 millions de dollars au quatrième trimestre 2019. L'augmentation reflète en grande partie l'inclusion des résultats de Patrimoine Richardson du 20 octobre 2020 au 31 décembre 2020.

Faits saillants (base de 100 % de Patrimoine Richardson) :

- Génération d'un revenu record de gestion de placements et d'honoraires au quatrième trimestre de 2020.
- Les revenus d'honoraires représentaient 78 % du total des revenus au quatrième trimestre 2020.

Dépenses

Les dépenses se sont élevées à 62,6 millions de dollars au quatrième trimestre 2020, contre 11,3 millions de dollars au quatrième trimestre 2019. L'augmentation reflète en grande partie les dépenses de Patrimoine Richardson, que nous avons commencé à consolider le 20 octobre 2020.

Faits saillants :

- Les coûts d'acquisition se sont élevés à 1,2 million de dollars au quatrième trimestre 2020, contre 1,1 million de dollars enregistrés au quatrième trimestre 2019; et
- Les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ont ajouté 2,6 millions de dollars de dépenses au quatrième trimestre 2020.

Situation financière

Le tableau ci-dessous présente certains postes du bilan consolidé aux dates présentées et est suivi d'une analyse de la variation de ces soldes du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020.

Pour l'exercice clos le 31 décembre,

(en milliers de dollars)	2020	2019	Augmenter (diminuer)	
			\$	%
TOTAL DE L'ACTIF	2 119 919	1 357 862	762 057	56
<i>Soldes d'actifs sélectionnés :</i>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	556 245	516 601	39 644	8
<i>Comptes débiteurs de :</i>				
Clients	455 166	256 075	199 091	78
Courtiers	128 273	67 876	60 397	89
Fonds des clients détenus en fiducie	409 648	348 553	61 095	18
Participation dans une entreprise associée	–	82 853	(82 853)	n.s.
Actifs d'impôt différé	22 524	–	22 524	n.s.
Billet à ordre à recevoir	2 754	2 754	–	–
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	356 881	–	356 881	n.s.
PASSIF TOTAL	1 740 056	1 155 002	585 054	51
<i>Soldes de passif sélectionnés :</i>				
<i>Payable à :</i>				
Clients	1 183 572	958 354	225 218	24
Courtiers	264 857	124 308	140 549	113
Billet à ordre	14 826	15 603	(777)	(5)
Dette à long terme	97 422	–	97 422	n.s.

n.s. = non significatif

Le total de l'actif a augmenté de 762,1 millions de dollars ou 56 % en 2020. Cette augmentation est principalement liée à la comptabilisation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles ainsi que des actifs d'impôt différé dans le cadre de la transaction RGMP. Elle est également due à la hausse des créances sur les clients et les courtiers, soit une hausse des autres actifs qui reflètent une augmentation des fonds déposés en fiducie et à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une diminution de 82,9 millions de dollars de l'investissement dans une entreprise associée dans le cadre de la transaction RGMP.

Le solde des créances sur les clients au 31 décembre 2020 comprenait des prêts à recevoir de clients d'un montant de 381,6 millions de dollars (31 décembre 2019 – 192,7 millions de dollars) et des opérations sur titres ouvertes de 73,6 millions de dollars (63,3 millions de dollars au 31 décembre 2019). Le niveau des opérations sur titres ouvertes en attente de règlement avec les clients peut fluctuer considérablement au jour le jour en fonction de l'activité de négociation des clients et le solde représente le niveau des opérations non réglées en cours.

Le passif total a augmenté de 584,4 millions de dollars, soit 51 %, en 2020 par rapport au 31 décembre 2019. Les montants à payer aux clients ont augmenté de 24 % par rapport à l'année précédente, tandis que les montants à payer aux courtiers ont augmenté de 113 %. Au 31 décembre 2020, les montants à payer aux clients comprenaient des dépôts de clients de 1,1 milliard de dollars (0,9 milliard de dollars au 31 décembre 2019) et des opérations sur titres en cours de 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2019).

La dette à long terme de la société est composée d'une dette bancaire à long terme de 67,0 millions de dollars détenue par Patrimoine Richardson et comprend un passif lié aux actions privilégiées de 30,4 millions de dollars en lien avec la participation en actions privilégiées de Richardson Financial Group Limited dans Patrimoine Richardson. La société a également des billets à ordre à payer aux anciens actionnaires de FirstEnergy pour un montant de 14,8 millions de dollars. Ces billets sont, en partie, compensés par des billets à ordre à recevoir de Stifel d'un montant de 2,8 millions de dollars, pour un montant net de 12,1 millions de dollars au 31 décembre 2020. Les billets à ordre à payer et à recevoir sont tous deux exigibles en septembre 2021, précédemment classés comme non courants. Pour de plus amples renseignements sur les billets à ordre, veuillez consulter la note 18 sur les états financiers annuels 2020.

Liquidités et ressources en capital

La société a besoin de capital et de liquidités pour financer les opérations existantes et futures, les paiements en espèces futurs aux actionnaires et pour satisfaire aux exigences réglementaires. La politique de la société est de maintenir des niveaux suffisants et appropriés de capital et de liquidités par le biais d'une variété de sources, à un coût raisonnable. Cela permet de maintenir la solidité du bilan dans des conditions de marché normales et pendant les périodes de stress financier. La solidité du capital et du bilan est toujours des priorités clés pour la société.

La société tire actuellement ses liquidités de son fonds de roulement, de ses facilités de crédit et de sa dette à long terme. Au 31 décembre 2020, la société disposait de facilités de crédit auprès de banques canadiennes de l'annexe I de 651,8 millions de dollars (31 décembre 2019 – 707,5 millions de dollars) qu'elle peut utiliser pour faciliter le processus de règlement des titres au jour le jour, principalement pour les transactions des clients. Ces facilités sont garanties par des titres de clients impayés ou des titres détenus et ne représentent pas une source de trésorerie pour la société pour le paiement de dividendes ou le financement d'initiatives commerciales. Il n'y avait aucun montant impayé en vertu de ces installations au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

La société détient ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie auprès de plusieurs institutions financières ayant une cote de crédit élevée. Tous les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides et facilement convertibles en montants connus de trésorerie. La société considère les titres de créance du gouvernement fédéral canadien (tels que les bons du Trésor) dont l'échéance initiale est de trois à

six mois comme des placements très liquides. Bien que ces titres ne soient pas classés comme équivalents de trésorerie dans les bilans consolidés, ils constituent une partie importante des pratiques globales de gestion de la trésorerie de la société pour faire face au risque de liquidité. Aucun changement important n'a été apporté aux pratiques de gestion de la trésorerie de la société au cours de l'année 2020. L'inventaire des actifs de négociation de la société est enregistré à la valeur de marché. Les créances et les dettes envers les courtiers et les négociants représentent des transactions ouvertes qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours et comprennent des transactions d'emprunt ou de prêt de titres garantis qui peuvent être clôturées sur demande en quelques jours. Les créances des clients sont garanties par des titres et font l'objet d'un examen permanent pour déterminer si elles ont subi une perte de valeur ou si elles peuvent être recouvrées.

La direction estime que le fonds de roulement de la société lui fournit un niveau approprié de liquidité et de capital pour les besoins opérationnels et réglementaires existants dans un avenir raisonnablement prévisible, en supposant qu'il n'y ait pas de changements négatifs importants sur les marchés dans lesquels la société exerce ses activités. La société évalue continuellement sa politique de dividendes, ses initiatives et sa structure de dépenses. Si les marchés boursiers se détériorent, ce qui nuit à la capacité de la société à générer des flux de trésorerie, la société devra évaluer et éventuellement modifier ses initiatives et sa structure de dépenses. La société peut également demander des emprunts ou des financements par actions pour maintenir ou augmenter sa capacité de production. Rien ne garantit que de tels emprunts ou financements par actions seront disponibles pour la société ou disponibles à des conditions et pour un montant suffisants pour répondre à ses besoins.

Prêt subordonné

(en milliers de dollars)	2020	2019
Syndicat de banques à charte de l'annexe I et II	67 000	71 000

Le prêt subordonné porte intérêt au taux préférentiel plus 2,5 %. Le prêt subordonné n'est pas garanti et est assujéti aux dates de remboursement prévues. Les prêts subordonnés ont des tests financiers et d'autres engagements auxquels la société s'est conformée tout au long de l'année et au 31 décembre 2020.

Le 20 mars 2020, la Société a fourni un avis écrit de résiliation de sa facilité de prêt subordonné de soutien de 17,5 millions de dollars, qui devait arriver à échéance le 25 octobre 2020. Cette facilité a été officiellement résiliée par la société le 1^{er} juillet 2020. La facilité était inutilisée pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 jusqu'à sa résiliation le 1^{er} juillet 2020 et était également inutilisée au 31 décembre 2019.

Sommaire du flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre,

(en milliers de dollars)	2020	2019
Activités d'exploitation	5 383	2 830
Activités de financement	(49 998)	(41 626)
Activités d'investissement	83 894	37 880
Effet du taux de change sur les soldes de trésorerie	365	(207)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	39 644	(1 123)

Exigences en matière de capitaux des filiales

Certaines des filiales de la société sont soumises à des exigences en matière de capital réglementaire conçues pour avertir l'autorité réglementaire compétente d'éventuels problèmes de liquidité. Les niveaux de capital réglementaire fluctuent quotidiennement en fonction des exigences de marge relatives aux transactions en cours ou des besoins en fonds de roulement. Le respect de ces exigences peut obliger la société à conserver suffisamment de liquidités et d'autres actifs liquides pour maintenir les exigences en matière de capital réglementaire plutôt que d'utiliser ces actifs liquides dans le cadre de son activité ou de les verser sous forme de dividende en espèces. Au cours de 2020 et au 31 décembre 2020, les filiales concernées étaient en conformité avec toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

Activités d'exploitation

La trésorerie provenant des activités d'exploitation s'est élevée à 5,4 millions de dollars en 2020, contre 2,8 millions de dollars en 2019. En excluant les éléments d'exploitation hors trésorerie, la trésorerie utilisée par les activités d'exploitation était de 5,5 millions de dollars en 2020, contre 39,6 millions de dollars en 2019. Pour plus de détails sur les éléments d'exploitation hors trésorerie, veuillez vous reporter à la note 29 sur les états financiers annuels de 2020.

Activités de financement

Les activités de financement ont consommé 50 millions de dollars et 41,6 millions de dollars de trésorerie en 2020 et 2019, respectivement. Les activités de financement en 2020 comprennent en grande partie 40 millions de dollars utilisés pour acheter et annuler des actions ordinaires en vertu du SIB de la société. La trésorerie utilisée pour payer les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées s'est élevée à 6,1 millions de dollars et 11,9 millions de dollars en 2020 et 2019, respectivement. Les éléments principaux des obligations de paiement des loyers ont consommé 3,1 millions de dollars et 2,0 millions de dollars en 2020 et 2019, respectivement.

Les utilisations de trésorerie en 2019 comprenaient 20,7 millions de dollars de remboursement unique de la distribution de capital dans le cadre de la transaction de vente et 6,8 millions de dollars dans le cadre du paiement partiel du billet à ordre à payer aux anciens actionnaires de FirstEnergy.

Activités d'investissement

Les liquidités fournies par les activités d'investissement se sont élevées à 83,9 millions de dollars en 2020, contre 37,9 millions de dollars en 2019. L'augmentation a été menée en grande partie par 87,5 millions de dollars de trésorerie acquise dans le cadre de la transaction RGMP, partiellement compensée par 2,3 millions de dollars d'équipement et d'améliorations locatives et 1,9 million de dollars d'investissement en actions réalisé dans Patrimoine Richardson avant la transaction RGMP. Les activités d'investissement de 2019 ont fourni 37,9 millions de dollars de liquidités, principalement en raison du produit de 42,2 millions de dollars provenant de la vente des anciennes entreprises de marchés financiers de la société et des dividendes en actions ordinaires de 2,7 millions de dollars reçus sur le placement en actions de la société dans Patrimoine Richardson. Ces montants ont été partiellement compensés par un investissement en actions supplémentaire de 4,4 millions de dollars dans Patrimoine Richardson et 2,7 millions de dollars en équipement et améliorations locatives.

Données sur les actions en circulation et les dividendes

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. La société est également autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées (autres que les actions privilégiées de série A, les actions privilégiées de série B et les actions privilégiées de série C), pouvant être émises en tout temps et de temps à autre en une ou plusieurs séries.

Le tableau suivant présente les actions ordinaires et privilégiées en circulation de la société aux dates présentées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre,

(#)	2020	2019
Actions ordinaires ¹	159 380	75 434
Actions privilégiées de série B	3 565	3 565
Actions privilégiées de série C	1 035	1 035

1. Comprend 1 272 actions ordinaires détenues par la fiducie du régime d'intéressement en actions de la société.

Actions ordinaires

Émission dans le cadre de la transaction RGMP

Dans le cadre de la conclusion de la transaction RGMP, la société a émis 100 517 533 actions ordinaires aux anciens actionnaires de Richardson GMP à la clôture, 10 % de l'émission étant librement négociable peu après la clôture et les 90 % restants étant entiercés et devant être libérés en montants égaux aux trois premiers anniversaires suivant la clôture.

Offre publique de rachat substantielle

En novembre 2020, la société a racheté, à des fins d'annulation, 16 528 926 actions ordinaires dans le cadre de son OSI au prix d'achat de 2,42 \$ par action ordinaire, pour un prix d'achat total d'environ 40 millions de dollars. Selon les termes du SIB, RFGL a accepté de ne pas participer au SIB et aucune action émise dans le cadre de la transaction RGMP n'avait le droit de participer au SIB. Par conséquent, la totalité des 40 millions de dollars prévus dans le cadre du SIB a été versée aux actionnaires ordinaires minoritaires de la société.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 21 sur les états financiers annuels de 2020.

Actions privilégiées

Choix de rachat

Le 25 février 2021, conformément aux conditions des actions privilégiées de série B et de série C, la société a annoncé qu'elle n'avait pas l'intention d'exercer son droit de racheter tout ou partie des 3,6 millions d'actions privilégiées de série B et des 1,0 million d'actions privilégiées de série C alors en circulation.

Dividendes

La déclaration et le paiement des dividendes sont à l'entière discrétion du conseil d'administration. Le conseil d'administration examine périodiquement la politique de dividendes de la société dans le contexte de la rentabilité globale de l'entreprise, des utilisations alternatives du capital, des flux de trésorerie disponibles, des exigences réglementaires en matière de capital, des exigences légales et d'autres facteurs que le Conseil d'administration juge pertinents.

Pour de plus amples renseignements sur les dividendes, consultez la note 20 sur les états financiers annuels de 2020.

Actions ordinaires

Le 29 avril 2020, en réponse aux perturbations causées par COVID-19, le conseil d'administration de la société a décidé de suspendre le dividende trimestriel en espèces sur les actions ordinaires de la société. Cette décision a été prise afin de faire preuve de prudence et de maintenir une approche conservatrice en matière de gestion du capital et des risques.

Actions privilégiées

Le 20 octobre 2020, immédiatement après la clôture de la transaction RGMP, le conseil d'administration a approuvé la reprise du dividende trimestriel de la société sur ses actions privilégiées (qui avait précédemment été temporairement suspendu au troisième trimestre 2020) à partir du paiement des dividendes accumulés mais impayés de 0,2257 dollar par action privilégiée à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série B, et de 0,193803 dollar par action privilégiée à taux variable et à dividende cumulatif, série C, payable le 16 novembre 2020 aux actionnaires privilégiés inscrits le 30 octobre 2020. Ces montants représentent le dividende qui aurait normalement été versé le 30 septembre 2020.

Pour de plus amples renseignements sur les dividendes, consultez la note 20 sur les états financiers annuels de 2020.

Remboursement de capital

Le 6 décembre 2019, le conseil d'administration a approuvé une distribution unique de remboursement de capital d'un montant de 0,275 dollar par action ordinaire (ou 20,7 millions de dollars au total), versée le 31 décembre 2019 aux actionnaires ordinaires inscrits le 16 décembre 2019.

Opérations entre apparentés

Les parties liées de la société comprennent les personnes ou entités suivantes : les associés, ou les entités qui sont contrôlées ou grandement influencées par la société, qui comprennent actuellement Patrimoine Richardson; et le personnel de direction clé, qui se compose des administrateurs ou des dirigeants de la société, des conseillers en investissement de Patrimoine Richardson, et des personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la société. À l'exception de la réalisation de la transaction RGMP, la nature des transactions entre parties liées de la société n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019, comme décrit à la section « Opérations entre apparentés » du rapport de gestion annuel 2019.

Les opérations entre parties liées comprennent les montants dus par le courtier chargé de compte de la société et les dépôts effectués auprès de ce dernier, conformément aux conditions de l'accord de courtier introducteur ou de chargé de compte entre Patrimoine Richardson et Compensation de titres RF LP.

La transaction RGMP constituait une « opération entre apparentés » en vertu de l'instrument multilatéral 61-101 – *Protection des porteurs de titres minoritaires lors d'opérations spéciales* (MI 61-101) en raison de la propriété par RFGL d'environ 24,1 % des actions ordinaires de la société et des droits de vote rattachés à ces actions, et de la propriété d'environ un tiers de Patrimoine Richardson. En juillet 2019, un comité spécial indépendant du conseil, (le comité spécial) a retenu les services de RBC Marchés des Capitaux (RBC) sur la base d'honoraires fixes pour fournir une évaluation formelle indépendante des actions ordinaires de la société et de Patrimoine Richardson conformément aux exigences du Règlement 61-101. La RBC a également fourni son opinion quant à l'équité de la transaction RGMP.

Toutes les approbations des actionnaires minoritaires requises conformément au Règlement 61-101 et aux règles de la Bourse de Toronto ont été obtenues dans le cadre de la transaction RGMP. Pour de plus amples renseignements sur le nombre total d'actions ordinaires de la société exclues du calcul de l'approbation requise de la résolution relative à la transaction RGMP conformément aux exigences d'approbation minoritaire en vertu du Règlement 61-101, veuillez consulter la circulaire d'information de la direction de la société datée du 8 septembre 2020.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers annuels 2020 conformément aux IFRS a exigé de la direction qu'elle fasse des estimations et exerce son jugement, ce qui a affecté les montants déclarés des actifs et des passifs à la date des états financiers et les montants déclarés des produits et des charges au cours de la période déclarée. Ces estimations et jugements ont été faits en fonction des informations disponibles à la date de publication des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces montants. Les méthodes comptables qui requièrent des estimations et des jugements de la part de la direction sont présentées ci-dessous.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles ont été acquis lors de l'acquisition de Patrimoine Richardson. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation chaque année et plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'une dépréciation a pu se produire. Le test de

dépréciation n'a entraîné aucun changement de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de la société.

Au 31 décembre 2020, la valeur comptable de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles s'élevait à 356,9 millions de dollars.

Pour plus de détails concernant l'écart d'acquisition, veuillez vous reporter à la note 14 sur les états financiers annuels de 2020.

Impôt sur le revenu

La société calcule une provision pour impôt sur le revenu dans chacune des juridictions fiscales dans lesquelles elle exerce ses activités. Les montants réels de la charge d'impôt sur le revenu ne deviennent définitifs qu'au moment du dépôt et de l'acceptation de la déclaration fiscale par les autorités fiscales compétentes, ce qui se produit après la publication des états financiers consolidés. En outre, l'estimation des impôts sur le revenu comprend l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés sur les bénéfices imposables futurs, sur la base d'une évaluation de la capacité à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes avant leur expiration. L'évaluation est basée sur les lois fiscales existantes et les estimations des revenus imposables futurs. Dans la mesure où les estimations du revenu imposable futur diffèrent de la déclaration fiscale, les bénéfices seraient affectés dans une période ultérieure.

Rémunération en actions

La société a recours à des estimations et à son jugement pour déterminer la charge de rémunération en actions comptabilisée pour les attributions aux employés et aux conseillers en placement au cours d'une période de déclaration. La détermination de la charge de rémunération à base d'actions résultant de l'octroi par la société d'options sur actions aux employés et d'autres attributions différées d'actions dépend de l'utilisation de modèles d'évaluation des options qui, par nature, sont sujets à une incertitude de mesure. Ces modèles requièrent l'utilisation d'hypothèses subjectives, y compris la volatilité attendue du prix des actions et l'utilisation de données historiques qui peuvent ne pas refléter le rendement futur.

Pertes de crédit attendues

La société utilise le modèle de pertes sur créances pour traiter le risque de crédit associé aux marges des clients et aux prêts aux conseillers. Les pertes sur créances sont estimées sur la base d'un examen détaillé des prêts sur marge des clients et des prêts aux conseillers. Une provision pour pertes sur créances sur douze mois est comptabilisée lors de la comptabilisation initiale, reflétant la partie des déficits de trésorerie à gagner sur la durée de vie qui résulterait d'un défaut de paiement dans les douze mois suivant la date de clôture. Une provision pour pertes sur créances à vie est comptabilisée si une augmentation significative du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale, reflétant un déficit de trésorerie à vie qui se produirait sur la durée de vie prévue d'un actif financier.

Provisions

La société est impliquée dans plusieurs procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal de ses activités. Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées par la société lorsqu'il est probable que la société subira une perte et que le montant de cette perte peut être raisonnablement estimé. La direction et les experts externes de la société participent à l'évaluation de la probabilité et à l'estimation des montants concernés. Bien qu'il soit intrinsèquement difficile de prévoir l'issue de ces questions, sur la base des connaissances actuelles et de la consultation de conseillers juridiques, la société ne s'attend pas à ce que l'issue de ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, ait un effet négatif important sur la situation financière consolidée de la société ou sur ses résultats d'exploitation.

Juste valeur des actifs et des passifs financiers

Les titres détenus sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, ce qui nécessite l'utilisation de jugement pour estimer les justes valeurs lorsque les prix du marché ne sont pas disponibles. Lorsque le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est établie à l'aide d'une technique d'évaluation. Ces techniques d'évaluation impliquent un certain degré d'estimation, dont l'ampleur dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité de données basées sur le marché. Les titres détenus par la société comprennent des actions et des titres de créance, ainsi que des actifs financiers dérivés constitués principalement de bons de souscription de courtiers. La plupart des titres de créance et de participation de la société, ainsi que les obligations liées aux titres vendus à découvert, comprennent ou sont liés à des titres négociés activement, qui sont comptabilisés à leur juste valeur sur la base des cours du marché sur un marché actif. La direction estime que ses estimations de la juste valeur sont raisonnables compte tenu de son processus d'obtention des prix du marché externe, de l'application cohérente de son approche d'une période à l'autre et de la validation des estimations par le règlement réel des opérations. La juste valeur est estimée en fonction des modèles de tarification ou d'autres méthodes appropriées. Pour de plus amples renseignements concernant les informations sur la juste valeur des actifs et passifs financiers de la société, se reporter à la note 26 sur les états financiers annuels 2020.

Instruments financiers

Une partie importante des actifs et des passifs de la société est composée d'instruments financiers. Il n'y a pas eu de changements importants dans l'utilisation des instruments financiers par la société, ou dans les types d'instruments financiers employés dans ses activités de négociation et hors négociation en 2020.

Se reporter aux 1 et 13 des états financiers annuels 2020 pour obtenir de plus amples renseignements. Pour connaître les principales hypothèses utilisées pour déterminer l'évaluation des instruments financiers et autres, reportez-vous à la section « Méthodes comptables et estimations critiques » du présent rapport de gestion.

Modifications futures des conventions comptables ou des estimations

La société surveille en permanence les changements potentiels proposés par l'International Accounting Standards Board et analyse l'effet que les changements de normes peuvent avoir sur la société. Pour un résumé des changements futurs des politiques comptables ou des estimations, se référer à la note 3 sur les états financiers annuels 2020.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de divulgation

La direction a conçu des contrôles et des procédures de divulgation pour fournir une assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont accumulés et communiqués au chef de la direction de la société et au chef de la direction financière par intérim afin de permettre la prise de décisions opportunes concernant la divulgation requise et de s'assurer que les renseignements devant être divulgués dans les dépôts annuels et intermédiaires de la société et les autres rapports déposés en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières sont enregistrés, traités, résumés et communiqués dans les délais qui y sont précisés. Au 31 décembre 2020, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de divulgation, tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Cette évaluation a été effectuée sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef des finances de la société. Sur la base de l'évaluation menée au 31 décembre 2020, le chef de la direction et le directeur financier ont conclu que les contrôles et procédures de divulgation de la société étaient efficaces au 31 décembre 2020.

Contrôle interne de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS. La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un contrôle interne adéquat sur l'information financière de la société.

Au 31 décembre 2020, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société en tenant compte de la nature et de la taille des activités de la société et en utilisant le cadre et les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne de la société sur l'information financière était efficace au 31 décembre 2020, et qu'il n'y avait pas de faiblesses importantes qui ont été identifiées dans le contrôle interne de la société sur l'information financière au 31 décembre 2020.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

À la connaissance du chef de la direction et du directeur financier de la société, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière en 2020 qui a eu une incidence importante ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

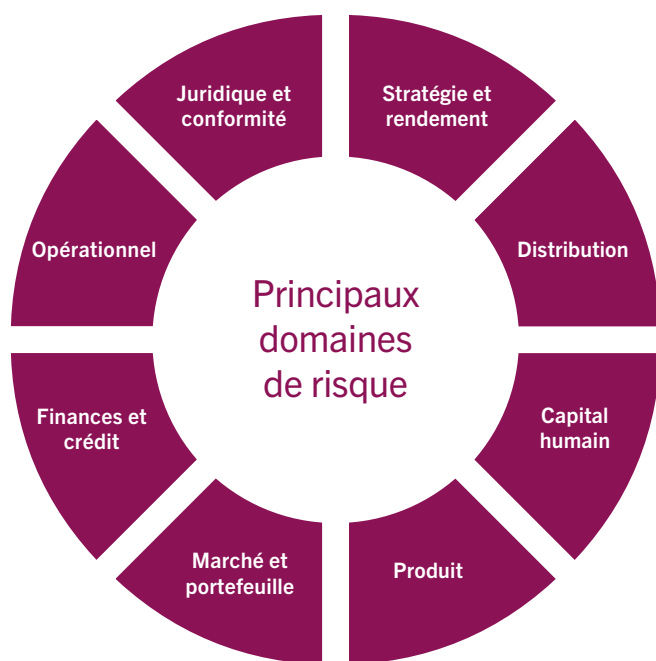
Gestion des risques

Surveillance et contrôle

Le secteur des services financiers est, par nature, soumis à des risques nombreux et substantiels, en particulier sur des marchés volatils, incertains ou illiquides. D'autres risques et incertitudes non connus de la société, ou que la société considère actuellement comme non significatifs, peuvent également nuire aux activités de la société et de ses filiales. Dans de nombreux cas, les risques inhérents au secteur de la gestion de patrimoine et aux activités de la société échappent au contrôle de la direction et ne sont pas faciles à détecter ou à atténuer. Si de tels risques se produisent, l'activité, la situation financière ou les liquidités et les résultats d'exploitation de la société pourraient subir des conséquences négatives importantes. La direction estime qu'une gestion efficace des risques est d'une importance primordiale pour le succès continu de la société.

La société et ses filiales disposent d'un processus de gestion des risques évolutif à l'échelle de l'entreprise, conçu autour des principes de risque, de la gouvernance des risques et de la gestion des risques de l'entreprise, afin de traiter les huit principaux risques qu'elle a identifiés.

Classification des risques



Principes de risque

Un cadre de gouvernance solide garantit que les risques ayant une incidence sur l'activité sont identifiés, classés, évalués et gérés dans le meilleur intérêt de toutes les parties prenantes. La société cherche à surveiller et à contrôler son exposition aux risques par le biais de divers processus financiers, de crédit, opérationnels, stratégiques, juridiques et de conformité distincts, mais complémentaires. La séparation des tâches et la surveillance de la direction sont des éléments fondamentaux du processus de gestion des risques de la société.

Gouvernance des risques

Le conseil d'administration et le chef de la direction de la société sont responsables de l'identification efficace des zones de risque important et sont responsables de l'appétit et de la tolérance au risque dans leur ensemble. Les mesures de risque clés sont communiquées régulièrement au conseil d'administration et au comité de gestion de la société. La surveillance des risques assure l'efficacité de la gouvernance et de la gestion des risques.

Gestion des risques d'entreprise

La société considère son approche de la gestion des risques comme un facteur clé de différenciation, car elle considère qu'une gestion efficace des risques est un atout essentiel qui crée des opportunités de récupération et d'augmentation de la valeur pour les actionnaires, lorsqu'elle est gérée de manière proactive à l'aide de mesures d'évaluation qualitatives et quantitatives.

Pour une description complète des principaux risques auxquels la société est confrontée, veuillez consulter la note 26 « Gestion des risques financiers » des états financiers annuels 2020 et « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société datée du 4 mars 2021, qui se trouve sous le profil de la société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Facteurs de risque

Un placement dans les titres de la société comporte un certain nombre de risques. Ces risques et incertitudes ne sont pas les seuls auxquels la société est confrontée. D'autres risques et incertitudes qui ne sont pas actuellement connus de la société, ou que la société considère actuellement comme négligeables, peuvent également nuire aux activités de la société.

Pour une description plus détaillée des facteurs de risque associés à la société, veuillez consulter la section « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société datée du 4 mars 2021 et de la circulaire d'information, qui sont toutes deux disponibles sous le profil de la société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Responsabilité de la direction en matière de communication de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de Groupe Capital RF Inc. (la société), ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de toute l'information présentée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière. Les informations financières présentées dans le rapport de gestion sont conformes à ces états financiers consolidés.

De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été correctement préparés dans des limites raisonnables de matérialité et dans le cadre de la base de préparation et des principales politiques comptables résumées dans les notes 2 et 3, respectivement, sur les états financiers consolidés. La direction maintient un système de contrôles internes pour assumer ses responsabilités quant à l'intégrité des états financiers consolidés.

Le conseil d'administration de la société (conseil d'administration) supervise les responsabilités de la direction en matière d'information financière par l'intermédiaire du comité de vérification de la société (le comité de vérification), qui est composé uniquement d'administrateurs indépendants. Le mandat du comité de vérification comprend, entre autres, l'examen des états financiers consolidés de la société sur une base trimestrielle, la prestation de conseils au conseil d'administration sur les questions de vérification et de présentation de l'information financière et la recommandation des états financiers consolidés au conseil d'administration pour approbation. Le comité de vérification a un accès complet à la direction et aux vérificateurs pour examiner leurs activités et discuter du programme de vérification externe, des contrôles internes, des politiques comptables et des questions d'information financière.

Ernst & Young LLP a effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés, comme indiqué dans le rapport des vérificateurs contenu dans les présentes. Ernst & Young LLP avait, et a, un accès complet et illimité à la direction de la société, au comité de vérification et au conseil d'administration pour discuter de leur vérification et des conclusions qui s'y rapportent, et a le droit de demander une réunion en l'absence de la direction à tout moment.

“Kishore Kapoor”

Kishore Kapoor

Président et chef de la direction

“Benjamin Scholten”

Benjamin Scholten

Directeur financier par intérim

Toronto (Canada)

4 mars 2021

Rapport du vérificateur indépendant

Aux actionnaires de **Groupe Capital RF Inc.**

Opinion

Nous avons vérifié les états financiers consolidés de Groupe Capital RF Inc. et ses filiales (la société), qui comprennent les bilans consolidés au 31 décembre 2020 et 2019 et les états consolidés des résultats (pertes), les états consolidés du résultat étendu; les états consolidés des variations des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à cette date; et les notes aux états financiers consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée de la société aux 31 décembre 2020 et 2019, de son rendement financier consolidé et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés à cette date conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers consolidés de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux exigences déontologiques pertinentes à notre vérification

des états financiers consolidés au Canada, et nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques conformément à celles-ci. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Principaux sujets de vérification

Les principaux sujets de vérification sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés dans leur ensemble et de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous ne fournissons pas d'opinion distincte sur ces questions. Pour chaque question ci-dessous, notre description de la manière dont notre vérification a abordé la question est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section Responsabilités du vérificateur pour la vérification des états financiers consolidés de notre rapport, y compris en ce qui concerne ces questions. En conséquence, notre vérification a comporté la mise en œuvre de procédures visant à répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures de vérification, y compris les procédures mises en œuvre pour traiter les questions ci-dessous, constituent la base de notre opinion de vérification sur les états financiers consolidés ci-joints.

Restructuration et dispositions légales

<p><i>Questions importantes liées à la vérification</i></p>	<p>Comme il est décrit plus en détail à la note 22 sur les états financiers consolidés, la société a comptabilisé 19,4 millions de dollars de provisions pour restructuration et dispositions légales incluses dans les autres passifs. La restructuration et les dispositions légales sont liées à des réclamations juridiques à la suite de la vente de l'activité des marchés financiers en décembre 2019 et à diverses autres questions juridiques.</p> <p>Nous avons identifié la restructuration et les dispositions légales comme une question de vérification clé en raison de l'importance du solde et du jugement requis par la direction de la société pour estimer la probabilité d'en être responsable et le montant potentiel de la perte. Cela a conduit à un degré élevé de jugement et d'effort de la part du vérificateur pour évaluer l'évaluation des provisions par la direction.</p>
<p><i>Comment notre vérification a abordé la question clé de la vérification</i></p>	<p>Pour tester le caractère raisonnable de ces provisions, nous avons notamment mis en œuvre les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nous avons évalué la méthodologie utilisée pour estimer les provisions, notamment en obtenant et en inspectant les contrats, accords et documents justificatifs liés aux obligations constructives et légales associées à la restructuration et aux provisions légales, et en obtenant une lettre de déclaration de la direction; • nous avons effectué des enquêtes auprès de divers membres de la direction et de conseillers juridiques internes concernant la nature des obligations, la probabilité de responsabilité pour la société et l'évaluation des provisions, et effectué des enquêtes auprès de conseillers externes conformément à l'énoncé de politique conjoint de décembre 2016 de l'Association du Barreau canadien et de Comptables professionnels agréés Canada; et • nous avons évalué le caractère adéquat et complet de l'information présentée dans les notes aux états financiers consolidés en fonction des exigences des IFRS.

Regroupement d'entreprises

<i>Questions importantes liées à la vérification</i>	<p>Le 20 octobre 2020, la société a acquis 100 % des actions ordinaires émises et en circulation de Richardson GMP Limited (renommée Richardson Wealth Limited), tel que détaillé à la note 8 sur les états financiers consolidés, pour une contrepartie d'achat globale de 323,2 millions de dollars. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises conformément à la norme IFRS 3. La société a appliqué des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur préliminaire des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.</p> <p>L'évaluation préliminaire des immobilisations incorporelles de la relation client acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises a été identifiée comme une question clé de la vérification. La juste valeur préliminaire des immobilisations incorporelles liées à la relation client est déterminée en fonction de données incluant l'attrition estimée de la clientèle, les taux d'actualisation, la période projetée, les revenus projetés et la marge brute prévue. L'estimation de ces données d'évaluation utilisées pour établir la juste valeur de ces immobilisations incorporelles exige un jugement considérable, et ces données peuvent avoir un effet important sur les valeurs attribuées. Par conséquent, un jugement important et des compétences spécialisées ont été nécessaires pour évaluer les conclusions de la direction.</p>
<i>Comment notre vérification a abordé la question clé de la vérification</i>	<p>Pour évaluer l'évaluation des immobilisations incorporelles liées à la relation client, nous avons effectué les procédures suivantes avec l'aide, entre autres, de nos spécialistes en évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nous avons évalué la pertinence de la méthodologie et du modèle utilisés pour estimer la juste valeur préliminaire; • nous avons vérifié l'exactitude mathématique du calcul utilisé par la société; • nous avons vérifié l'exactitude et l'exhaustivité des données utilisées pour déterminer les hypothèses clés utilisées dans l'estimation préliminaire de la juste valeur en comparant les données aux données historiques sur les produits, le bénéfice brut et les départs naturels de la société. nous avons obtenu et inspecté les données liées aux relations avec les clients et corroboré, en interrogeant la direction, le caractère raisonnable des données et des hypothèses qui sous-tendent l'estimation préliminaire; • nous avons évalué l'estimation préliminaire de la direction concernant la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux relations avec la clientèle, notamment en évaluant le caractère raisonnable de la période projetée, des revenus prévus, du bénéfice brut prévu, du taux de départs naturels et du taux d'actualisation en les comparant aux données des pairs et du secteur pour des transactions similaires; • nous avons comparé le multiple de bénéfice impliqué par le prix d'achat et les prévisions de bénéfice à des transactions comparables pour évaluer les prévisions de bénéfice utilisées; • nous avons sensibilisé le taux d'actualisation et le taux d'attrition appliqués aux prévisions pour évaluer l'incidence sur la juste valeur préliminaire attribuée; • nous avons examiné le caractère raisonnable des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les immobilisations incorporelles en comparant les taux d'actualisation au taux de rendement interne; • nous avons comparé la répartition de l'écart de prix d'achat à des transactions d'entreprises similaires; et • nous avons évalué le caractère adéquat et complet de l'information présentée dans les notes aux états financiers consolidés en fonction des exigences des IFRS.

Autres renseignements

Les autres informations comprennent les informations incluses dans le rapport annuel autres que les états financiers consolidés et le rapport de notre vérificateur sur ceux-ci. Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date de notre rapport de vérification et nous prévoyons obtenir le rapport annuel après la date de notre rapport de vérification. La direction est responsable des autres renseignements.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de considérer si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les états financiers consolidés ou avec les connaissances acquises dans le cadre de la vérification ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de considérer si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les états financiers consolidés ou avec les connaissances acquises dans le cadre de la vérification ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies importantes.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués sur les autres informations obtenues avant la date du rapport du vérificateur, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction est responsable de l'évaluation de la capacité de la société à poursuivre ses activités, de la communication, le cas échéant, des questions liées à la continuité d'exploitation et de l'utilisation de la méthode comptable de la continuité d'exploitation, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou qu'elle n'ait pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus d'information financière de la société.

Les responsabilités du vérificateur pour la vérification des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de produire un rapport de vérification contenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais elle ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes de vérification généralement admises au Canada permettra toujours de détecter une anomalie importante lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent découler d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme importantes si, individuellement ou collectivement, elles pourraient raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs pris sur la base de ces états financiers consolidés.

Dans le cadre d'une vérification effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. Nous pouvons également :

- Identifier et évaluer les risques d'anomalies importantes dans les états financiers consolidés, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, concevoir et mettre en œuvre des procédures de vérification adaptées à ces risques, et obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Obtenir une compréhension du contrôle interne pertinent pour la vérification afin de concevoir des procédures de vérification appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe.
- Évaluer le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par la direction.
- Conclure sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport de vérification, sur les informations à fournir à ce sujet dans les états financiers consolidés ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de vérification. Toutefois, des événements ou des conditions futurs pourraient amener la société à cesser d'être une entreprise en activité.

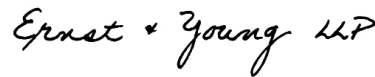
- Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations à fournir, et déterminer si les états financiers consolidés représentent les transactions et événements sous-jacents de manière à obtenir une image fidèle.
- Obtenir des preuves de vérification suffisantes et appropriées concernant l'information financière des entités ou des activités commerciales au sein de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de la vérification du groupe. Nous restons seuls responsables de notre opinion de vérification.

Nous communiquons avec les personnes constituant le gouvernement d'entreprise en ce qui concerne, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus de la vérification et les conclusions importantes de la vérification, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre vérification.

Nous fournissons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise une déclaration selon laquelle nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance et nous leur communiquons toutes les relations et autres questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles ont une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les mesures de protection correspondantes.

Parmi les questions communiquées aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes pour la vérification des états financiers consolidés de la période en cours et qui constituent donc les questions clés de la vérification. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de vérification, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise la divulgation publique de la question ou lorsque, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons qu'une question ne doit pas être communiquée dans notre rapport parce qu'il est raisonnable de penser que les conséquences négatives d'une telle communication l'emporteraient sur les avantages qu'elle présente pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la vérification qui donne lieu à ce rapport de vérification indépendant est Humayun Jafrani.



Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto (Canada)
4 mars 2021

Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

Au 31 décembre	Note	2020	2019
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		556 245	516 601
Titres détenus	5	70 322	65 441
Comptes débiteurs de :			
Clients		455 166	256 075
Courtiers		128 273	67 876
Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	11	67 475	1 903
Autres actifs	6	12 810	13 970
Fonds des clients détenus en fiducie		409 648	348 553
Billet à ordre à recevoir	18	2 754	2 754
Participation dans une entreprise associée		–	82 853
Améliorations apportées à l'équipement et à la location	12	13 587	364
Actifs au titre du droit d'utilisation	13	24 234	1 472
Actifs d'impôt différé	19	22 524	–
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	14	356 881	–
		2 119 919	1 357 862
PASSIFS			
Obligations liées à des titres vendus à découvert	5	15 320	11 399
Passif locatif		25 414	3 603
Payable à :			
Clients		1 183 572	958 354
Courtiers		264 857	124 308
Émetteur		1 114	–
Comptes créditeurs et charges à payer		64 888	21 723
Autres passifs	17	21 522	20 012
Passif lié aux billets à ordre	18	14 826	15 603
Passif d'impôt différé	19	51 121	–
Dette	27	97 422	–
		1 740 056	1 155 002
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres		379 863	202 860
		2 119 919	1 357 862

Voir les notes complémentaires, qui font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration :

"Kishore Kapoor"

"Donald Wright"

Directeur

Directeur

Kishore Kapoor**Donald A. Wright**

Président et chef de la direction

Président du conseil

États consolidés des résultats

(en milliers de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre,	Note	2020	2019
Revenus			
Commissions		6 127	–
Revenus de gestion de placements et d'honoraires		42 427	–
Services bancaires d'investissement et transactions pour compte propre		1 742	3 985
Intérêt		12 550	18 683
Autres revenus	24	21 273	14 172
		84 119	36 840
DÉPENSES			
Rémunération variable des conseillers		23 726	–
Amortissement des prêts aux conseillers		3 490	–
Rémunération et avantages sociaux des employés		23 674	14 241
Frais de vente, frais généraux et frais administratifs		23 439	15 439
Coûts liés aux acquisitions		6 664	1 077
Intérêt		8 616	13 705
Dépréciation et amortissement		5 742	1 550
		95 351	46 012
Gain sur la participation dans une entreprise associée	8	45 734	–
Part du résultat net de la société associée		(2 365)	2 272
Résultat avant impôts lié aux activités poursuivies		32 137	(6 900)
Charge d'impôt sur le revenu	19		
Actuel		1 482	1 993
Différé		1 247	4 817
		2 729	6 810
Résultat net lié aux activités poursuivies		29 408	(13 710)
Résultat net découlant des activités abandonnées	9	(661)	(39 448)
Résultat net		28 747	(53 158)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) :	25		
De base		73 020	69 788
Dilué		93 798	75 446
Résultat net par action ordinaire (en dollars) provenant des activités poursuivies :	25		
De base		0,35	(0,26)
Dilué		0,27	(0,26)
Résultat net par action ordinaire (en dollars) :	25		
De base		0,34	(0,82)
Dilué		0,26	(0,82)

Voir les notes complémentaires, qui font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

(en milliers de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre,	2020	2019
Résultat net	28 747	(53 158)
Autres éléments du résultat étendu :		
Élément qui peut être reclassé par la suite en bénéfice net (perte nette) :		
Résultat de conversion de devises découlant des activités poursuivies	365	(447)
Total des autres éléments du résultat étendu	365	(447)
Total du résultat étendu	29 112	(53 605)
Total du résultat étendu attribuable aux actionnaires		
Activités poursuivies	29 773	(14 157)
Activités abandonnées	(661)	(39 448)

Voir les notes complémentaires, qui font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres

	Actions privilégiées		Actions ordinaires		Prêts pour l'achat d'actions		Attributions différées d'actions		Excédent de cotisations		Cumul des autres éléments du résultat étendu		Déficit accumulé		Capitaux propres	
(en milliers de dollars)	#	\$	#	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2018	4 600	112 263	72 721	322 848	(327)	(14 598)	48 818	18 395	(197 369)	290 030	(32)	289 998				
Changement de convention comptable	1															
Solde retraité au 1 ^{er} janvier 2019																
Perte nette de conversion de devises étrangères								(447)				(447)				(447)
Reclassification de la conversion cumulative des devises								(9 661)				(9 661)				(9 661)
Rémunération en actions			1 453	3 021	327	9 073	(3 545)									8 876
Actions ordinaires achetées pour annulation				(59)												(59)
Distribution de remboursement de capital sur les actions ordinaires														(20 744)		(20 744)
Dividendes sur actions ordinaires														(7 544)		(7 544)
Dividendes sur actions privilégiées de série B														(3 219)		(3 219)
Dividendes sur actions privilégiées de série C														(1 182)		(1 182)
Perte nette														(53 158)		(53 158)
Solde au 31 décembre 2019	4 600	112 263	74 162	325 810		(5 525)	45 273	8 287	(283 248)	202 860						
Gain net de conversion de devises étrangères								365				365				365
Rémunération en actions							5 525							(44)		(32)
Actions ordinaires rachetées dans le cadre d'une offre publique de rachat substantielle			(16 529)	(49 178)								9 178				(40 000)
Actions ordinaires émises pour la transaction RGMP			100 518	193 999												193 999
Actions ordinaires annulées			(43)	(216)			216									
Dividendes sur actions ordinaires														(1 886)		(1 886)
Dividendes sur actions privilégiées de série B														(3 220)		(3 220)
Dividendes sur actions privilégiées de série C														(970)		(970)
Bénéfice net														28 747		28 747
Solde au 31 décembre 2020	4 600	112 263	158 108	470 415			39 976	17 830	(260 621)	379 863						

Voir les notes complémentaires, qui font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre,	Note	2020	2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		28 747	(53 158)
Ajouter (déduire) les éléments n'impliquant pas de liquidités :			
Dépréciation et amortissement		5 742	2 650
Impôts sur le revenu différés		1 247	797
Dépréciation de l'écart d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des droits d'utilisation		–	30 537
Reclassement de la conversion cumulative des devises étrangères		–	(9 661)
Charge de rémunération en actions		–	8 876
Charge de désactualisation		–	1 581
Perte sur la vente d'activités abandonnées		–	15 499
Coûts de transaction liés à la vente de marchés financiers		–	(34 404)
Décroissance des charges du passif locatif		341	–
Amortissement des prêts aux conseillers		3 490	–
Règlement des dividendes à recevoir existants		(1 680)	–
Gain sur la participation dans une entreprise associée		(45 734)	–
Part du résultat net de l'entreprise associée		2 365	(2 272)
		(5 482)	(39 555)
Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie	29	10 865	42 385
Trésorerie fournie par les activités d'exploitation		5 383	2 830
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement partiel du billet à ordre		(777)	(6 844)
Rendement du capital sur les actions ordinaires		–	(20 744)
Dividendes versés sur les actions ordinaires		(1 886)	(7 544)
Dividendes versés sur les actions privilégiées de séries B et C		(4 190)	(4 401)
Éléments principaux des paiements de location		(3 145)	(2 034)
Actions ordinaires rachetées et annulées		(40 000)	(59)
Trésorerie fournie par les activités de financement		(49 998)	(41 626)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT			
Trésorerie acquise dans le cadre de la transaction RGMP		87 489	–
Produit de la vente d'une activité abandonnée		–	42 179
Dividende en actions ordinaires reçu d'une entreprise associée		698	2 743
Participation en actions dans une entreprise associée		(1 947)	(4 381)
Dépenses nettes d'équipement et d'améliorations locatives		(2 346)	(2 661)
Trésorerie fournie par les activités d'investissement		83 894	37 880
Effet du taux de change sur les soldes de trésorerie		365	(207)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		39 644	(1 123)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		516 601	517 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		556 245	516 601
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie			
Intérêts payés		7 641	9 698
Intérêt reçu		10 146	19 646
Impôt reçu		5 164	7 854

Voir les notes complémentaires, qui font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes sur les états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019
(en milliers de dollars, sauf action et par action)

CONTENU

Note	Thème	Page
1.	Renseignements sur l'entreprise	55
2.	Base de préparation	55
3.	Principales conventions comptables	56
4.	Revenus tirés des contrats conclus avec des clients	60
5.	Titres détenus et obligations liées aux titres vendus à découvert	60
6.	Autres actifs	60
7.	Intérêts dans d'autres entités	61
8.	Acquisition de Patrimoine Richardson	61
9.	Activités abandonnées	62
10.	Titres empruntés et prêtés	63
11.	Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	63
12.	Améliorations apportées à l'équipement et à la location	63
13.	Actifs au titre du droit d'utilisation	64
14.	Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	64
15.	Opérations et soldes entre apparentés	65
16.	Facilités de crédit	65
17.	Autres passifs	66
18.	Billet à ordre à recevoir et passif	66
19.	Impôt sur le revenu	66
20.	Capital social	67
21.	Options sur actions et attributions différées Attributions à base d'actions	69
22.	Dispositions, éventualités et engagements	71
23.	Garanties financières	72
24.	Autres revenus	72
25.	Résultat net par action ordinaire	73
26.	Gestion des risques financiers	73
27.	Dette	78
28.	Renseignements segmentés	78
29.	Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie	79
30.	Mise à jour sur la COVID-19	79

Note 1. Renseignements sur l'entreprise

Groupe Capital RF Inc. (Capital RF ou la société), anciennement GMP Capital Inc. est constituée en vertu des lois de la province de l'Ontario, au Canada, et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 145 King Street West, Suite 200, Toronto, Ontario, M5H 1J8. Les actions ordinaires, les actions privilégiées de série B et les actions privilégiées de série C de la société sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) sous les symboles RCG, RCG.PR.B et RCG.PR.C, respectivement. La société est la société mère de ses filiales d'exploitation en propriété exclusive Patrimoine Richardson Limitée (Patrimoine Richardson) et Compensation de titres RF LP (Compensation RF). Patrimoine Richardson et Compensation RF sont membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).

Note 2. Base de préparation

a. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers consolidés de la société sont préparés sur la base de la continuité d'exploitation, selon la convention du coût historique, modifiée pour inclure la juste évaluation de certains instruments financiers dans la mesure requise ou autorisée par les normes comptables, comme indiqué dans les méthodes comptables pertinentes.

Le 6 décembre 2019, la société a conclu la vente de la quasitotalité de son activité de marchés financiers. Les résultats des activités abandonnées sont présentés séparément dans les états consolidés du résultat étendu et les états consolidés du résultat étendu.

Le 20 octobre 2020, la société a conclu l'acquisition de toutes les actions ordinaires de Patrimoine Richardson qui n'étaient pas détenues par la société (la transaction RGMP). Avant l'acquisition de Patrimoine Richardson, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et selon la méthode de l'acquisition par la suite.

La publication de ces états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration de la société (conseil d'administration) le 4 mars 2021.

b. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de la société et de ses filiales, après élimination des transactions et des soldes intersociétés. La société a le contrôle de ses filiales car elle est exposée aux droits à des rendements variables provenant de sa participation dans les filiales et elle peut affecter ces rendements par son pouvoir sur leurs activités pertinentes.

c. Estimations comptables critiques et recours au jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle exerce son jugement, ce qui a une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations et jugements sont faits sur la base d'informations disponibles à la date de publication des états financiers consolidés qui sont considérés comme raisonnables. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les méthodes comptables qui requièrent des estimations et des jugements de la part de la direction sont présentées ci-dessous.

Regroupements d'entreprises

Le prix d'achat lié aux acquisitions d'entreprises est attribué aux actifs et passifs sous-jacents sur la base de leur juste valeur estimée à la date d'acquisition. La direction procède à des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs, y compris l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises identifiables séparément. Ces estimations sont fondées sur la meilleure évaluation par la direction des données connexes utilisées dans les modèles d'évaluation, tels que les flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation.

Dépréciation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment s'il existe des indicateurs de dépréciation, en comparant la valeur comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de modèles d'évaluation développés en interne qui prennent en compte divers facteurs et hypothèses, notamment les prévisions de revenus en espèces, les taux de croissance, les taux d'actualisation et les multiples terminaux. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer la valeur recouvrable. L'utilisation d'hypothèses et d'estimations différentes pourrait influencer la détermination de l'existence d'une dépréciation et l'évaluation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles. La direction estime que les hypothèses et les estimations utilisées sont raisonnables.

Impôt sur le revenu

La société calcule une charge d'impôt sur le revenu dans chacune des juridictions fiscales dans lesquelles elle exerce ses activités. Les montants réels de la charge d'impôt sur le revenu ne deviennent définitifs qu'au moment du dépôt et de l'acceptation de la déclaration d'impôt par les autorités fiscales compétentes, ce qui se produit après la publication des états financiers consolidés. En outre, l'estimation des impôts sur le revenu comprend l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés par rapport aux revenus imposables futurs sur la base d'une évaluation de la capacité à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes avant qu'elles n'expirent. Dans la mesure où les estimations du revenu imposable futur diffèrent de la déclaration fiscale, le revenu serait affecté dans une période ultérieure.

Rémunération en actions

La société a recours à des estimations et à des jugements pour déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions au cours d'une période de déclaration. La détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions résultant de l'octroi par la société d'options sur actions aux employés et d'autres attributions différées fondées sur des actions dépend de l'utilisation de modèles d'évaluation d'options et de modèles de pondération des probabilités, qui, par leur nature, sont soumis à une incertitude de mesure. Ces modèles requièrent l'utilisation d'hypothèses subjectives, y compris la volatilité attendue du prix des actions et l'utilisation de données historiques qui peuvent ne pas refléter le rendement futur.

Dispositions

En raison de la nature des dispositions, une part considérable de leur détermination est basée sur des estimations et des jugements, y compris des

hypothèses concernant l'avenir. Le résultat réel de ces facteurs incertains peut être sensiblement différent des estimations, entraînant des différences avec les dispositions estimées.

Juste valeur des instruments financiers

La détermination de la juste valeur des instruments financiers implique l'utilisation de jugement pour estimer les justes valeurs lorsque les prix du marché ne sont pas disponibles. Lorsque le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est établie en utilisant une technique d'évaluation. Ces techniques d'évaluation impliquent un certain degré d'estimation, dont l'ampleur dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité des données du marché.

Note 3. Principales conventions comptables

a. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse en dépôt et des équivalents de trésorerie, y compris les placements très liquides tels que les bons du Trésor portant intérêt et les acceptations bancaires convertibles en espèces dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

b. Conversion des devises étrangères

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société. Chacune des filiales de la société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale et entreprise associée sont évalués en utilisant cette monnaie fonctionnelle.

Les actifs et les passifs des établissements étrangers dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de présentation de l'information financière, et les produits et les charges aux taux moyens de la période. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les capitaux propres.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères de la société et de ses filiales dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les actifs et passifs non monétaires évalués à leur juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les produits et les charges sont évalués aux taux moyens de la période. Les gains ou les pertes sur la conversion de ces éléments sont inclus dans les autres revenus. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

c. Instruments financiers

En date du 1^{er} janvier 2018, la société a adopté la norme IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). La transition vers la nouvelle norme n'a pas eu d'impact significatif sur le classement et l'évaluation des instruments financiers de la société. La société a appliqué la norme de manière rétrospective, avec une date de demande initiale au 1^{er} janvier 2018.

Classification et mesure : En vertu de la norme IFRS 9, les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat, du coût amorti ou des autres éléments du résultat étendu. En vertu de la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers, le classement repose sur deux critères : le modèle économique de gestion des actifs; et le fait que les flux de trésorerie contractuels des instruments représentent uniquement des paiements et des intérêts sur le montant principal en circulation (critère de l'IPPS).

Le classement et l'évaluation des instruments financiers de la société sont les suivants :

Les investissements en actions privilégiées dans une entreprise associée ont été désignés au coût amorti ou des autres éléments du résultat étendu, aucun gain ou perte n'étant recyclé en résultat lors de la comptabilisation. Ces

instruments sont tous qualifiés de capitaux propres de l'émetteur au sens de la norme IAS 32, Instruments financiers : présentation, et n'étaient pas détenus à des fins de transaction.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du marché comprennent les instruments de capitaux propres que la société n'a pas choisi irrévocablement de classer à la juste valeur par le biais du marché et les dérivés. Cette catégorie comprend également les instruments de dette dont les caractéristiques des flux de trésorerie ne répondent pas au critère IPPS ou qui ne sont pas détenus dans le cadre d'un modèle d'entreprise dont l'objectif est soit de collecter les flux de trésorerie contractuels, soit à la fois de collecter les flux de trésorerie contractuels et de les vendre.

L'évaluation des modèles d'affaires de la société a été faite à la date de l'application initiale, puis appliquée rétrospectivement. L'évaluation de la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels sur les instruments de dette sont uniquement composés de principal et d'intérêts a été effectuée sur la base des faits et des circonstances lors de la comptabilisation initiale des actifs.

Instruments financiers dérivés

La société et ses filiales utilisent de manière sélective des instruments dérivés pour gérer les risques financiers, notamment les risques de change, de taux d'intérêt et de juste valeur. Les produits dérivés de la société sont comptabilisés à leur juste valeur, les gains et les pertes réalisés et non réalisés découlant des variations de la juste valeur étant comptabilisés dans les états consolidés des résultats, dans les produits des opérations principales. La juste valeur des produits dérivés négociés en bourse est obtenue à partir des cours du marché. Les justes valeurs des dérivés négociés sur le marché hors cote sont obtenues à l'aide de techniques d'évaluation et d'autres modèles d'établissement des prix qui comprennent des données fondées sur le marché comme intrants.

d. Dépréciation des actifs financiers

La norme IFRS 9 exige que la société enregistre une provision pour pertes de crédit attendues pour les prêts et les actifs financiers de la dette qui ne sont pas détenus à la juste valeur marchande. La société a appliqué l'approche simplifiée de la norme pour les créances de financement des entreprises et a calculé les pertes de crédit attendues sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie. La société utilise une matrice de provision basée sur l'historique et ajustée pour les facteurs prospectifs. Les pertes de crédit attendues pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 étaient insignifiantes.

La société applique également une approche prospective de la perte de crédit attendue qui l'oblige à comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les prêts et les actifs financiers de la dette non détenus à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). Les pertes de crédit attendues sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus conformément au contrat et tous les flux de trésorerie que la société s'attend à recevoir, actualisés à une approximation du taux d'intérêt effectif initial. Selon le modèle de pertes de crédit attendues, la société reconnaît la provision sur les pertes de crédit attendues selon les critères suivants :

Étape 1 – Lors de la comptabilisation initiale, les pertes de crédit attendues sont fournies pour les pertes de crédit qui résultent d'événements de défaut qui sont possibles dans les 12 prochains mois (pertes de crédit attendues à 12 mois).

Étape 2 – Lorsqu'une augmentation significative du risque de crédit est détectée, une provision pour pertes est requise pour les pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante de l'exposition (pertes de crédit attendues à vie).

Étape 3 – Lorsqu'un actif financier est déprécié, une perte de crédit attendue à vie est comptabilisée.

Les provisions sont basées sur l'expérience historique de la société en matière de pertes de crédit, ajustées en fonction de facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique.

e. Soldes des clients

Les opérations sur titres des clients sont conclues soit en espèces, soit contre remboursement, soit sur marge, et sont enregistrées à la date de transaction de l'opération. Les montants sont dus par les clients à la date de règlement de la transaction pour les comptes au comptant. Les prêts sur marge sont dus à la demande et sont garantis par les actifs financiers du compte du client. Les montants prêtés à tout client sont restreints par les limites de crédit de la société, qui sont généralement plus restrictives que celles exigées par l'OCRCVM et sont soumises aux procédures d'examen de crédit et de surveillance quotidienne de la société. Les intérêts perçus sur les prêts sur marge et les intérêts versés sur les dépôts en espèces des clients sont basés sur un taux variable.

f. Emprunt et prêt de titres

La Société effectue des emprunts et des prêts de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces accords sont généralement à court terme. De telles opérations sont entièrement garanties et font l'objet d'appels de marge quotidiens pour tout déficit entre la valeur de marché du titre prêté et le montant de la garantie reçue. La société gère son exposition au risque de crédit en établissant et en surveillant des limites globales par client pour ces opérations.

Les titres prêtés à des contreparties sont conservés dans les bilans consolidés lorsque la société conserve la quasitotalité des risques et avantages liés à la propriété des titres. Les espèces reçues en garantie sont comptabilisées dans les bilans consolidés et un passif correspondant est comptabilisé dans les dettes envers les courtiers. Les garanties en espèces reçues sont généralement supérieures à la valeur de marché des titres prêtés. Les honoraires gagnés, déduction faite des intérêts payés sur des garanties en espèces, sont comptabilisés dans les revenus d'intérêts.

Lorsque la société emprunte des titres dans le cadre d'accords d'emprunt d'actions et que les risques et les avantages de la propriété ne sont pas transférés à la société, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés par la société dans ses bilans consolidés. La créance relative aux espèces ou autres garanties déposées auprès du prêteur est enregistrée dans les créances sur les courtiers. Le coût de l'emprunt des titres, net des intérêts reçus sur la garantie en espèces déposée, est comptabilisé dans les charges d'intérêts.

g. Améliorations apportées à l'équipement et à la location

Les équipements et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé et la perte de valeur cumulée, le cas échéant. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur les durées de vie utile prévues suivantes :

Mobilier et équipement	7 à 8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Améliorations locatives	La plus courte période entre la durée de vie utile et la durée du bail plus la première période de renouvellement, si le renouvellement est raisonnablement assuré

Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et les méthodes d'amortissement sont revues à chaque fin d'exercice et ajustées, si nécessaire.

h. Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé sur la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables acquis dans un

regroupement d'entreprises. L'écart d'acquisition est affecté à une UGT ou à un groupe d'UGT dont on s'attend à ce qu'elles bénéficient des synergies du regroupement d'entreprises, que les actifs acquis et les passifs repris soient ou non affectés à l'UGT ou au groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel l'écart d'acquisition est affecté représente le niveau le plus bas au sein de la société auquel l'écart d'acquisition est suivi de fins de gestion interne et n'est pas plus grand qu'un secteur opérationnel.

i. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de la société sont constituées de logiciels d'application et d'autres actifs incorporels acquis dans le cadre de la transaction RGMP décrite à la note 8. Ces immobilisations incorporelles sont liées à la marque et aux relations avec la clientèle acquises dans le cadre de l'acquisition de Patrimoine Richardson. Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative :

Logiciel d'application	3 ans
Marque	10 ans
CRelations avec les clients	15 ans

j. Dépréciation des actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers à durée de vie limitée est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. La société évalue les pertes de valeur pour des reprises potentielles lorsque des événements ou des changements de circonstances le justifient.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation au niveau de l'UGT ou du groupe d'UGT une fois par an ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances suggèrent qu'il pourrait y avoir une dépréciation. Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût moins toute perte de valeur cumulée. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable de l'UGT, déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur estimée diminuée des coûts de la vente (FVLCs) ou sa valeur d'usage (VIU), est inférieure à la valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée en charges dans la période au cours de laquelle la dépréciation est identifiée. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne sont pas reprises en cas de récupération ultérieure de la valeur de l'UGT.

Immobilisations incorporelles

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie limitée sont amorties linéairement selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimée. La période d'amortissement et la méthode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité finie sont revues au moins une fois par an, à la clôture de chaque exercice. À chaque date de bilan consolidé, les immobilisations incorporelles sont évaluées pour détecter des indicateurs de dépréciation. Si des indicateurs sont présents, ces immobilisations font l'objet d'un examen de dépréciation. Toute perte résultant de la dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée en charges dans la période où la dépréciation est identifiée.

k. Comptabilisation des revenus

Les principaux types de contrats de revenus sont les suivants :

Commissions : les commissions comprennent les revenus générés principalement par les services de courtage à la commission fournis aux clients. L'obligation de rendement pour la comptabilisation des revenus de commissions est satisfaite par l'exécution de transactions pour les clients sur la base de la date de transaction.

Revenus à honoraires : Les revenus basés sur les honoraires sont principalement constitués d'honoraires perçus dans le cadre de services de gestion des placements. L'obligation de rendement pour la comptabilisation des revenus à honoraires est satisfaite pendant la période au cours de laquelle le service est fourni.

Revenus d'intérêts : les produits d'intérêts comprennent principalement les intérêts perçus sur les prêts sur marge, les prêts de titres et les intérêts sur les positions de trésorerie de la société. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Autres revenus : les autres revenus comprennent les revenus tirés de la fourniture de produits d'assurance, de services de change et de remises associées aux activités de prêt de titres et sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. La société fournit également des services de courtage et des services administratifs qui sont comptabilisés au fur et à mesure que les de rendement sont remplies.

Les produits associés aux transactions pour compte propre sont exclus du champ d'application de la norme IFRS 15.

l. Rémunération en actions

Attributions différées d'actions

La société utilise la méthode de la juste valeur pour évaluer le coût des attributions d'actions ordinaires accordées à certains employés. Selon cette méthode, le coût des attributions d'actions est mesuré à la date d'attribution et comptabilisé sur la période d'acquisition des droits, en tenant compte d'un taux de déchéance estimé et de la probabilité que les conditions d'acquisition du rendement soient remplies. L'estimation des attributions d'actions dont on s'attend à ce qu'elles soient acquises en fonction de conditions d'acquisition non liées au marché est réexaminée à chaque période de déclaration et réévaluée au besoin.

Attributions d'options sur actions

La société utilise la méthode de la juste valeur pour évaluer le coût des options sur actions attribuées aux administrateurs et aux employés. La juste valeur de l'attribution d'options sur actions est estimée à la date d'attribution à l'aide de techniques d'évaluation qui tiennent compte de son prix d'exercice, de sa durée de vie prévue, du taux d'intérêt sans risque, de la volatilité et des dividendes prévus des actions ordinaires de la société et du niveau prévu d'extinction. Pour les attributions d'options sur actions avec acquisition graduelle, la juste valeur de chaque tranche est traitée comme une attribution distincte avec une date d'acquisition différente et une juste valeur différente. La juste valeur des attributions d'options sur actions est comptabilisée comme une charge sur la période d'acquisition applicable au cours de laquelle toutes les conditions d'acquisition spécifiées sont satisfaites, avec une augmentation correspondante de l'excédent de cotisations.

À chaque date de présentation de l'information financière, la société réévalue son estimation du nombre d'attributions fondées sur des actions et d'attributions d'options sur actions dont l'acquisition est prévue et comptabilise l'incidence du changement d'estimation dans les renoncations par le biais des états consolidés des résultats de la période de présentation de l'information financière en cours.

m. Provisions

Les provisions représentent un passif pour la société dont le montant ou l'échéance est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements

passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour régler l'obligation en utilisant un taux d'actualisation qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation.

n. Impôt sur le revenu

La société comptabilise les impôts courants et différés relatifs aux transactions qui ont été incluses dans les états financiers consolidés en utilisant les dispositions des lois et des taux d'imposition de la juridiction concernée.

Impôt sur le revenu courant

L'impôt sur le revenu courant est mesuré comme les montants que l'on s'attend à payer ou à récupérer auprès des autorités fiscales en fonction du revenu ou de la perte imposable. Le revenu ou la perte imposable peut différer du revenu déclaré dans les états consolidés des résultats de la société, car le revenu imposable exclut certains éléments qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres années et exclut également des éléments qui ne sont jamais imposables ou déductibles à des fins fiscales. Les changements d'impôts découlant d'une modification des taux d'imposition et des lois fiscales seront comptabilisés dans la période où le taux d'imposition ou la loi fiscale est pratiquement en vigueur. Les actifs et passifs d'impôt à court terme sont compensés lorsque le droit juridiquement exécutoire de compenser existe et que la société a elle-même l'intention de régler les montants nets.

Impôt sur le revenu différé

La charge ou l'avantage fiscal différé est calculé selon la méthode du report variable en fonction des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la base fiscale correspondante utilisée dans le calcul du revenu imposable. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles et le report des pertes fiscales non utilisées. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un revenu imposable suffisant sur lequel les pertes fiscales et les différences temporaires déductibles non utilisées pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsque le droit juridiquement exécutoire de compensation existe et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le revenu prélevés sur la même entité déclarante par la même autorité fiscale. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue au cours de l'exercice où l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan consolidé.

o. Contrats de location IFRS 16

La norme exige que les preneurs comptabilisent les actifs au titre du droit d'utilisation et les passifs locatifs pour la plupart des contrats de location et qu'ils comptabilisent les charges associées dans les amortissements et les charges d'intérêts, respectivement.

La société a choisi d'appliquer l'IFRS 16 selon l'approche rétrospective modifiée à l'aide des mesures pratiques suivantes :

- le choix a été fait de ne pas réévaluer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de la demande initiale, et de n'appliquer plutôt
- l'IFRS 16 qu'aux contrats qui étaient dans le champ d'application d'IAS 17;
- le choix a été fait d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires;
- le choix a été fait de s'appuyer sur l'évaluation de l'IAS 37 pour déterminer si les contrats de location sont onéreux au lieu d'effectuer un examen de dépréciation;

- le choix a été fait d'exclure les contrats de location dont le terme se termine dans les douze mois suivant le 1^{er} janvier 2019;
- le choix a été fait d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif lié au droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;
- le choix a été fait d'utiliser le recul pour déterminer les durées de location; et
- le choix a été fait, par catégorie d'actifs sous-jacents, de ne pas séparer

les composants non locatifs des composants locatifs, et de comptabiliser chaque composant locatif et tout composant non locatif associé comme un seul composant locatif.

Actifs au titre du droit d'utilisation

La société comptabilise les actifs au titre du droit d'utilisation à la date de début du contrat de location (c'est-à-dire la date à laquelle l'actif sous-jacent est disponible pour être utilisé). À l'exception des actifs de droit d'utilisation acquis dans le cadre de la transaction RGMP, qui ont été réévalués à la juste valeur, les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, moins le cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajustés pour toute réévaluation des passifs locatifs. Le coût des actifs au titre du droit d'utilisation comprend le montant des passifs locatifs comptabilisés, les coûts directs initiaux encourus et les paiements de location effectués à la date de commencement ou avant, moins les incitations à la location reçues. À moins que la société ne soit raisonnablement certaine d'obtenir la propriété de l'actif loué à la fin de la période de location, les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés sont amortis de manière linéaire sur la plus courte des deux durées suivantes : la durée de vie utile estimée et la durée du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Passif locatif

À la date d'entrée en vigueur du contrat de location, la société comptabilise les passifs locatifs évalués à la valeur actuelle des paiements de location à effectuer sur la durée du contrat. Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes de substance) moins les incitations à la location à recevoir, les paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, et les montants attendus au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements au titre de la location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat dont il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée par la société et les paiements des pénalités de résiliation d'un contrat de location, si la durée de celui-ci tient compte de l'exercice par la société de l'option de résiliation. Les paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle l'événement ou la condition qui déclenche le paiement se produit.

Pour calculer la valeur actuelle des paiements au titre de la location, la société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location n'est pas facilement déterminable. Après la date d'entrée en vigueur, le montant des passifs locatifs est augmenté pour refléter la désactualisation des intérêts et réduit pour les paiements de location effectués. En outre, la valeur comptable du passif locatif est réévaluée en cas de modification, de changement de la durée du contrat de location, de changement des paiements fixes de location en substance ou de changement de l'évaluation de l'achat de l'actif sous-jacent.

p. Modifications futures des principes comptables

La société surveille les changements potentiels des normes proposées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse l'effet que les changements dans les normes peuvent avoir sur les opérations de la société. Il n'y a pas eu de changements importants dans les méthodes comptables qui auraient une incidence sur la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Note 4. Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Le tableau suivant présente des informations désagrégées sur les revenus pour chaque secteur à présenter.

	Gestion de patrimoine		Compensation des opérations		Entreprise		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Commissions	6 127	–	–	–	–	–	6 127	–
Revenus de gestion de placements et d'honoraires	42 427	–	–	–	–	–	42 427	–
Services bancaires d'investissement	–	–	–	–	–	1 919	–	1 919
Autres revenus ¹	1 562	–	11 132	8 879	–	–	12 694	8 879
Revenus – activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	50 116	–	11 132	8 879	–	1 919	61 248	10 798
Moment								
Point dans le temps	6 127	–	–	–	–	1 919	6 127	1 919
Dans le temps	43 989	–	11 132	8 879	–	–	55 121	8 879
Autres revenus	6 468	2 384	16 414	21 781	(11)	1 877	22 871	26 042
Total des revenus	56 584	2 384	27 546	30 660	(11)	3 796	84 119	36 840

1. Les autres revenus comprennent les revenus tirés de la fourniture de produits d'assurance et de marchés de capitaux pour les clients privés dans le secteur de la gestion de patrimoine et les frais de courtage dans le secteur de la compensation des opérations.

Note 5. Titres détenus et obligations liées aux titres vendus à découvert

	2020		2019	
	Actifs de négociation	Titres vendus à découvert	Actifs de négociation	Titres vendus à découvert
Titres de créance :				
Dette du gouvernement fédéral canadien et américain	37 296	11 851	47 045	6 999
Dette des gouvernements provinciaux et municipaux canadiens	10 688	590	6 275	3 109
Endettement d'entreprise et autres dettes	19 660	2 879	11 514	1 291
Titres de participation	1 528	–	562	–
Instruments financiers dérivés	1 150	–	45	–
	70 322	15 320	65 441	11 399

Au 31 décembre 2020, les titres de créance ont une échéance moyenne pondérée de janvier 2022 (2019 – échéance moyenne pondérée de janvier 2021) avec un rendement moyen pondéré de 0,55 % (2019 – 1,85 %). Certains titres détenus ont été donnés en garantie auprès d'organismes de compensation centralisés.

Note 6. Autres actifs

	2020	2019
Comptes débiteurs	5 804	4 814
Impôts sur le revenu à recouvrer	–	6 077
Créance liée à un contrat de location-financement	1 284	2 127
Dépôts prépayés et autres	5 722	952
	12 810	13 970

Les comptes débiteurs comprennent les intérêts, les dividendes et les commissions de remise à recevoir. Les pertes de valeur comptabilisées sur les comptes débiteurs conformément à la norme IFRS 9 étaient nulles en 2020 et 2019.

Note 7. Participations dans d'autres entités

Certaines des filiales de la société sont soumises à des exigences réglementaires en matière de capital conçues pour avertir les autorités réglementaires d'éventuels problèmes de liquidité. Patrimoine Richardson et Compensation RF sont des courtiers en valeurs mobilières inscrits soumis à la réglementation principalement de l'OCRCVM. Les sources de capital des états financiers aux fins du capital réglementaire de l'OCRCVM comprennent les capitaux propres des porteurs de parts en plus des prêts subordonnés.

Les exigences en matière de capital réglementaire fluctuent quotidiennement en fonction des exigences de marge à l'égard des opérations en cours ou des exigences en matière de fonds de roulement. Le respect de ces exigences peut obliger la société à conserver suffisamment de liquidités et d'autres actifs liquides pour maintenir les exigences en matière de capital réglementaire plutôt que d'utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou de les verser sous forme de dividende en espèces. Au 31 décembre 2020 et 2019 et au cours des exercices clos à ces dates, toutes les filiales de la société étaient en conformité avec leurs exigences respectives en matière de capital.

La société a comptabilisé sa participation dans Patrimoine Richardson selon la méthode de la mise en équivalence. Les investissements en actions privilégiées dans Patrimoine Richardson ont été évalués à la valeur FVOCI. Le tableau suivant présente en détail les placements en actions et autres qu'en actions de la société dans Patrimoine Richardson :

	2020	2019
Placement en actions au 1 ^{er} janvier	51 758	47 848
Investissement supplémentaire	1 947	4 381
Dividendes sur actions ordinaires	(698)	(2 743)
Quote-part du résultat net de l'entreprise associée	(2 365)	2 272
Gain sur la participation	45 734	—
Élimination de la participation en consolidation	(96 376)	—
Participation au 31 décembre	—	51 758
Placements en actions privilégiées :		
Actions privilégiées de catégorie B	30 422	30 422
Actions privilégiées spéciales	673	673
Élimination de l'investissement non participatif en consolidation	(31 095)	—
Total des investissements au 31 décembre	—	82 853

Note 8. Acquisition de Patrimoine Richardson

À des fins comptables, la juste valeur de la contrepartie d'achat pour la transaction RGMP est présumée être de 323 150 dollars en fonction d'un prix de clôture des actions ordinaires de la société de 1,93 dollar par action ordinaire le 20 octobre 2020 et est calculée comme suit :

Contrepartie payée	
100 518 actions ordinaires	193 999
Juste valeur de la participation existante – actions ordinaires de Patrimoine Richardson	96 376
Juste valeur de la participation existante – actions privilégiées de Patrimoine Richardson	31 095
Règlement des montants intersociétés existants	1 680
Prix d'achat	323 150
Actifs corporels nets acquis	15 487
Prix d'achat restant à affecter à l'écart d'acquisition et aux immobilisations incorporelles et au passif d'impôt différé	307 663

La juste valeur de la participation existante de la société dans les actions ordinaires de Patrimoine Richardson est présumée être de 96 376 dollars, déterminée en utilisant 28 372 616 actions ordinaires de Patrimoine Richardson à 3,40 dollars par action ordinaire, ce qui donne lieu à un gain de 45 734 dollars. La juste valeur de la participation actuelle de la société dans les actions privilégiées de catégorie A et les actions privilégiées spéciales de Patrimoine Richardson (actions privilégiées de Patrimoine Richardson) est le prix de rachat de 31 095 dollars. Le règlement des montants commerciaux préexistants de 1 680 dollars à recevoir de Patrimoine Richardson à la société au 20 octobre 2020 concerne le dividende à recevoir de Patrimoine Richardson.

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La société dispose d'une période d'un an pour terminer la comptabilisation du regroupement d'entreprises. Le tableau suivant illustre les justes valeurs préliminaires des actifs et des passifs identifiables de Patrimoine Richardson au 20 octobre 2020.

Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 489
Titres détenus	3 140
Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	35 871
Autres actifs	8 014
Améliorations apportées à l'équipement et à la location	12 207
Actifs au titre du droit d'utilisation	24 584
Actifs d'impôt différé	24 458
Obligations liées à des titres vendus à découvert	(20)
Montants à payer aux courtiers	(3 366)
Passif locatif	(24 584)
Comptes créditeurs et charges à payer	(44 606)
Autres passifs	(10 278)
Passif lié aux actions privilégiées	(30 422)
Prêts et billets à ordre	(67 000)
Actifs corporels nets acquis	15 487
Écart d'acquisition	163 971
Immobilisations incorporelles	195 500
Passif d'impôt différé	(51 808)
Prix d'achat	323 150

Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2020, les produits et le résultat net consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 auraient été respectivement d'environ 286 778 dollars et 17 930 dollars.

Note 9. Activité abandonnée

Le 6 décembre 2019, la société a conclu la vente de la quasitotalité de ses activités liées aux marchés financiers. La contrepartie en espèces a été déterminée à la clôture en fonction de la valeur comptable corporelle de l'entreprise de marchés des capitaux (moins la trésorerie) plus 40 000 dollars. La contrepartie totale en espèces a été déterminée comme étant de 42 179 dollars. La perte sur la vente s'est élevée à 15 499 dollars et comprenait des coûts de transaction de 34 404 dollars et une radiation de l'écart d'acquisition de 21 095 dollars.

En janvier 2019, la société a annoncé qu'elle avait conclu la vente des activités de négociation de titres à revenu fixe institutionnels. Un gain hors trésorerie de 8 310 dollars a été réalisé au premier trimestre 2019, comprenant le reclassement des écarts de conversion cumulés en résultat net, enregistré dans les activités abandonnées.

Les tableaux suivants présentent le rendement financier et les informations sur les flux de trésorerie de l'activité abandonnée pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et comprennent à la fois la vente de l'activité des marchés financiers et l'opération de négociation de titres à revenu fixe institutionnels :

	2020	2019
Revenus	1 361	59 465
Dépenses	2 022	74 389
Frais de dépréciation	—	30 537
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu de l'activité abandonnée	(661)	(45 461)
Recouvrement de l'impôt sur le revenu	—	(6 013)
Bénéfice (perte) provenant de l'activité abandonnée	(661)	(39 448)

Note 10. Titres empruntés et prêtés

Le tableau suivant détaille la juste valeur des titres empruntés et prêtés, ainsi que le montant et le type de garantie livrée et reçue dans le cadre de cette activité :

	Empruntés		Prêtés	
	Espèces livrées en garantie	Titres empruntés	Trésorerie reçue en garantie	Titres prêtés
Au 31 décembre 2020	69 836	68 342	157 428	152 750
Au 31 décembre 2019	44 135	45 949	27 923	27 626

Note 11. Prêts aux employés et autres prêts à recevoir

	2020	2019
Prêts aux conseillers en placement	58 470	–
Entente de transition pour les retraités	2 141	–
Autres prêts	6 864	1 903
	67 475	1 903

Prêts aux conseillers en placement

Patrimoine Richardson avance des fonds sans intérêt aux nouveaux conseillers en placement au moment de leur entrée en fonction. Si certaines conditions sont remplies pendant une période prédéterminée, Patrimoine Richardson est tenue i) de verser aux conseillers en placement des primes en espèces d'un montant suffisant pour rembourser 100 % du total des prêts ou ii) de renoncer au prêt pendant une période prédéterminée à chaque date anniversaire applicable. La société enregistre une réduction du prêt en tant que charge de rémunération sur la durée de ce prêt. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 3 222 dollars (2019 – néant) et une réduction correspondante des prêts en cours.

Entente de transition pour les retraités

Patrimoine Richardson a mis en place un programme pour les conseillers intéressés afin de faciliter la transition des actifs administrés des clients à la retraite. Patrimoine Richardson a accepté d'accorder un prêt remboursable aux conseillers en placement successeurs pour les aider à acquérir le portefeuille d'affaires. Les taux d'intérêt et les modalités varient selon les circonstances individuelles.

Autres prêts

Les autres prêts représentent les prêts de financement remboursables et certains autres prêts aux conseillers et aux employés.

Note 12. Améliorations apportées à l'équipement et à la location

	Mobiliier et équipement		Matériel informatique		Améliorations locatives		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût								
Solde au 1 ^{er} janvier	54	1 634	130	4 546	1 169	8 853	1 353	15 033
Actifs acquis	1 331	–	2 045	–	8 831	–	12 207	–
Ajouts	483	647	439	104	1 424	1 920	2 346	2 671
Cessions et radiations ¹	(158)	(2 227)	(139)	(4 520)	(88)	(9 604)	(385)	(16 351)
Coût au 31 décembre	1 710	54	2 475	130	11 336	1 169	15 521	1 353
Amortissement cumulé								
Solde au 1 ^{er} janvier	16	616	68	4 154	905	7 582	989	12 352
Amortissement	72	169	173	349	1 085	155	1 330	673
Cessions et radiations ¹	(158)	(769)	(139)	(4 435)	(88)	(6 832)	(385)	(12 036)
Amortissement cumulé au 31 décembre	(70)	16	102	68	1 902	905	1 934	989
Valeur comptable nette au 31 décembre	1 780	38	2 373	62	9 434	264	13 587	364

1. Comprend les radiations liées à la vente de l'activité des marchés financiers et des opérations de négociation de titres à revenu fixe institutionnels, voir la note 9.

Note 13. Actifs au titre du droit d'utilisation

Solde au 1 ^{er} janvier 2019	2 345
Ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation	–
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	(873)
Solde au 31 décembre 2019	1 472
Ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation	24 584
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	(1 822)
Solde au 31 décembre 2020	24 234

La société amortit les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux locaux à bureaux selon la méthode linéaire à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat de location jusqu'à la date la plus rapprochée entre la fin de la durée de vie utile de l'actif au titre du droit d'utilisation ou la fin de la durée du contrat de location.

Note 14. Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles

	Écart d'acquisition		Immobilisations incorporelles		Logiciels d'application		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût								
Solde au 1 ^{er} janvier	–	105 421	–	–	–	2 631	–	108 052
Actifs acquis	163 971	–	195 500	–	–	18	359 471	18
Ajouts	–	–	–	–	–	–	–	–
Cessions	–	–	–	–	–	(2 649)	–	(2 649)
Coût au 31 décembre	163 971	105 421	195 500	–	–	–	359 471	105 421
Amortissement et dépréciation accumulés								
Solde au 1 ^{er} janvier	–	55 785	–	–	–	2 585	–	58 370
Amortissement	–	–	2 590	–	–	46	2 590	46
Dépréciations	–	28 541	–	–	–	(2 631)	–	25 910
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Écart d'acquisition affecté à la vente	–	21 095	–	–	–	–	–	21 095
Amortissement et dépréciation accumulés au 31 décembre	–	105 421	2 590	–	–	–	2 590	105 421
Valeur comptable nette au 31 décembre	163 971	–	192 910	–	–	–	356 881	–

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles, qui comprennent 195 000 dollars de relations avec la clientèle et 500 dollars de marque, ont été acquis lors de l'acquisition de Patrimoine Richardson.

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation le 31 décembre de chaque année et plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Pour déterminer si un test de dépréciation est nécessaire à une date de bilan donnée, la société tient compte de facteurs tels que le rendement des revenus par rapport aux prévisions et la relation entre la capitalisation boursière de la société et sa valeur comptable. Un test de dépréciation a été effectué au 31 décembre 2020. Une dépréciation est nécessaire si le montant recouvrable de la société,

déterminé comme le plus élevé de la juste valeur estimée moins les coûts de vente ou de sa valeur d'usage, est inférieur à la valeur comptable. Aux fins du test de dépréciation du 31 décembre 2020, la valeur recouvrable estimée de la société était basée sur la juste valeur estimée moins les coûts de vente. La juste valeur estimée moins les coûts de vente a été déterminée à partir de modèles d'évaluation développés en interne qui prennent en compte divers facteurs et hypothèses. Bien que l'utilisation de différentes hypothèses et estimations puisse influencer le montant de la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition, la direction estime que les hypothèses et estimations utilisées sont raisonnables. Le test de dépréciation n'a entraîné aucune réduction de la valeur comptable de l'écart d'acquisition.

Note 15. Opérations et soldes entre apparentés

Les parties liées de la société comprennent les personnes ou les entités suivantes :

- les entreprises associées ou les entités qui sont contrôlées ou influencées de manière significative par la société, y compris les filiales des entreprises associées; et
- personnel de direction clé, y compris les entités qui sont contrôlées (directement ou indirectement) par le personnel de direction clé.

Soldes des parties liées

Les soldes impayés des apparentés étaient nuls au 31 décembre 2020. Au cours de l'exercice précédent, il y avait un solde dû à un associé de 10 310 dollars.

Le tableau suivant reflète les transactions entre parties liées enregistrées dans les états consolidés des résultats de la société :

	Associé		Gestion des clés		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Revenus						
Revenus d'intérêts	–	–	3	83	3	83
Autres revenus	9 999	11 293	–	–	9 999	11 293

Associé

Les comptes créditeurs et les charges à payer au 31 décembre 2019 comprenaient des obligations courantes non réglées envers Patrimoine Richardson représentant les liquidités détenues par RF Securities dans son rôle de courtier chargé de compte, qui se rapportent principalement aux revenus gagnés par Patrimoine Richardson. Le solde est nul au 31 décembre 2020 en raison de la transaction RGMP.

Les autres revenus comprennent les frais de service d'exécution des transactions, de technologie et d'administration associés au rôle de RF Securities en tant que courtier chargé de compte conformément à une entente de services avec Patrimoine Richardson. En 2020, les autres revenus comprennent également 1 680 dollars (2019 – 2 414 dollars) de dividendes sur les investissements en actions privilégiées de la société dans Patrimoine Richardson.

La rémunération du personnel de gestion clé pour les services rendus est la suivante :

	2020	2019
Salaires et avantages sociaux fixes	2 415	2 264
Allocation de retraite	–	13 889
Rémunération variable basée sur des incitations	3 832	6 627
Rémunération en actions	2	405
Honoraires des directeurs	832	874
	7 085	24 059

Note 16. Facilités de crédit

La société emprunte de l'argent principalement pour faciliter le processus de règlement des titres pour les transactions des clients et les transactions pour compte propre. Au 31 décembre 2020, la société dispose de facilités de crédit auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I de 651 831 dollars (2019 – 707 535 dollars). Ces facilités consistent en des prêts à vue, des lettres de crédit, des découverts en journée et des facilités à vue et de change. Les intérêts sur ces facilités sont basés sur des taux variables. Aux 31 décembre 2020 et 2019, la société n'avait aucun montant en cours en vertu de ces facilités.

Note 17. Autres passifs

	2020	2019
Restructuration et disposition juridique	19 410	19 768
Responsabilité liée au régime incitatif de rendement	1 349	–
Impôts sur le revenu à payer	686	–
Autre	77	244
	21 522	20 012

Note 18. Billet à ordre à recevoir et passif

Dans le cadre de l'acquisition par la société de FirstEnergy Capital Corp. (FirstEnergy) en 2016, la société a émis aux anciens actionnaires de FirstEnergy un billet à ordre non garanti portant intérêt à 3,61 % composé annuellement. Le billet à ordre est sujet à des ajustements et doit être remboursé en fonction de certains paramètres financiers sur une période maximale de cinq ans, conformément aux termes de l'accord d'achat. Au

cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a remboursé 777 dollars de capital sur le billet à ordre (2019 – 6 844 dollars) et a enregistré des charges de désactualisation nul (2019 – 1 581 dollars).

Le billet à ordre à recevoir représente une créance sur Stifel pour les billets à ordre détenus par les anciens actionnaires de FirstEnergy au Royaume-Uni.

Note 19. Impôt sur le revenu

Les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour 2020 et 2019, sont les suivantes :

	2020	2019
Charge d'impôt actuelle		
Exercice en cours	667	1 934
Ajustements pour les exercices antérieurs	815	59
Total des charges fiscales courantes	1 482	1 993
Charge d'impôt reportée		
Émission et annulation des écarts temporaires	1 247	4 817
Total de la charge d'impôt sur le revenu	2 729	6 810

Les différences entre la charge (le recouvrement) d'impôt sur le revenu figurant dans les états consolidés des résultats et les montants calculés aux taux d'imposition statutaires combinés fédéral et provinciaux canadiens sont les suivantes :

	2020		2019	
	Montant	Taux	Montant	Taux
Charge d'impôt sur le revenu des activités poursuivies au taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada	8 516	26,5 %	4 825	26,5 %
Impôt sur le revenu (recouvrement) des activités abandonnées au taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien.	(175)	26,5 %	(18 675)	26,5 %
Augmentation (diminution) de la charge (recouvrement) d'impôt sur le revenu en raison de :				
Dépenses non déductibles	1 978	23,7	4 324	(8,3)
Bénéfice non imposable	(16 879)	(202,4)	(729)	1,4
Pertes fiscales et autres écarts temporaires non comptabilisés	6 187	74,2	3 418	(6,5)
Ajustement pour les années antérieures	815	9,8	59	(0,1)
Décomptabilisation des actifs d'impôt constatés antérieurement	–	–	5 035	(0,1)
Différence de taux dans les filiales	230	–	798	(1,5)
Partie VI.1 Impôts	1 626	23,2	1 757	(3,4)
Autre	431	52,9	(15)	–
Charge d'impôt sur le revenu et taux effectif	2 729	0,3	797	(1,6)
Impôt sur le revenu (recouvrement) sur les activités abandonnées	–	–	(6 013)	–
Charge d'impôt sur les activités poursuivies	2 729	–	6 810	–

Les principales composantes des actifs et passifs d'impôt différé de la société sont les suivantes :

	2020	2019
Actifs d'impôt différé		
Différences temporaires déductibles :		
Pertes autres qu'en capital	17 756	—
Passif locatif	5 651	—
Ententes de rémunération différée	2 035	—
Améliorations apportées à l'équipement et à la location	1 752	—
Incitations à bail	182	—
Autre	265	—
Actifs au titre du droit d'utilisation	(5 117)	—
Actifs d'impôt différé	22 524	—
Passifs d'impôt différé		
Différences temporaires imposables :		
Immobilisations incorporelles	51 121	—
Passifs d'impôt différé	51 121	—

La société a d'abord enregistré un passif d'impôt différé de 51 808 dollars sur les immobilisations incorporelles acquis lors du regroupement d'entreprises de Patrimoine Richardson (voir la note 8).

Les avantages de ces pertes et autres différences temporaires déductibles qui ne sont pas reflétés dans les états financiers consolidés de la Société sont les suivants :

	2020	2019
Pertes autres qu'en capital	44 158	36 276
Pertes en capital	54 305	54 305
Rémunération et avantages sociaux	668	9 789
Améliorations apportées à l'équipement et à la location	1 107	4 417
Actif et passif au titre du droit d'utilisation	1 428	2 459
Autre	1 193	800
Pertes totales et autres écarts temporaires non comptabilisés	102 859	108 046

Note 20. Capital social

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Chaque action ordinaire est assortie de droits et privilèges égaux et donne droit à une voix à toutes les assemblées d'actionnaires ordinaires. La société est également autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées (autres que les actions privilégiées de série A, les actions privilégiées de série B et les actions privilégiées de série C), pouvant être émises en tout temps et de temps à autre en une ou plusieurs séries. La désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions attachés aux actions privilégiées seront déterminés par le conseil d'administration de la société avant l'émission.

a. Actions ordinaires

À la clôture de la transaction RGMP, 90 % des 100 518 actions ordinaires émises pour la transaction RGMP ont été placées sous séquestre (les Actions sous séquestre) pour être libérées, sous réserve de la satisfaction de certaines conditions, en quantités égales aux premier, deuxième et troisième anniversaires de la clôture de la transaction RGMP.

b. Actions privilégiées

Les actions émises et en circulation sont 3 565 actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série B (les actions privilégiées de série B) et 1 035 actions privilégiées à taux variable et à dividende cumulatif, série C (les actions privilégiées de série C) enregistrées au produit net total de 112 263 dollars. Les dividendes trimestriels cumulatifs en espèces sur les actions privilégiées de série B, s'ils sont déclarés, seront versés à un taux annuel de 3,611 % pour la période de cinq ans se terminant le 31 mars 2021. Par la suite, le taux de dividende est révisé tous les cinq ans à un taux égal à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada (OGC) sur cinq ans alors en vigueur, plus 2,89 %. Les actions privilégiées de série B sont rachetables par la société, en tout ou en partie, à son gré le 31 mars 2021 et le 31 mars de chaque cinquième année par la suite, à un prix de rachat au comptant par action de 25 dollars, ainsi que tous les dividendes accumulés et impayés. Les détenteurs d'actions privilégiées de série B ont le droit, à leur gré, de convertir leurs actions en actions privilégiées de série C, sous réserve de certaines conditions et du droit de la société de racheter les actions privilégiées de série B tel que décrit ci-dessus, le 31 mars 2021 et le 31 mars de chaque cinquième année par la suite.

Les détenteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit de recevoir des dividendes trimestriels cumulatifs variables à un taux égal à la somme du rendement du gouvernement du Canada à 90 jours alors en vigueur, plus 2,89 %, à la date de déclaration du conseil d'administration. Les détenteurs d'actions privilégiées de série C peuvent convertir leurs actions en actions privilégiées de série B à raison d'une action pour une action, sous réserve de certaines conditions et du droit de la société de racheter les actions privilégiées de série C tel que décrit ci-dessous, le 31 mars 2021 et le

31 mars tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série C sont rachetables en tout ou en partie par la société, à sa discrétion, à un prix de rachat au comptant par action de 25 dollars, majoré de tous les dividendes accumulés et impayés dans le cas de rachats le 31 mars 2021 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite, ou de 25,50 dollars par action, majoré de tous les dividendes accumulés et impayés dans le cas de rachats à toute autre date après le 31 mars 2016.

c. Dividendes

Dividendes sur actions ordinaires

La société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

Date d'enregistrement	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total des dividendes
16 mars 2020	31 mars 2020	0,025	1 886

Le 29 avril 2020, en réponse aux perturbations causées par COVID-19, le conseil d'administration de la société a décidé de suspendre temporairement le dividende trimestriel en espèces des actions ordinaires de la société.

Dividendes sur les actions privilégiées

La société a déclaré les dividendes suivants sur les actions privilégiées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

Date d'enregistrement	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série B	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total des dividendes
16 mars 2020	31 mars 2020	0,2257	0,282800	1 097
15 juin 2020	30 juin 2020	0,2257	0,272005	1 086
30 octobre 2020	16 novembre 2020	0,2257	0,193803	1 005
15 décembre 2020	31 décembre 2020	0,2257	0,190410	1 002
Total				4 190

Le 4 mars 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,2257 dollar par action privilégiée de série B et de 0,181788 dollar par action privilégiée de série C.

Action privilégiée payable le 31 mars 2021 aux actionnaires privilégiés inscrits le 15 mars 2021.

d. Rachats et annulations d'actions

En 2020, la société a racheté pour annulation 16 529 actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat substantielle à un prix d'offre de 2,42 dollars par action pour un coût total de 40 000 dollars. La différence entre le prix de l'offre et la valeur comptable des actions, soit 9 178 dollars, a été comptabilisée comme une réduction du déficit cumulé.

Au cours de l'année 2020, 43 actions ordinaires (2019 – 12) qui avaient été émises dans le cadre d'un régime d'actions entiercé ont été annulées pour une réduction du capital social de 216 dollars (2019 – 59 dollars).

e. Régime incitatif à base d'actions

Dans le cadre du régime incitatif à base d'actions, la société a établi une fiducie de régime d'avantages sociaux dans le but d'acheter les actions ordinaires de la société sur le marché libre et de livrer les actions ordinaires aux participants du régime incitatif à base d'actions au moment de l'acquisition des droits. La Société consolide la fiducie de régime incitatif à base d'actions conformément à la norme IFRS 10, États financiers consolidés. La contrepartie versée pour les actions ordinaires de la société détenues par le régime incitatif à base d'actions est déduite des capitaux propres et les actions ordinaires sont traitées comme annulées dans le calcul du bénéfice de base par action de la société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la fiducie de régime incitatif à base d'actions n'a pas acheté d'actions ordinaires.

Un résumé de la situation de la fiducie de régime incitatif à base d'actions au 31 décembre 2020 et des changements survenus au cours de l'exercice clos à cette date est présenté ci-dessous :

	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)
Solde au 31 décembre 2019	1 272
Acquis – Attribuées	–
Acquis – Dividendes	–
Libérées à l'acquisition des droits	–
Activité au cours de l'exercice	–
Solde au 31 décembre 2020	1 272

Note 21. Options d'achat d'actions et attributions différées d'actions

a. Options d'actions

En vertu du régime d'options sur actions ordinaires de la société (le régime d'options sur actions), la société peut attribuer des options pour acquérir jusqu'à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la société aux administrateurs, dirigeants, employés et fournisseurs de services de la société

ou de l'une de ses filiales. La durée maximale d'une option est de dix ans à compter de la date d'octroi. Les options peuvent être attribuées en fonction du cours de l'action ordinaire de la société à la Bourse de Toronto. La période d'acquisition connexe sur laquelle la charge de rémunération fondée sur des actions est comptabilisée est d'au plus quatre ans. Chaque option d'achat d'actions attribuée en vertu du régime d'options d'achat d'actions est réglée en actions et la charge de rémunération fondée sur des actions est basée sur l'estimation de la juste valeur le jour ouvrable précédant la date d'attribution.

Un résumé de l'état du régime incitatif à base d'action au 31 décembre 2020 et 2019, et des changements survenus au cours des exercices clos à ces dates, est présenté ci-dessous :

	Nombre d'options d'achat d'actions ordinaires (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2018	1 684	7,02
Renoncations	(931)	7,30
Solde au 31 décembre 2019	753	6,67
Attribuées	110	1,71
Renoncations	(488)	6,53
Solde au 31 décembre 2020	375	5,40

Les options sur actions ordinaires en circulation et acquises en vertu du régime d'options sur actions au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en circulation (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Nombre d'options acquises
1,62–1,80	110	1,71	6,95	–
6,00	110	6,00	0,87	110
7,60	155	7,60	0,25	155
Solde au 31 décembre 2020	375			265

Au 31 décembre 2020, le nombre d'options en circulation dans le cadre du plan d'options sur actions en pourcentage des actions ordinaires en circulation était de 0,24 % (31 décembre 2019 – 1 %).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a enregistré 1 dollar (2019 – nul) de charges de rémunération fondées sur des actions relatives au plan d'options sur actions, avec une augmentation correspondante de l'excédent de cotisations.

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées et les principales hypothèses appliquées pour les options octroyées en 2020 sont les suivantes :

Juste valeur moyenne pondérée	0,53 \$
Moyenne pondérée des principales hypothèses :	
Prix de l'action ordinaire à la date d'octroi	1,71 \$
Prix de levée	1,71 \$
Taux d'intérêt sans risque ¹	0,35 %
Rendement des dividendes ²	–
Volatilité prévue ³	39,67 %
Durée de vie prévue de l'option (en années) ⁴	4,00

1. Déterminé en utilisant le rendement des obligations de référence du gouvernement du Canada dont la durée restante est égale à la durée de vie prévue de l'option.

2. Basé sur le rendement annuel en dividendes à la date d'octroi.

3. Estimé en considérant la volatilité moyenne historique du cours de l'action.

4. Estimé en fonction des données historiques de la période de détention des options entre la date d'attribution et la date d'exercice, ainsi que de l'hypothèse qu'un certain pourcentage d'options expirera en raison de déchéances.

b. Attributions différées d'actions

Régime incitatif à base d'actions

La société a adopté le régime incitatif à base d'actions afin de fournir aux employés éligibles (participants) des opportunités de compensation pour encourager la propriété d'actions ordinaires, afin d'attirer, de retenir et de motiver le personnel clé et de récompenser certains dirigeants et employés de la société pour un rendement significatif.

Conformément aux conditions du régime incitatif à base d'actions, la société attribue des unités d'action restreintes et des unités d'actions liées au rendement à certains participants. Les unités d'action restreintes attribuées sont soumises à des conditions d'acquisition liées au service. Les unités d'action liées au rendement attribuées sont soumises à des conditions d'acquisition de rendement marchande et non marchande, y compris le rendement absolu et relatif des actionnaires, le rendement des capitaux propres et le revenu net ajusté par action ordinaire, avec un facteur de performance minimal de zéro et maximal de 150 % de l'attribution initiale. La charge liée aux unités d'action liées au rendement varie en fonction du rendement de la société et est déterminée sur la base d'une moyenne

pondérée de probabilité des résultats à chaque date de clôture. Pendant la période d'acquisition des droits, les équivalents de dividendes sont versés aux participants sous forme d'unités d'action supplémentaires.

La juste valeur des unités d'action restreintes est déterminée en fonction de la moyenne sur cinq jours du cours de clôture des actions ordinaires de la société à la date d'attribution et est amortie sur la période d'acquisition des droits, généralement de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des unités d'action restreintes attribuées aux participants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 était de 95 dollars (2019 – nul). La charge de rémunération relative aux unités d'action restreintes enregistrée au cours de l'exercice était de 6 dollars (31 décembre 2019 – 2 847 dollars).

La juste valeur des unités d'action liées au rendement est déterminée conformément à la norme IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, et est amortie sur la période d'acquisition des droits, généralement de trois ans. La société n'a attribué aucune unités d'action liées au rendement aux participants en 2020 ou 2019 et n'a encouru aucune charge de rémunération en 2020 ou 2019.

Un résumé de l'état du plan d'incitation par actions de la société au 31 décembre 2020 et des changements survenus au cours de l'exercice clos à cette date est présenté ci-dessous :

	Nombre d'unités d'action restreintes
Solde au 31 décembre 2019	794
Dividendes crédités	9
Attribuées	55
Acquisies	(30)
Annulées	(315)
Solde au 31 décembre 2020	513

Note 22. Provisions, éventualités et engagements

a. Provisions

La société comptabilise des provisions lorsqu'il est probable qu'elle a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qui entraînera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable. La société évalue l'adéquation de ses provisions, le cas échéant, à chaque période de clôture. Un résumé des provisions de la société au 31 décembre 2020 et 2019 et les changements au cours des années sont les suivants :

	Provisions pour restructuration et provisions légales	Contrats coûteux	Total des provisions
Solde au 31 décembre 2018	–	787	787
Ajouts	28 161	–	28 161
Paiements	(8 393)	(209)	(8 602)
Recouvrements	–	(167)	(167)
Solde au 31 décembre 2019	19 768	411	20 179
Responsabilité acquise	9 411	–	9 411
Ajouts	322	–	322
Paiements	(10 091)	(225)	(10 316)
Solde au 31 décembre 2020	19 410	186	19 596

La société a ajouté une provision légale de 9 411 dollars qui a été acquise dans le cadre de la transaction RGMP.

b. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la société est impliquée dans des procédures judiciaires, y compris des examens réglementaires. Les provisions légales qui sont prises en charge dans le cadre d'une acquisition d'entreprise sont comptabilisées par la société à leur juste valeur s'il existe une obligation actuelle pour un événement passé qui peut être mesuré de manière fiable, même s'il n'est pas probable que la société subisse une perte. La direction et le conseiller juridique externe de la société participent à l'évaluation de la probabilité et à l'estimation des montants concernés. Bien qu'il soit intrinsèquement difficile de prévoir l'issue de ces questions, sur la base des connaissances actuelles et de la consultation des conseillers juridiques, la société ne s'attend pas à ce que l'issue de l'une de ces questions, individuellement ou dans son ensemble, ait un effet négatif important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la société. La société estime la fourchette globale des pertes raisonnablement possibles dans ses actions en justice en considérant des scénarios qui ne sont ni probables ni éloignés. Au 31 décembre 2020, les pertes raisonnablement possibles de la société, y compris les provisions relatives aux questions juridiques et de restructuration, sont estimées entre 15 817 dollars et environ 21 807 dollars. Les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la société représentent les meilleures estimations basées sur les informations actuellement disponibles pour les actions pour lesquelles des estimations peuvent être faites; toutefois, un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les provisions ou les pertes raisonnablement possibles de la société soient considérablement différentes de ses provisions ou pertes raisonnablement possibles réelles.

Avant la vente de ses activités sur le marché financier le 6 décembre 2019, la société fournissait des conseils financiers, des services de souscription et d'autres services à des émetteurs qui étaient impliqués dans des industries nouvelles et émergentes, y compris l'industrie américaine du cannabis, et négociait leurs titres. Les activités au sein de ces industries, y compris

l'industrie américaine du cannabis, n'ont généralement pas bénéficié d'un historique de résultats d'exploitation réussis. En plus des incertitudes économiques associées aux nouvelles industries, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces industries ou activités, en particulier l'industrie américaine du cannabis et les activités des émetteurs dans cette industrie, et l'effet ou l'application de ces lois sont indéterminés, contradictoires et incertains. En ce qui concerne l'industrie américaine du cannabis, le cannabis continue d'être une substance contrôlée en vertu de la *loi américaine sur les substances contrôlées (United States Controlled Substances Act)* et, à ce titre, il existe un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, fassent l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la société a adopté des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité avec la *loi américaine de 1970 sur la déclaration des transactions étrangères et des devises (Currency and Foreign Transactions Reporting Act)* et les directives publiées par le département du Trésor américain Financial Crimes Enforcement Network, FIN-2014-G001 (les directives FinCEN) relatives à la fourniture de services financiers aux entreprises liées à la marijuana aux États-Unis (au sens où ce terme est utilisé dans les directives FinCEN). Bien que la société ait pris des mesures pour identifier les risques associés aux industries émergentes, y compris l'industrie américaine du cannabis, et qu'elle n'ait fourni des services qu'aux émetteurs pour lesquels elle a déterminé qu'il n'y avait pas de risque important pour la société ou que tout risque était peu susceptible d'entraîner une conséquence négative importante pour la société, il existe un risque que la société fasse l'objet de procédures de tiers, ce qui pourrait avoir un effet négatif important sur les activités, les revenus, les résultats d'exploitation et la situation financière de la société, ainsi que sur sa réputation, même si ces procédures étaient conclues avec succès en faveur de la société. La société a déterminé que de telles procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas enregistré de provision à cet égard.

c. Engagements

La société a conclu des contrats de location de bureaux et de matériel pour des périodes allant jusqu'au 31 décembre 2037. Le total des paiements annuels minimaux futurs pour les exercices clos le 31 décembre est le suivant :

	2020	2019
Moins d'un an	8 549	713
1 à 5 ans	23 661	696
Plus de 5 ans	48 849	–
	81 059	1 409

Note 23. Garanties financières

RF Securities, comme l'exige l'OCRCVM, a conclu une entente de garantie croisée complète avec Patrimoine Richardson qui stipule qu'en cas de défaut, RF Securities garantit les obligations en souffrance de Patrimoine Richardson envers les clients jusqu'à concurrence du capital ajusté en fonction du risque de RF Securities, comme le prescrit l'OCRCVM. En retour, Patrimoine Richardson a garanti les obligations de RF Securities envers les clients, en cas de défaut, jusqu'à concurrence du capital ajusté en fonction du risque de Patrimoine Richardson. La société n'a pas enregistré de provision pour perte de crédit attendue en rapport avec cet arrangement.

Dans le cours normal des affaires, les statuts prévoient l'indemnisation des dirigeants, anciens dirigeants, administrateurs et anciens administrateurs de la société contre tous les coûts, charges et dépenses, y compris les montants versés pour régler une action ou satisfaire un jugement, raisonnablement engagés à l'égard de toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative dans laquelle ils sont impliqués du fait qu'ils sont ou ont été administrateurs ou dirigeants de la société ou de ses filiales.

Note 24. Autres revenus

	2020	2019
Services de courtage	11 101	8 879
Dividende privilégié d'une société associée ¹	1 681	2 414
Opération de change	3 584	2 879
Autres ²	4 907	–
	21 273	14 172

1. Reflète les dividendes d'actions privilégiées reçus de Patrimoine Richardson avant la transaction RGMP.

2. Le poste Autres comprend les marchés des capitaux des assurances et de la clientèle privée et certains autres revenus.

Note 25. Résultat net par action ordinaire

Le résultat net par action ordinaire est constitué de ce qui suit :

	2020	2019
Résultat net lié aux activités poursuivies	29 408	(13 710)
Moins : Dividendes sur actions privilégiées de série B	(3 220)	(3 220)
Moins : Dividendes sur actions privilégiées de série C	(970)	(1 181)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires provenant des activités poursuivies	25 218	(18 111)
Résultat net découlant des activités abandonnées	(661)	(39 448)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	24 557	(57 559)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		
De base		
Actions ordinaires	93 798	75 446
Actions ordinaires mises en gage	(378)	(35)
Actions ordinaires détenues par la fiducie de régime incitatif à base d'actions	(1 272)	(2 725)
Actions ordinaires remboursables sous condition attribuées aux employés	(19 128)	(2 898)
	73 020	69 788
Dilué		
Effet dilutif des actions ordinaires mises en gage	378	35
Effet dilutif des actions détenues par la fiducie de régime incitatif à base d'actions	1 272	2 725
Effet dilutif des actions ordinaires remboursables conditionnellement attribuées aux employés	19 128	2 898
	93 798	75 446
Résultat net par action ordinaire – De base		
Activités poursuivies	0,35 \$	(0,26)\$
Activités abandonnées	(0,01)\$	(0,56)\$
Total	0,34 \$	(0,82)\$
Résultat net par action ordinaire – Dilué¹		
Activités poursuivies	0,27 \$	(0,26)\$
Activités abandonnées	(0,01)\$	(0,56)\$
Total	0,26 \$	(0,82)\$

1. En cas de perte nette, l'impact des actions mises en gage et des autres actions ordinaires soumises à des conditions d'acquisition dans le cadre des programmes de rémunération à base d'actions sur la perte nette diluée par action ordinaire sera anti-dilutif, par conséquent la perte nette de base et diluée par action ordinaire sera la même.

Note 26. Gestion des risques financiers

a. Instruments financiers

La norme IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, telle que publiée par l'IASB, exige la présentation d'une hiérarchie à trois niveaux pour l'évaluation de la juste valeur, fondée sur la transparence des données utilisées pour évaluer un actif ou un passif à la date d'évaluation.

Niveau 1. Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs de niveau 1 comprennent généralement des titres de créance et des titres de participation qui sont négociés sur une bourse active.

Niveau 2. La juste valeur est basée sur des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement. Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres de créance et de capitaux propres qui ne sont pas cotés sur une bourse active.

Niveau 3. Les données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Pour déterminer la juste valeur de ses instruments financiers, la société utilise des données de marché observables, lorsqu'elles sont disponibles, et minimise l'utilisation de données non observables dans la mesure du possible. Les titres de créance et les titres du marché monétaire de niveau 2 sont évalués par des fournisseurs de données de marché du secteur des valeurs mobilières sur la base de données commerciales agrégées ou de prix de référence fondés sur le rendement, l'échéance et la notation du risque. Les actions de niveau 2 sont évaluées sur la base du prix de la dernière transaction ou sur la base d'offres ou de financements récents. Les actions de niveau 3 sont des warrants de courtiers qui sont évalués à l'aide d'un modèle interne qui utilise des données observables du titre sous-jacent. Les gains et les pertes constatés au cours des périodes ont été comptabilisés à la juste valeur marchande dans la ligne des transactions principales des états consolidés des résultats.

Les tableaux suivants présentent le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers de la société comptabilisés à la juste valeur :

Au 31 décembre 2020	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs financiers				
Titres détenus				
Titres de créance				
Dette du gouvernement fédéral canadien et américain	35 481	1 815	–	37 296
Dettes des gouvernements provinciaux et municipaux	–	10 688	–	10 688
Endettement d'entreprise et autres dettes	–	19 660	–	19 660
Titres de participation	1 528	–	–	1 528
Actifs financiers dérivés	–	–	1 150	1 150
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat	37 009	32 163	1 150	70 322
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	37 009	32 163	1 150	70 322
Passifs financiers				
Obligations liées à des titres vendus à découvert				
Titres de créance				
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	90	11 761	–	11 851
Dettes des gouvernements provinciaux et municipaux	–	590	–	590
Endettement d'entreprise et autres dettes	–	2 879	–	2 879
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	90	15 230	–	15 320
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	90	15 230	–	15 320

Au 31 décembre 2019	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs financiers				
Titres détenus				
Titres de créance				
Dette du gouvernement fédéral canadien et américain	45 395	1 650	–	47 045
Dettes des gouvernements provinciaux et municipaux	–	6 275	–	6 275
Endettement d'entreprise et autres dettes	–	11 514	–	11 514
Titres de participation	518	44	–	562
Instruments financiers dérivés	–	–	45	45
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	45 913	19 483	45	65 441
Placements en actions privilégiées dans une entreprise associée				
Placements dans une entreprise associée				
Actions privilégiées de catégorie B	–	–	30 422	30 422
Actions privilégiées spéciales	–	–	673	673
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	–	–	31 095	31 095
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	45 913	19 483	31 140	96 536
Passifs financiers				
Obligations liées aux titres vendus à découvert				
Titres de créance				
Dette du gouvernement fédéral canadien et américain	–	6 999	–	6 999
Dettes des gouvernements provinciaux et municipaux	–	3 109	–	3 109
Endettement d'entreprise et autres dettes	–	1 291	–	1 291
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	–	11 399	–	11 399
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	–	11 399	–	11 399

Le tableau suivant présente les variations des évaluations de la juste valeur des actifs financiers inclus dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur :

Solde au 31 décembre 2018	36 724
Perte nette non réalisée avant impôts sur les bons de souscription des courtiers	(46)
Ventes et rachats	(5 538)
Solde au 31 décembre 2019	31 140
Gain net non réalisé avant impôts sur les bons de souscription des courtiers	1 150
Ventes et rachats	(45)
Élimination des actions privilégiées de Patrimoine Richardson	(31 095)
Solde au 31 décembre 2020	1 150

Risque du marché

Le risque du marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Aux fins de la présente information, la société répartit le risque de marché en trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque lié au taux d'intérêt et le risque lié au change.

Risque lié à la juste valeur

Le risque de juste valeur est la possibilité de perte découlant d'un mouvement défavorable de la valeur d'un instrument financier. La société encourt le risque de juste valeur à travers ses positions de négociation et son portefeuille de titres détenus.

Analyse de sensibilité de la juste valeur

Les tableaux suivants comprennent les principaux instruments financiers de la société inscrits aux bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019 à leur juste valeur et démontrent la sensibilité du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu de la société aux variations raisonnables de la juste valeur de ces instruments.

Au 31 décembre 2020	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Effet d'une baisse de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	55 002	4 043	(4 043)
Au 31 décembre 2019	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Effet d'une baisse de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Titres détenus, nets des titres vendus à découvert	54 042	3 972	(3 972)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La société encourt un risque de taux d'intérêt sur ses propres soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, sur les soldes de trésorerie de ses comptes clients, sur les liquidités livrées ou reçues à l'appui des activités d'emprunt ou de prêt de titres, sur les intérêts gagnés sur les prêts accordés à certains employés de Patrimoine Richardson.

Tous les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie arrivent à échéance dans les trois mois. Les taux d'intérêt sur les soldes de trésorerie des comptes clients sont basés sur des taux d'intérêt flottants qui varient en fonction du montant de trésorerie déposé ou emprunté par les clients de la société. Les prêts de la société accordés à certains employés de Patrimoine Richardson portent actuellement intérêt au taux d'intérêt préférentiel majoré de 2,5 %.

Analyse de sensibilité du taux d'intérêt

Les tableaux ci-dessous présentent l'incidence potentielle d'une augmentation immédiate et soutenue de 100 points de base (pb) ou d'une diminution de 100 pb des taux d'intérêt sur le bénéfice net appliqué aux soldes en cours aux 31 décembre 2020 et 2019. L'analyse suppose que toutes les autres variables restent constantes.

Au 31 décembre 2020	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 100 pb des taux d'intérêt du marché sur le revenu net	Effet d'une baisse de 100 pb des taux d'intérêt du marché sur le revenu net
Trésorerie et équivalents de trésorerie	556 245	4 088	(4 088)
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	55 002	404	(404)
Fonds déposés en fiducie	409 648	3 011	(3 011)
Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	67 475	496	(496)
Créances des clients	455 166	3 345	(3 345)
Emprunts et prêts de titres, nets	(87 592)	(644)	644
Payable aux clients	(1 183 572)	(8 699)	8 699
Billet à ordre	(14 826)	(109)	109

Au 31 décembre 2019	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 100 pb des taux d'intérêt du marché sur le revenu net	Effet d'une baisse de 100 pb des taux d'intérêt du marché sur le revenu net
Trésorerie et équivalents de trésorerie	516 601	3 796	(3 796)
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	54 042	397	(397)
Fonds déposés en fiducie	348 553	2 562	(2 562)
Investissements en actions privilégiées dans une entreprise associée	31 095	229	(229)
Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	1 903	14	(14)
Créances des clients	256 075	1 882	(1 882)
Emprunts et prêts de titres, nets	16 212	119	(119)
Payable aux clients	(958 354)	(7 043)	7 043
Billet à ordre	(15 603)	(115)	115

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. La société encourt un risque de change principalement sur ses investissements nets dans des filiales étrangères qui mènent leurs activités principalement dans leur devise locale respective. La société ne procède à

aucune couverture de ses investissements nets dans les filiales étrangères.

La société encourt également un risque de change sur les instruments financiers détenus par les filiales opérationnelles de la société et libellés dans des monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle, ce qui comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes de trésorerie des comptes clients et les créances et dettes des courtiers.

Analyse de sensibilité au risque de change

Les tableaux ci-dessous résument les effets sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu d'une variation de 10 % de la valeur de certaines devises étrangères par rapport au dollar canadien aux 31 décembre 2020 et 2019. L'analyse suppose que toutes les autres variables restent constantes.

Au 31 décembre 2020	Effet d'un renforcement de 10 % des taux de change sur le bénéfice net	Effet d'un affaiblissement de 10 % des taux de change sur le bénéfice net
Livre sterling britannique	5	(5)
Euro	(7)	7
Dollar australien	10	(10)
Dollar américain	1 125	(1 125)

Au 31 décembre 2019	Effet d'un renforcement de 10 % des taux de change sur le bénéfice net	Effet d'un affaiblissement de 10 % des taux de change sur le bénéfice net
Livre sterling britannique	3	(3)
Dollar américain	423	(423)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'un tiers à remplir ses obligations de paiement. La société est exposée au risque que des tiers lui devant de l'argent, des titres ou d'autres actifs ne remplissent pas leurs obligations. Ces parties comprennent des contreparties de négociation, des clients, des agents de compensation, des bourses, des chambres de compensation et d'autres intermédiaires financiers.

Une source primaire de risque de crédit pour la société survient lorsque la société étend le crédit aux clients de ses courtiers introducteurs, Patrimoine Richardson et Stifel, pour acheter des titres par le biais de prêts sur marge. Les prêts sur marge sont dus à la demande et sont garantis par les instruments financiers du compte du client. La société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les prix du marché pour les titres détenus en garantie baissent et que la société n'est pas en mesure de récupérer une valeur suffisante de la garantie détenue. La société est également confrontée à un risque de crédit dû au défaut ou à la détérioration de la qualité de crédit d'une contrepartie ou d'un émetteur de titres détenus dans le cadre de la facilitation des transactions des clients relatives aux activités de négociation de titres à revenu fixe de la société.

Risque lié aux liquidités

Le risque lié aux liquidités est le risque que la société ne puisse pas répondre à une demande de liquidités ou financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. La direction supervise les liquidités de la société afin d'assurer l'accès à suffisamment de fonds facilement disponibles pour couvrir ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance et pour soutenir et faire croître ses actifs et ses opérations dans des conditions normales et de stress. Le tableau ci-dessous présente les obligations de la société et leur date d'échéance prévue.

	Valeur comptable	Durée prévue jusqu'à l'échéance
Payable aux clients	1 123 894	Payable sur demande
Montants à payer aux courtiers	107 325	Payable dans un délai d'un mois
Payable sur demande	1 114	Payable sur demande
Comptes créditeurs et charges à payer	44 655	Payable dans les trois mois
Dette à long terme	67 000	Payable dans un délai d'un an
Billet à ordre	14 826	Payable dans un délai d'un an
	1 358 814	

La société détient ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie auprès d'un certain nombre d'institutions financières ayant une cote de crédit élevée. Tous les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont à court terme et se composent de placements très liquides qui sont facilement convertibles en des montants connus de trésorerie et dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins. La société considère les titres de créance du gouvernement fédéral canadien (tels que les bons du Trésor) dont l'échéance initiale est de trois à six mois comme des placements très liquides. Bien que ces titres ne soient pas classés comme équivalents de trésorerie dans les bilans consolidés, ils constituent une partie importante des pratiques globales de gestion de la trésorerie de la société pour faire face au risque de liquidité. Aucun changement n'a été apporté aux pratiques de gestion de la trésorerie

de la société au cours de l'exercice 2020. Le stock de titres de négociation de la société, qui résulte de sa facilitation des transactions pour les clients de détail et de ses propres détentions pour compte propre, est enregistré à la juste valeur. Les dettes et les créances envers les courtiers et les négociants représentent des transactions ouvertes qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours et comprennent également des titres garantis empruntés ou prêtés dans des transactions qui peuvent être fermées sur demande en quelques jours. Les créances des clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen permanent pour déterminer si elles ont perdu de leur valeur ou si elles peuvent être recouvrées.

L'exposition maximale au risque de crédit relatif aux créances des clients et des courtiers, aux soldes des comptes débiteurs, aux prêts aux employés et autres prêts à recevoir et aux prêts pour l'achat d'actions sans contrepartie de garantie est représentée par la valeur comptable dans les bilans consolidés de la société au 31 décembre 2020 et 2019.

b. Gestion du capital

La société a besoin de capital pour financer les opérations actuelles et futures, les dividendes futurs et les exigences réglementaires en matière de capital. La liquidité des principales filiales d'exploitation de la société est continuellement évaluée, en tenant compte des exigences commerciales, des conditions du marché et des exigences réglementaires en matière de capital. La politique de la société est de maintenir des niveaux de capital suffisants et appropriés par le biais de diverses sources, y compris des facilités de crédit, comme indiqué à la note 16.

Le tableau suivant présente les ressources en capital de la société aux dates indiquées :

	2020	2019
Actions ordinaires	470 415	325 810
Actions privilégiées	112 263	112 263
Attributions différées d'actions	–	(5 525)
Excédent de cotisations	39 976	45 273
Déficit accumulé	(260 621)	(283 248)
	362 033	194 573

Note 27. Dette

	2020	2019
Syndicat de banques à charte de l'annexe I et II	67 000	–
Actions privilégiées de Richardson Financial	30 422	–
	97 422	–

Note 28. Renseignements segmentés

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine est constitué de Patrimoine Richardson. Avant le 20 octobre 2020, Patrimoine Richardson était comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et comprenait les revenus de dividendes comptabilisés par la société sur son investissement dans les actions privilégiées Patrimoine Richardson. Depuis le 20 octobre 2020, l'activité de Patrimoine Richardson est entièrement consolidée par la société.

Compensation des opérations

Le secteur Compensation des opérations comprend les services de courtage et autres services de soutien administratif fournis à Patrimoine Richardson et à Stifel. Ce secteur comprend également les activités d'emprunt et de prêt de titres de la Société.

Entreprise

Le secteur de l'entreprise comprend principalement les fonctions d'entreprise et les coûts des sociétés publiques ainsi que les revenus des services bancaires d'investissement dans certaines juridictions qui n'ont pas été acquis dans le cadre de la vente de l'activité des marchés financiers. L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises à la suite de la transaction RGMP est inclus dans le secteur de l'entreprise.

Le tableau suivant présente certains résultats financiers des activités poursuivies par secteur pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

	Gestion de patrimoine		Compensation des opérations		Entreprise		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Revenus	56 584	2 384	27 546	32 031	(11)	2 425	84 119	36 840
Dépenses								
Rémunération variable des conseillers	23 726	—	—	—	—	—	23 726	—
Amortissement des prêts aux conseillers	3 490	—	—	—	—	—	3 490	—
Rémunération et avantages sociaux des employés	12 469	—	6 381	6 921	4 824	7 320	23 674	14 241
Frais de vente, frais généraux et frais administratifs	9 595	61	10 386	12 015	3 458	3 363	23 439	15 439
Coûts d'acquisition	—	—	—	—	6 664	1 077	6 664	1 077
Intérêt	886	—	7 003	13 716	727	(11)	8 616	13 705
Dépréciation et amortissement ¹	2 608	—	541	1 557	2 593	(7)	5 742	1 550
	52 774	61	24 311	34 209	18 266	11 742	95 351	46 012
Gain sur la participation dans une entreprise associée	—	—	—	—	45 734	—	45 734	—
Part du résultat net de la société associée	(2 365)	2 272	—	—	—	—	(2 365)	2 272
Résultat avant impôt sur le revenu	1 445	4 595	3 235	(2 178)	27 457	(9 317)	32 137	(6 900)

1. L'amortissement de 2 593 dollars dans le secteur de l'entreprise est principalement lié aux immobilisations incorporelles de la relation client et de la marque acquis dans le cadre de la transaction RGMP.

Note 29. Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie

	2020	2019
Titres détenus	(1 741)	44 951
Créances de clients et de courtiers	(259 488)	168 445
Prêts aux employés et autres prêts à recevoir	(33 191)	505
Autres actifs	(51 921)	78 693
Obligations liées à des titres vendus à découvert	3 901	268
Payable aux clients, courtiers et émetteurs	363 515	(255 024)
Comptes créditeurs et charges à payer et autres passifs	(10 210)	4 547
	10 865	42 385

Note 30. Mise à jour sur la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie mondiale, ce qui a amené les gouvernements du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures ont entraîné des perturbations importantes pour les entreprises du monde entier et ont provoqué un stress considérable sur les marchés boursiers mondiaux au début de la pandémie. Les marchés

boursiers se sont rapidement et considérablement redressés par rapport à leur point bas initial en mars et ont terminé l'année en territoire positif. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 sont actuellement inconnues, et la force de la reprise économique finale dépendra de la vitesse à laquelle un vaccin pourra être administré à grande échelle. Il n'est pas possible d'estimer de manière fiable la trajectoire de la reprise ou l'incidence sur les résultats financiers et la situation de la société dans les périodes futures.

Informations pour les actionnaires

Agent des transferts et registraire

Société de fiducie AST (Canada)

1, Toronto Street
Bureau 1200
Toronto (Ontario)
M5C 2V2

Numéro sans frais : (800) 387-0825

Courriel :

inquiries@astfinancial.com

Site Web : astfinancial.com

Siège social de l'entreprise

Groupe Capital RF Inc.

145, King Street West
Bureau 200
Toronto (Ontario)
M5H 1J8

Tél: (416) 687-1300

Courriel :

investorrelations@rfcapgroup.com

Demandes de renseignements des actionnaires

Pour toute autre demande de renseignements des actionnaires ou pour demander un exemplaire du bilan annuel 2020 de Capital RF, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs :

Tél: (416) 941-0894

Courriel :

investorrelations@rfcapgroup.com

Dépôts réglementaires

Site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières : sedar.com

Vérificateurs indépendants

Ernst & Young LLP

Conseiller juridique

Goodmans LLP

Fin de l'exercice financier

31 décembre

Site Web

rfcapgroup.com

Assemblée annuelle et extraordinaire virtuelle des actionnaires ordinaires

26 mai 2021, à 10 h (HNE)

Inscriptions boursières

BOURSE	LISTE	TÉLÉSCRIPTEUR	CUSIP
Actions ordinaires	Bourse de Toronto	RCG	380134106
Actions privilégiées, série B	Bourse de Toronto	RCG.PR.B	380134205
Actions privilégiées, série C	Bourse de Toronto	RCG.PR.C	380134304

Un engagement à long terme.

Pour nous préparer à un nouvel avenir passionnant, nous avons ouvert de nouveaux bureaux à Vancouver, Edmonton et Charlottetown. En 2023, nous déménagerons dans nos locaux de Toronto, qui seront bientôt construits sur le front de mer. Notre nouveau site de Toronto répondra aux normes les plus élevées en matière de durabilité environnementale, et sa conception favorisera la collaboration, la connexion et l'échange d'idées qui représentent le mieux l'avenir du travail.



Patrimoine
RICHARDSON